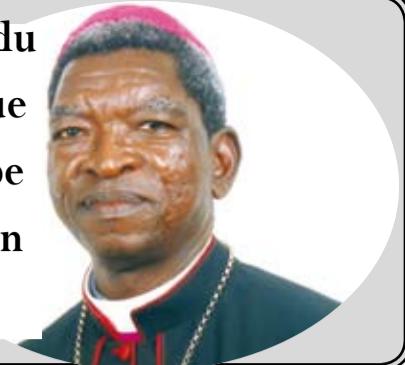


Finie la vacance du poste épiscopal à Fada qui attend un évêque depuis que le dernier patron du diocèse, Mgr Paul Yembuado Ouédraogo, a été affecté en novembre 2010 et promu Archevêque métropolite de l'archidiocèse de Bobo Dioulasso. Le samedi 11 février 2012, Sa Sainteté le Pape Benoît XVI a nommé évêque de Fada-N'Gourma, Mgr Pierre Claver Malgo dont l'ordination épiscopale est pour ce 12 mai.

Lire page 8



Échos du Sahel

500 FCfa • MAI 2012 • N°04 • Récépissé n° 2011-044/CAO/TGI-F/PF • ISSN 0796-8868 • Fada N'Gourma

Journal d'informations régional, d'Intégration et de Développement

Puissions nous avoir le courage de changer ce qui peut l'être, la force d'accepter ce qui ne peut l'être et la sagesse pour faire la différence entre les deux !

18 AVRIL 2011 - 18 AVRIL 2012, UN AN DE GOUVERNEMENT TIAO

Oui Mais... c'est pas arrivé



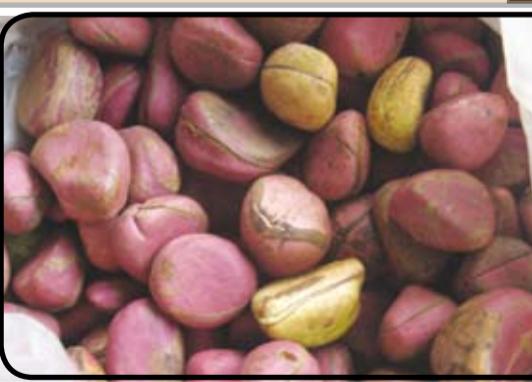
Lire page 4

Economie



Lire page 14

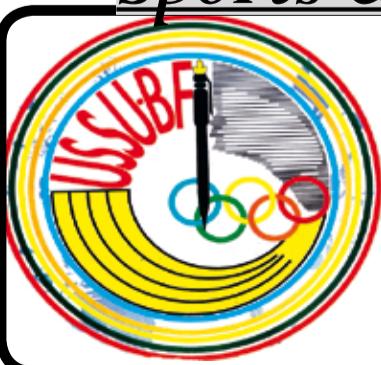
3^{ème} édition des Journées Promotionnelles des Produits Agro-Sylvopastoraux et Halieutiques de la région de l'Est : «Valorisation du karité et de ses dérivés : état des lieux et perspectives pour les acteurs de la filière dans la région de l'Est».



Société

Du marché aux cérémonies sociales, une histoire de cola. Lire page 12

Sports & Loisirs



USSU-BF
2012

L'Est n'a pas
démérité

Lire page 25

Santé
Une hépatite
ou
des hépatites ?

Lire page 19

Retour aux tarifs des vacances

2010

Avec l'augmentation du prix du carburant et, concomitamment celui du transport, la ligue des consommateurs a haussé le ton contre les tarifs. Ceux-ci sont passés de 3 000 F pour l'aller simple à 4 000 F et à 8 000 F pour l'aller-retour au lieu de 5000 F. Après un plaidoyer de la section régionale du syndicat national des transporteurs routiers de voyageurs, les transporteurs ont fait une légère concession en revenant à l'application des tarifs d'avant les vacances 2010, et l'arrivée de Staf et TSR; soit 4 000 F pour l'aller simple et 7000 F pour le ticket aller retour.

Plaidoyer du Gouverneur

Le lundi 30 avril, le gouverneur Bertin Somda, a invité, le syndicat des transporteurs et le Directeur régional des transports, Badini Ousmane, pour plaider en faveur d'une baisse des tarifs. C'était pour se faire dire que la section régionale ne pouvait se mettre en marge du bureau national. Autrement dit, la question devrait se traiter au niveau national. Au niveau régional le syndicat avait déjà obtenu le retour aux tarifs d'avant fin 2010.

Mise au pas des petits transporteurs

Depuis le 30 avril, les petits transporteurs (cars de 9 à 18 places) sont fermement tenus de respecter l'entrée obligatoire en gare. De fait, depuis l'ouverture, le 3 mars 2011, de la gare communale, et malgré la campagne de sensibilisation, ces transporteurs rompus à l'art du racolage de passagers, avaient juste fait semblant de suivre le nouvel ordre en matière de stationnement urbain. Après un an de laisser-faire, la commune sort le bâton : finis les stationnements hors gare centrale. Les fautifs s'exposent doublement à une amende du syndicat et à une contravention de la police. Pour les transporteurs qui continuaient de faire l'essentiel de leur business dans les gares dites "illégales", ce sera un véritable changement de comportement. Ces gares avaient quand même pris leur identité en gare de Pama-Kompienga, ou de Komianga, Kantchari-Diapaga, Bilanga-Bogandé, Koupela... même les cars en transit, pour l'essentiel vers le Niger, se moquaient de la gare centrale. La fermeté de la municipalité va également affecter nombre de commerces qui agrémentaient l'attente des passagers dans ces gares dites "illégales".

Clémence pour les grands transporteurs

Seuls les grands transporteurs (cars de plus de 18 places) et, en l'occurrence, Raketa, TSR et Staf mais, avec rotation à la gare centrale, sont encore autorisés à utiliser leur gare privée.

Pour la caisse de la gare centrale, c'est du bonus car, rien qu'en droit de gare, les cars de 9 places payent 500 F ; ceux de 18 places, 1 000 F et 2000 F pour ceux de plus de 18 places. On voit en quoi il est impératif pour les grands transporteurs d'y effectuer une rotation.

Un bureau pour deux DR

A la radio Koamba Lankoandé, deux directeurs régionaux se partagent un bureau. On dira, belle cohabitation ! D'ailleurs, il n'y a pas si longtemps, la Culture, le Tourisme et la Communication ne constituaient qu'un seul département ministériel. Il y a que le gouvernement de Beyon Luc Adolphe Tiao a fait de la Communication, un département à part entière. La Culture et le Tourisme constituent un autre. Du coup, il faut un toit pour chacune de ces entités. Il se trouve que le directeur de la Culture, du Tourisme et de la Communication avait son bureau à la radio Koamba Lankoandé. Suivant la nouvelle répartition des responsabilités le DR Culture et Tourisme devrait se trouver un toit propre au département de la Culture et du Tourisme, afin de libérer le bureau pour le DR de la Communication. La radio manquant de local pour offrir un bureau propre au DR de la Communication, les deux DR se partagent le même bureau : celui précédemment réservé et toujours occupé par l'ex-DR Culture, Tourisme et Communication, devenu DR Culture et Tourisme et appelé à démenager. Mais, entre nous, même la direction régionale de la Communication devait pouvoir être autonome de la radio. Une autre belle cohabitation ?

Rupture d'émissions

Pour des raisons techniques, Fada FM a quitté les ondes depuis fin mars, pour ne revenir que fin avril. Après avoir présenté

De bonne augure

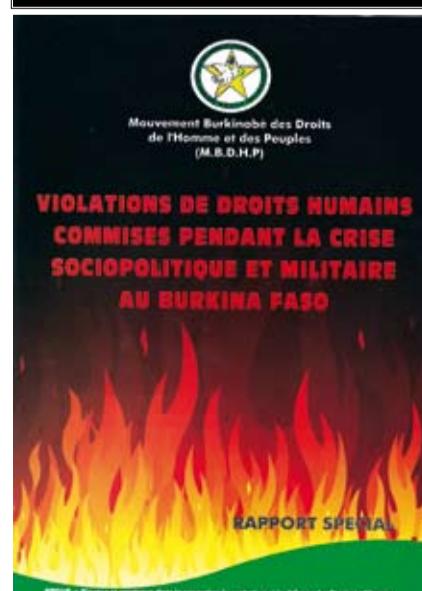
A peine installé dans sa fonction, Nango Missiri, le nouveau proviseur du lycée Diaba Lombo brandit un trophée. Ses lycéens ne pouvaient lui réservé meilleurs accueils



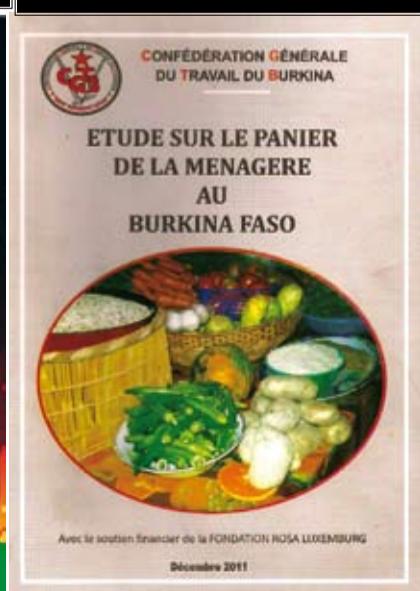
Le nouveau proviseur du LDL recevant des mains du Gouverneur, le trophée remporté par ses basketteurs.

A lire absolument... vient de paraître...

Rapport spécial du MBDHP
Contacts : 70 38 70 01 / 78 41 70 32



Etudes de la CGT/B sur la vie chère. Contact : 70 29 39 48



Séduction des ressortissants de l'Est à Ouaga

Le dimanche 15 avril dernier, le maire de Fada, Moumouni Kocty, était à Ouaga pour partager le bilan de sa première mandature «Bilan du Mandat 2006 – 2011 de la Commune de Fada N'gourma» avec les ressortissants de la région de l'Est. Première mandature, disons-nous car, sauf abus de langage, le maire devrait briguer un second mandat et, cette sortie vers la diaspora ne serait pas gratuite. Le bilan du maire, s'est articulé autour des points suivants : • Présentation de la Commune de Fada N'Gourma. • Renforcement des capacités de la Commune. • Activités de l'Etat civil et du service domanial. • Délibérations du conseil municipal durant la période 2006-2011. • Infrastructures d'appoint aux activités de développement économique local et l'apport de la célébration du 11 décembre 2008 à Fada. • Voirie de la Commune. • Hydraulique, assainissement et approvisionnement en eau potable. • Education. • Santé. • Jeunesse et activités socioculturelles. Reconnaissant les limites de ses ressources humaines, il a fini sur un aperçu sur les acquis, difficultés et défis. Il a, en l'occurrence, reconnu des difficultés au rang desquels : «la complexité de la procédure de la dépense publique» et, chez les agents, «la non maîtrise des dossiers, le manque de professionnalisme, de concertation, de motivation et la méconnaissance de leurs droits et obligations». Après la diaspora, le bilan avec les «locaux»? Le maire le doit bien à ses administrés pour rattraper le vrai-faux quiproquo de la «Journée Portes Ouvertes» de la mairie de Fada. Ce jour où il avait semblé rouler tout le monde dans ... le bilan et l'interpellation ?

ses excuses aux auditeurs, pour une rupture de 24 heures de ses émissions pour des exigences de maintenance, l'attente a duré un bon mois. A la reprise de ses émissions, dans la dernière semaine d'avril, les auditeurs ont encore déchanté. Fada FM est revenue, mais avec un émetteur incapable d'assurer la couverture du rayon qui

était le sien. Si ses auditeurs souffrent de la non-retransmission des journaux de la BBC et de RFI, Fada FM souffre davantage de la précarité dans laquelle évolue les médias de la région. Pour ne rien arranger, RED, la Radio Evangile Développement, quittait également les ondes fin avril pour des raisons techniques.

Echos du Coeur

Et, si tu disais toute la vérité...

- Oui, pourquoi pas ! je compte bien le faire. Aujourd'hui, peut-être même ce soir. Non, il me faut encore un peu de temps, car je ne suis pas prête. Par où vais-je commencer ? Quelle sera sa réaction ? Est-ce qu'il comprendra ? Si je prends ce risque, et qu'après, l'autre me laisse, que deviendrais-je ? Cette vérité me hante la conscience mais, je n'ai pas d'autre choix que de continuer le jeu. Je ne dois pas perdre, en aucun cas.

- Ma chérie pourquoi tant de questions ?

- J'ai un sérieux problème et ne trouve pas de solution.

- Quel est ce problème, ma chérie ?

- A toi, je peux en parler. Ecoute mon histoire.

Il y a bientôt deux ans que je sors avec Alain, l'homme qui habite la villa 675. Tu le connais, non ?

- Bien sûr, le 31 décembre, tu étais avec lui ...

- Voilà ! c'est lui-même. Au fond de moi, je ne l'ai jamais aimé. J'ai été avec lui pour combler un vide. Maintenant, il se trouve qu'en janvier dernier, j'ai rencontré Valentin, avec qui je me sens très bien ; je me sens protégée, comblée... En un mot, je suis tombée amoureuse, et il m'aime également beaucoup. Lors des périodes difficiles, il est toujours avec moi.

- Alors où est le problème ?

Après un mois de vie d'intense amour, il m'a demandé de lui dire toute la vérité sur ma vie sentimentale ; qu'il comprendrait quoi que je lui dise. Or, tu sais que je fréquente toujours Alain.

- Mais tu le quittes et ton problème est réglé !

Ce n'est pas aussi simple. Le problème est que le mois dernier, parce que le propriétaire rentrait de son long voyage, Alain a dû quitter la 675 pour s'installer dans une cour commune.

- Et où est le problème ?

- Tu te souviens de la bizarre et violente pluie de courant février ?

- Evidemment, qui n'en a pas parlé à Fada ? Tu sais très bien que notre maison s'est effondrée suite à cette forte pluie.

Eh bien, pareille pour la maison que louait mon Valentin. Et tu sais quoi ? Il a aussi plié bagages et, pour mon malheur, il prend également un appartement...

- Non ! ne dit rien. J'ai compris.

Ma chérie, que dois-je faire ? Je ne veux pas perdre Valentin. J'invente des histoires pour ne pas répondre à ses invitations pour découvrir son nouvel appart, mais il est journaliste et est très curieux. Jusqu'ici, il ne soupçonne rien, mais que se passera-t-il si je mets les pieds là-bas ? Et, si une amitié s'était tissée entre lui et Alain ? Je suis morte ! Non, tout sauf ça ! Il m'avait donné l'occasion de tout lui révéler et je ne l'ai pas saisie. Je lui suggère de se trouver un autre logement, arguant que le quartier ne m'inspire pas beaucoup mais il répond toujours par la négative. Et, il n'est pas un homme qui revient sur ses décisions.

«Je suis vraiment déshonorée, s'il vous plaît aidez moi à résoudre ce problème».

Merci d'avance !

Signes du temps

Lorsqu'une publication prévue pour une régularité mensuelle, vient à paraître à l'improviste, c'est que, quelque part, il y a des nuisances. Que par-dessus ces nuisances, elle montre le bout du nez, "à l'improviste", est un autre signe. Comme le roseau qui plie mais ne rompt point, le coq peut prendre froid, mais jamais ne manquera de saluer le lever du jour dès qu'il lui est loisible d'égrenner des notes. Votre journal, est de retour dans les kiosques, comme s'il avait aussi esuyé une crise, mais sans jamais se dévoyer de son contrat de vous mettre à portée l'information sur ce qui fait l'événement dans notre région et ce que nous en faisons. Signe du temps, ce retour de votre journal s'articule sur la problématique de gestion de crises. La crise que votre journal a digérée, et qui vous le ramène ragalardi pour un devoir de reconnaissance envers les nombreuses et diverses marques de sympathie ; la tolérance et compréhension de ses abonnés à qui il décerne une couronne de fidélité qu'il se fera le devoir de sertir, un numéro après l'autre, jusqu'à réalisation parfaite de la boucle du délai imparti.

La crise qui a conçu un gouvernement, un certain 18 d'un mois d'avril 2011 de toutes les incertitudes ; notre région y a également payé son tribut pour avoir le droit de se prononcer sur l'An 1 de médication par le thérapeute Beyon Luc Adolphe Tiao. Des leaders de la société civile ont accepté de remonter la pente d'avril 2012 à avril 2011. Le sentier était à pente douce jusqu'à la politico-économiquement inévitable augmentation de 50 francs sur les prix "à la pompe" de l'essence et du gasoil. Le croisement des verdicts conduit à la condamnation d'une augmentation de salaire sans mesures de stabilisation des prix de ces tas de petites choses très importantes pour la masse de ceux qui se débrouillent pour

suivre le rythme de la vie chère. Sans circonstance atténuante, une augmentation a annihilé une autre, crucifiant une thérapie qui avait apaisé, à défaut de guérir.

La crise donc de tous les jours, qui ici et là assasonne ou pimente le quotidien, et que votre journal évoque avec vous.

La crise également ailleurs, que votre journal n'évoque que dans l'espace de cette page, comme pour suggérer que la crise chez Pierre n'est intolérable que lorsqu'il n'a pas pris connaissance de la crise chez Paul.

La crise au Mali qui est une crise du "ATT n'a pas tout dit". Un Président-Général d'armée ne rentre pas les griffes et ne se fait pas muet sans raison. Il vit une crise qui est l'abcès qu'il faudra crever pour comprendre la percée du MNLA dans le désert malien. De n'avoir pas partagé sa crise en a cependant créé d'autres. MNLA (Mouvement national pour la libération de l'Azawad), Ançar Dine, Al Qaida au Maghreb islamique (AQMI) et Boko Haram ; une crise - sans jouer aux oiseaux de mauvaises augures - qui risque de bouffer la Cedeao après avoir digéré le Mali. D'avoir respecter le modus vivendi des "condamnations", plutôt que d'agir, plonge la Cedeao dans une crise qui n'en est qu'à ses prémisses. La crise en Guinée Bissau ? Une crise de l'argent des narcotiques. Quand survient l'overdose, ce pays entre toujours en transe.

La crise enfin, en Sarkozie qui ne veut plus de Sarkozy mais a de la peine à s'en séparer. Comme toujours, l'homme a montré, lors de son face à face avec son challenger Hollande, qu'il est "communicateur". C'est en communiquant qu'il mit le boulanger d'Abidjan dans la farine ; c'est encore en communiquant qu'il a assommé Khaddafi et passé le relais à l'Otan pour le coup de grâce ; c'est en communiquant qu'il restera une épine dans le pied des Français et certainement de nous les francisés.

Non, la crise à nous, tout en étant pleinement une crise, est tout compte fait, une crise à part. Gare cependant à ce que les symptômes d'hier ne produisent les mêmes effets. La rechute, y a rien de pire. Heureusement, il y a "Les Echos du Sahel" pour dire que la première pilule est de s'informer et d'informer. Ce que le gouvernement du "communicateur" Beyon Luc Adolphe Tiao a fait de mieux.

GUY-MICHEL BOLOUVI

REPÈRES

Qui est Boko Haram ?

Eglises, bars, chefs religieux musulmans favorables à la paix, prisons, commissariats de police, banques. Les cibles privilégiées de la secte Boko Haram. Depuis fin 2003, ses militants attaquent, terrorisent et tuent par fanatisme (Eglises et bars), par représailles (chefs religieux musulmans favorables à la paix, prisons) et pour constituer ou reconstituer ses ressources en armes et argent (commissariat de police, banques). Assassinats ciblés, attaques par commandos armés, à la bombe ou par attentat suicide ; Boko Haram s'est faite une place dans le monde de l'horreur, en sévissant dans le pays le plus peuplé du continent, le Nigeria. Boko Haram, sévit dans tous les Etats du Nord et notamment frontaliers avec le Niger, le Tchad et le Cameroun, avec quelques fois des incursions meurtrières dans le centre du pays y compris la capitale Abuja.

Le groupe Boko Haram -qui signifie «l'éducation occidentale est sacrilège»- milite pour l'instauration de la loi coranique, la charia, la plus stricte au Nigeria. Apparu dans ce pays en 2004, ce mouvement serait composé essentiellement d'étudiants ayant abandonné leurs études. Boko Haram se veut une version sub-saharienne des talibans afghans, mais sa vision radicale de l'islam n'est pas partagée par la majorité des musulmans nigérians. L'organisation la Jamaatu asril Islam a d'ailleurs condamné ses méthodes violentes. Une série de conflits théologiques ont précédé le conflit ouvert entre le chef de Boko Haram et plusieurs théologiens, dont Ali Ibrahim Fantami et Malam Idris Abdul Aziz. Ces derniers avaient, à plusieurs reprises, invité Mohamed Yusuf (le chef de BH, tué lors d'un soulèvement écrasé le 26 juillet 2009 par l'armée à Maiduguri et d'autres villes du Nord) à débattre des principes et doctrines de l'islam et l'avaient ridiculisé en raillant publiquement son manque de compréhension du Coran. Lors de l'une de ces controverses, Mohamed Yusuf, qui reconnaissait ne pas avoir été à l'école primaire, avait exprimé d'importantes réserves sur la théorie de l'évolution de Darwin, déploré que les neuf planètes du système solaire portent des noms de divinités païennes et rejeté la théorie du big-bang et l'échelle des temps géologiques. Les spécialistes de la région voient plutôt Boko Haram comme une secte, sans véritable visée politique. Les autorités nigériennes parlent de leur côté d'une organisation de fanatiques. Quant au quotidien « Nigerian Tribune », il révèle que des hauts fonctionnaires du gouvernement auraient soutenu les activités de Mohamed Yusuf, le leader du groupe. Ainsi, un policier aurait frôlé le licenciement pour avoir, par le passé, osé l'arrêter. En 2008, dans une autre affaire, les services de sécurité de l'Etat avaient arrêté Yusuf, qui avait été déféré devant la justice puis acquitté en janvier 2009. Cette controverse montre bien, par son existence et au-delà de sa véracité ou pas, que la question religieuse ou confessionnelle n'est pas la seule source du conflit. Loin s'en faut. La piste Al Qaïda ? Une hypothèse.

Les liens déclarés de Boko Haram avec les talibans suggèrent un lien avec Al Qaïda. L'un des camps d'entraînement, installé à l'Est, dans une zone poreuse frontalière du Niger, était même baptisé «Afghanistan». La proximité de la région avec le Sahel également. Un troisième élément remonte à 2001, quand l'Egyptien Ayman al Zawahiri prédisait que le Nigeria constituerait bientôt un nouveau front clé dans la guerre terroriste contre l'Occident. Mais si un lien existait réellement avec Al Qaïda, pourquoi les islamistes nigérians n'ont-ils pas pris pour cibles des étrangers ? Scott Johnson relève bien qu'aucun Nigérian ne s'est retrouvé à Guantanamo, qu'il n'existe pas de fort sentiment anti-américain au Nigeria et pas de troupes américaines à proximité sur qui lancer des attaques. «L'Afrique de l'Ouest ne s'est pas révélée un terreau fertile pour le djihadisme... On n'y trouve pas de réseau islamiste régional», indique de son côté Peter Lewis, directeur du programme Afrique pour le SAIS (School for Advanced International Studies) de l'université John Hopkins. Le doute relativ à des liens avec le terrorisme international n'empêche pas l'existence de courants islamistes dont certains sont effectivement radicaux et violents. Plusieurs groupes sont apparus au Nigeria, divers et variés. Le catalogue va des «Wahhabites» d'Arabie saoudite aux «Frères musulmans» égyptiens, en passant par des groupes ethnico-religieux. C'est ce qui explique que 12 Etats sur les 36 que compte le Nigeria ont adopté la charia en dix ans.

«La charia, au moins, peut revendiquer sa légitimité et sa stature morale dans une situation considérée par beaucoup comme amorphe ou immorale, et où les dés sont pipés», confirme Lewis du SAIS. La seule cible de ces groupes a toujours été le gouvernement fédéral, dans la moindre revendication politique supranationale (Irak, Palestine, Afghanistan). Le Nord du Nigeria, pays le plus peuplé d'Afrique avec au moins 150 millions d'habitants, est à dominante musulmane tandis que le sud du pays est majoritairement chrétien. Le taux de pauvreté (personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour) peut dépasser 70%.

DAouda Aliyou
CORRESPONDANT SPÉCIAL

Les Echos du Sahel

Mensuel d'informations locales, d'Intégration et de Développement

+226 40 77 77 18
+226 70 33 24 16
+226 78 83 80 53
+226 76 42 65 10

BP. 145 Fada N'Gourma
Burkina Faso

Email : mboluvi@yahoo.fr

Récépissé n° 2011-044/CAO/TGI-F/PF
N° ISSN : 0796-8868

Directeur de publication
Guy-Michel BOLOUVI

Conseil de la rédaction
Justin LOMPO, NABA Yentema

Rédaction
Apollinaire Salembéré, Missom Koama, Japhet Benyidoba, Philibert Yentangou, Isadot, Guy-Michel Bolouvi, Kawa Jos.

Conception graphique et Mise en page
Les Echos du Sahel

Impression
Industrie des Arts Graphiques (IAG-SA)
01 BP. 3202 Ouagadougou 01
Tél: 50 37 27 79 / Fax: 50 37 27 75

Distribution
SODIPRESSE 09 B.P. 11315 Ouagadougou 09
+226 50 36 03 80

Les Echos du Sahel

- Le courage de changer
ce qui peut l'être,
- la force d'accepter
ce qui ne peut l'être,
- la sagesse pour faire
la différence entre les deux !



SEM le Premier ministre Beyon Luc Adolphe Tiao

18 avril 2011-18 avril 2012, un an que le gouvernement de Beyon Luc Adolphe Tiao est aux commandes du pouvoir exécutif. Un an, c'est beaucoup et à la fois peu pour un changement qui concilie toutes les attentes. Le premier ministre a effectué 2 passages dans la région, notamment dans la Kompienga et Tapoa avec bien sur chaque fois une escale à Fada. Il en ressort qu'il a réussi à asseoir une relation de proximité et de dialogue. Mais gouverner, c'est aussi prendre des décisions et, dans le cas d'un gouvernement venu dans et par la crise pour juguler la crise, il est difficile de faire l'unanimité partout et pour tous. Son bilan est fluctuant d'un responsable de la société civile à l'autre.

A l'Est où la crise a été vécue avec marches, casses, incendies, pétarades, pillages et viols, quelques séquelles sont encore fumantes à l'heure du bilan. La note est mitigée, ternie par la récente augmentation du prix des hydrocarbures.

La crise est-elle vraiment derrière ?

Lombo Adama, Coordonnateur régional des Organisations de la société civile de l'Est

Voilà une année que nous avons vécu une crise qui a sérieusement ébranlé le pays et surtout nos institutions. La crise a conduit à la nomination d'un nouveau premier ministre, en la personne de Beyon Luc Adolphe Tiao, et donc, la composition d'un gouvernement de crise. Ce gouvernement est donc arrivé pour juguler la crise sociale. Deuxièmement, il devait restaurer l'autorité de l'Etat et enfin, gérer la question de la vie chère. Voilà, si je ne m'abuse, à peu près la mission qui a été confiée à ce gouvernement. Aujourd'hui, un an après, je peux dire que la crise semble apaisée mais, les séquelles sont toujours là et nous les vivons encore. Cependant, il faut reconnaître que le premier ministre et son gouvernement se sont engagés, à travers un dialogue social, à écouter la population. Nous avons vu des missions qui ont sillonné toutes les régions, les provinces, les quatre coins du pays. En un mot, pour recueillir les préoccupations des populations. Cela s'est fait sans complaisance et nous

a marqué. Pour une fois, on a permis aux gens de parler librement, de dire ce qu'ils ont dans le cœur. J'ai assisté à une rencontre où il y a eu un dialogue de camarades avec les ministres qui étaient là. Cela a porté des fruits et nous pensons que c'est un comportement qu'il faut instituer. Accepter, à un moment donné, d'écouter les gens. Quand les gens ont ras le bol, il faut accepter qu'ils déversent leur bile comme on dit. Ça apaise. Et nous avons senti, immédiatement après cet exercice, que les gens étaient disposés à l'apaisement.

D'autre part, d'entrée, il y avait eu une réduction sensible du nombre des ministres. De manière arithmétique, c'était une bonne chose. En ce sens que le train de vie de l'Etat baissait de beaucoup à travers les salaires, les prises en charge, etc. Mais, on peut encore faire mieux, trouver un système pour ne pas avoir une pléthora de ministres. Il ne faut pas créer pour créer. Pourquoi ne pas aller vers un grand ministère de l'Education nationale ? avec des ministres délégués ? Il y a eu un effort mais, il faut encore approfondir la réflexion. Autre action à saluer : nous avons constaté, au début, que les déplacements des cortèges officiels étaient assez réduits. Malheureusement, ces derniers temps, on voit encore que, pour une petite cérémonie, une vingtaine voire une trentaine de 4 x 4 se suivent. Et ce qui est aberrant - peut-être est-ce parce que nous ne sommes pas dans le système que nous ne comprenons pas - vous trouvez des 4 x 4 où il n'y a qu'une seule personne. Nous sommes un pays pauvre ; pourquoi ne pas s'associer pour voyager ? Combien de personnes une 4 x 4 peut prendre ? Quatre, cinq passagers ? Pourquoi ne pas s'associer et faire le dé-



La vie devient de plus en plus chère et on repart vers les symptômes qui avaient amené la crise en 2011.

placement dans une seule voiture ? Il faut réduire le train de vie de l'Etat. Nous avons vu également que lors des cérémonies, il n'y a plus à boire et à manger, les passations de service se déroulent sobrement. Enfin, c'est ce que nous voyons. Il ne faudrait pas qu'on laisse les citoyens lambda

s'en aller et qu'on se retrouve en catimini, entre grands, pour boire et ripailler. Cette question de décence de l'Etat était importante pour apaiser.

«Personne ne gagne dans l'anarchie»

En second lieu, l'autorité de l'Etat a beaucoup souffert. Les gens n'ont plus confiance en l'Etat, et c'est très dangereux pour un pays de ne plus avoir d'autorité. Prenez un foyer où le chef de famille est contesté, on ne l'écoute plus... Qu'est-ce que ça promet pour l'éducation et le devenir des enfants, la conduite des affaires de la famille ? Il faut que le gouvernement trouve un système pour restaurer l'autorité de l'Etat. On ne dit pas d'imposer la force aux gens. Non ! Il faut faire

en sorte que les gens apprennent à être des citoyens responsables. C'est un minimum. Or, on sent que les gens n'ont pas confiance et le citoyen veut se faire justice ici et maintenant. Les gens n'attendent plus l'autorité, on va casser, brûler... C'est regrettable ! Quand les citoyens se disent qu'il faut passer par-là pour se faire écouter et résoudre les problèmes, c'est regrettable. L'autorité doit mettre tout en œuvre pour résoudre les problèmes de manière responsable. Personne ne gagne dans l'anarchie.

On a un peu l'impression que chacun attend et, s'il y a une crise en un lieu, on éteint le feu et on attend à nouveau. Comme si on était en panne d'initiative, en manque de responsabilité. J'interpelle

le premier ministre et son gouvernement par rapport à cela : mettre tout en œuvre pour restaurer l'autorité de l'Etat et, surtout, démontrer, afin d'amener le citoyen à comprendre que la justice, c'est pour tout le monde. Egalité devant la justice. Il ne faut pas se limiter aux mots, il faut que cela soit traduit par des actes. Il faut que les gens se ressaisissent car nous tous nous aimons ce pays.

«On a l'impression de renouer avec nos anciens démons»

Il faut d'abord reconnaître que notre pays aussi n'est pas aidé avec la sécheresse, et donc la crise alimentaire et tout ce que cela entraîne comme cortège de difficultés au niveau des populations. Toutefois, ce que nous remarquons au niveau de la vie chère, c'est qu'à un moment, le gouvernement a semblé avoir fait un effort pour augmenter les salaires. Et, immédiatement, on augmente le prix des hydrocarbures. Vraiment, si on ne peut pas augmenter, on n'a qu'à laisser. Il ne faut pas augmenter les salaires de 5% et, juste après faire monter les prix ailleurs. Mieux vaut prendre la somme de cette augmentation pour gérer le problème des hydrocarbures. Augmenter le prix du carburant, c'est augmenter le coût du transport. Avant, pour un aller-retour Fada-Ouaga, on payait 5 000 F ; maintenant, on paye 8 000 F. Une augmentation immédiate de 3 000 F. Rien que pour le transport. Qu'est-ce qu'on veut ? Après on va dire que la société civile n'aide pas le gouvernement à gérer. Comment on peut aider à gérer une crise dans ce contexte. On dit qu'on a donné des explications. Pour nous, ce qui compte, c'est le vécu au quotidien, la réalité du train train quotidien. Aujourd'hui pour aller à Ouaga, il faut donc en gros 10 000 F, puisqu'il faut payer 8 000 F pour le transport et prendre le taxi à Ouaga pour arriver à la maison. Il va falloir que le gouvernement prenne ses responsabilités par rapport au transport et surtout au niveau du prix des produits au marché. Parce que

La situation antérieure du fonctionnaire était meilleure à celle qu'on lui propose aujourd'hui avec l'augmentation du prix du carburant. Sincèrement, c'est intenable.

les commerçants vont augmenter également leurs prix. Ce sera intenable et, ven-



Au niveau de l'hôpital, nous sommes au bord de la catastrophe.



tre creux n'a point d'oreille. On a beau dire, quand les gens seront fatigués, ils vont réagir. C'est indéniable et nous n'avons pas intérêt à laisser revenir la crise. La vie devient de plus en plus chère et on repart vers les symptômes qui avaient amené la crise en 2011. Il faut gérer les problèmes de manière conséquente. Il ne fallait pas augmenter les salaires pour ne pas augmenter les prix des hydrocarbures. Au moins, ça nous permettait de gérer notre train-train quotidien. La situation antérieure du fonctionnaire était meilleure à celle qu'on lui propose aujourd'hui avec l'augmentation du prix du carburant. Sincèrement, c'est intenable. Mais, pour le bilan d'un an d'exercice du gouvernement Tiao, on ne peut pas dire que ça ne va pas. Des efforts ont été faits. On a l'impression, cependant, de renouer avec nos anciens démons, que le gouvernement est en train de baisser la garde, alors qu'il faut garder l'œil sur les préoccupations principales des citoyens, à savoir, la corruption et l'affairisme ; les deux grands problèmes sociaux que sont la santé et l'éducation ; le foncier et les lotissements. Il faut qu'on règle ces problèmes de manière sérieuse. Les gens ont de

Le gouvernement Tiao doit d'une part, continuer ce qu'il a entrepris de positif et, d'autre part, prendre en compte ce qui ne va pas, essayer d'améliorer et surtout instaurer perpétuellement le dialogue social. C'est à ce prix que nous pourrons construire la paix.

sérieux problèmes. Nous souhaitons que le gouvernement prenne ces problèmes à bras le corps. D'autre part, on commence à vivre des problèmes au niveau de la chefferie ; vous voyez dans certains villages, deux chefs, trois chefs... On vient de vivre cela à Diapaga. C'est regrettable. Ce sont des foyers de tension. Il faudra trouver une solution pour accompagner la chefferie de manière à éviter ce genre de problème. Autant prendre le taureau par les cornes, trouver un statut pour la chefferie ; on ne peut pas permettre à n'importe qui de venir s'asseoir et se proclamer roi. Même si tu es prince, il y a des règles. Dans la chefferie traditionnelle, il y avait et il y a des règles. C'est parce qu'on refuse ces rè-

gles qu'aujourd'hui on assiste à toutes ces scènes. Pour finir, sur cette année de gestion du gouvernement Tiao, tout le monde parle de paix et à tous les niveaux mais, la paix ne doit pas se résumer à des mots. Il faut démontrer qu'on veut la paix, que cela se traduise en actes, que le comportement quotidien de nos responsables nous démontre qu'ils veulent la paix. La culture de la paix doit être un comportement. Le citoyen lambda regarde le responsable, il est comme un enfant qui regarde son maître. Et comme le poisson pourrit par la tête, si les responsables n'offrent pas un bon modèle... vous voyez la suite ? Un jour, la pourriture va tous nous chasser et nous allons nous retrouver dans la rue. Les responsables doivent accepter que leur mission comporte des exigences. Le gouvernement Tiao doit d'une part, continuer ce qu'il a entrepris de positif et, d'autre part, prendre en compte ce qui ne va pas, essayer d'améliorer et surtout instaurer perpétuellement le dialogue social. C'est à ce prix que nous pourrons construire la paix.

«Nos problèmes spécifiques ici à l'Est ce sont donc la récente montée du prix du carburant et des frais de transport, le foncier, l'hôpital régional et, encore et toujours la vie chère.»

L'actualité à l'Est, c'est ce problème du prix du transport et, parmi les vieilles préoccupations, il y a la question de fonctionnalité de l'hôpital et celle du lotissement, notamment au secteur 6 et «6 Nord» qu'on appelle communément secteur 12. Il y a eu des attributions à une certaine époque, des mécontents ont déboulonné des bornes à Gomoré puis, il y a eu la crise d'avril 2011 et on a tout arrêté. On ne sait plus ce qui se passe et chacun raconte ce qu'il veut, radio cancan évolue à plein régime, vous entendez qu'on continu à distribuer des parcelles, on fait ceci, on fait cela. Nos problèmes spécifiques ici à l'Est ce sont donc la récente montée du prix du carburant et des frais de transport, le foncier, l'hôpital régional et, encore et toujours la vie chère. S'agissant de la récente augmentation du prix des hydrocarbures, la coordination des OSC a rencontré le gouverneur de la région. L'augmentation du prix du carburant est une décision à l'échelle nationale mais, il faut reconnaître que notre localité a des préoccupations particulières. Au niveau de l'hôpital, nous

sommes au bord de la catastrophe. Lorsque, par exemple, vous avez des examens à faire, on est obligé de vous orienter vers les cliniques, parce que le labo de l'hôpital manque de produits ; le plateau technique en salle de chirurgie est souvent incomplet ; le

groupe électrogène est perpétuellement en panne et ne peut assurer le relais en cas de délestage de la Sonabel ; l'incinérateur ne fonctionne pas ; les latrines extérieures réservées publiques sont impraticables. C'est triste pour un hôpital régional.

Pour la vie chère, des commerçants avaient été ciblés et ont obtenu une compensation pour baisser le prix de certains produits de première nécessité, comme le riz et l'huile. Les commerçants ont encaissé l'argent et n'ont jamais baissé les prix. J'ai assisté à une rencontre où le problème a été posé.

Il ressort qu'il n'y a pas de suivi et dès lors, chacun regarde faire. En définitive, c'est le consommateur qui trinque. Il n'y a qu'à l'Ofnacer que le riz est disponible à un prix abordable. Mais encore, je dis que cela est vrai à la condition de pouvoir y accéder. Il n'est pas évident que le prix dit social soit accessible pour tous. Et ensuite, il faut que les gens en soient informés.

PROPOS RECUEILLIS PAR MISSOM KOAMA

Iollo Nindia, Secrétaire général de l'association des commerçants de Fada



«Il a réussi à contenir la crise mais, la vie chère est de retour»

Le gouvernement Tiao est venu en pleine crise qu'elle devait gérer. D'une manière générale, sa gestion est satisfaisante puisque jusque-là, il a réussi à contenir la crise, on peut dire que ça va. On se souvient que nous avons subit l'assaut des élèves. Durant une journée entière, nous n'avons pas ouvert nos boutiques et, nous sommes restés sur la route à négocier entre la police et les élèves. Le lendemain, on s'attendait à un apaisement et ce fut pire, les militaires sont entrés dans la danse, alors qu'on s'attendait à ce qu'ils viennent nous appuyer. Oh la la ! Nous avons subit. Ça a été vraiment catastrophique. Nous avons été obligés de fermer durant trois jours. Et on a retiré ma voiture. Dieu merci, je l'ai récupérée en bon état. Bon, vous savez, le commerçant, il vit au jour le jour et, quand il n'ouvre pas, ça ne va pas. Dieu merci, avec l'arrivée du gouvernement Tiao, ils ont essayé de voir en face les problèmes de la vie chère pour lesquels nous avons tous marché. Une délégation du ministère du Commerce est venue mener une enquête auprès des vendeurs de riz et autres et en ont recensé sept auxquels ils ont versé une compensation afin qu'ils vendent le riz à un prix modéré. Tout commençait à rentrer dans l'ordre quand est intervenu la décision d'augmenter le prix du carburant. Et, vraiment, 50 francs du coup, c'est trop ! Ça se répercute partout, directement ou indirectement. Avec le coton et l'orpailage, partout, il y a des engins, tout le monde circule à base de carburant. Cette mesure touche trop de monde. Chez nous, les commerçants, l'impact est encore plus fort, parce que le transporteur suit l'augmentation et le commerçant doit lui emboîter le pas pour conserver sa marge bénéficiaire. Et tout le monde en pâtit puisque le consommateur doit supporter le coût. Ce n'est pas facile, et donc, la vie chère est de retour. Les augmentations n'arrangent pas les commerçants parce qu'elles réduisent le pouvoir d'achat des consommateurs. Quand les gens ne peuvent plus acheter, le commerçant moisit. Il est vrai que la crise est mondiale, mais cette augmentation ne nous arrange pas. Nous sommes en train de voir, avec la ligue des consommateurs et les autorités politiques et administratives, comment adoucir la pilule.

PROPOS RECUEILLIS PAR MICHEL BOLOUVI



Faudra-t-il envoyer l'hôpital au service des urgences ?

Sawadogo Adama, Secrétaire général de l'Union régionale (Est) de la Confédération générale du travail du Burkina.



Le gouvernement Tiao est arrivé dans un conteste de contestation généralisée. Toutes les couches de la société manifestaient leur mécontentement sur nombre de préoccupations qui exigeaient une réponse urgente de la part du gouvernement. Côté syndical, les travailleurs maintenaient la pression par rapport à de vieilles préoccupations. Avec ce

toujours quelque chose de concret. Nous disons donc qu'il ne faut pas faire des promesses sans suite, comme s'il s'agit de gagner juste du temps. Nous ne voyons pas où se situe le problème vu que les conseillers pédagogiques ne sont pas si nombreux dans ce pays. Ils ne sont pas nombreux et il ya blocage. Des gens ont été à l'école pour une formation pendant 2 ans, ils revi-

domino. Le prix du transport augmente et, partant, le prix de tout ce qui est lié au transport, donc pratiquement tout. Finalement, on se demande si cette augmentation de salaire n'est pas un leurre car, elle vient aggraver la situation des travailleurs. Les syndicats ont toujours demandé une augmentation conséquente des salaires. Et ce, en connaissance de cause. Moi, j'ai mon bailleur ; parce qu'on a augmenté les salaires, il fait passer mon loyer de 12 500 à 15 000 F/mois. Ça fait 2 500 F d'augmentation sur le loyer pour commencer ; le transport Fada-Ouaga, de 3 000 F, je passe à 4 000 F ; ma situation s'aggrave ; le riz ? le commerçant ajoute 25 F sur le kilo parce que le prix du transport a grimpé ; et ainsi de suite... Finalement, au bout du compte, c'est le travailleur qui est déficitaire, très déficitaire. Je connais des gens qui disent « mieux vaut ne pas augmenter

les salaires si c'est pour compliquer davantage la vie des gens ». On augmente les salaires et, juste après, on monte le prix du carburant pour que le coût de tous les autres produits grimpe. C'est comme si on voulait nous opposer aux autres couches sociales. Parce que, si maintenant, nous sortons pour dire qu'avec la montée du coût de la vie, il faut relever les salaires,

au niveau des urgences, des produits de premières interventions. Quand vous arrivez à l'hôpital, même pour avoir de l'eau pour se laver les mains, c'est difficile. L'incinérateur est en panne et les déchets sont exposés à ciel ouvert. On y met parfois le feu et les malades qui sont internés pour des problèmes respiratoires ne savent pas où se mettre. Et puis, il y a le cas de la voie, la bretelle latéritique qui mène à l'hôpital. Nous nous sommes battus, pendant longtemps, pour que cette voie soit bitumée. Il s'agit d'un hôpital régional et, nous estimons que ce tronçon, de moins de 500 mètres, peut être bitumé. Nous pensons qu'avec l'organisation du 11 décembre à Fada en 2008, on allait nous écouter mais, malheureusement, c'est lorsque tout a été arrêté, que le gouverneur a réuni les syndicats pour échanger sur leurs préoccupations par rapport à la célébration de la fête à Fada. Comme tout était ficelé, les syndicats n'avaient plus rien à dire. C'est malheureusement, de petites situations de cet ordre qui ne trouvent pas de solution et finissent par frustrer. Une année, un arbre est même tombé et a obstrué la voie pendant des semaines. C'est inimaginable dans une grande commune comme Fada. Je crois qu'il y a des situations qu'il faut prendre au sérieux. Au-delà de l'hôpital, il y a l'enseignement où des efforts doivent être faits. Nous sommes pratiquement les derniers dans toutes les sessions ; que ce soit au Bepc comme au Bac, nous occupons les dernières places. Il y a un ensemble de problèmes qui attendent une solution au niveau de l'enseignement : conditions de travail, jeunesse du corps enseignant, affectation rapide au moment où, justement, leur expérience doit profiter aux élèves. On renouvelle sans cesse le personnel et, finalement, cela se ressent sur les résultats. Ils vont ailleurs investir l'expérience qu'ils ont acquise ici. Je pense qu'il y a lieu de refléchir sur le problème de l'échec scolaire à l'Est, et trouver des solutions.

Il faut des remèdes plutôt que des calmants

Au total, s'agissant de l'action du gouvernement, il faut des remèdes plutôt que des calmants. Dans le cas des denrées de première nécessité, on a parlé de « boutiques témoins » mais ici, à l'Est et, précisément à Fada, elle est où, cette boutique témoin ? C'est comme s'il s'agissait de paroles en l'air pour juste calmer la fièvre alors que le mal demeure. Les mêmes causes entraînent toujours les mêmes effets. Nous avons renoué avec le dialogue et si le gouvernement veut réellement prendre en compte les préoccupations des couches sociales, il faut des actions effectives.

Au niveau de la justice, qu'est ce qui se passe ? On juge ce qu'on peut juger. Or, l'un des principaux ingrédients de la crise, c'était l'impunité à côté de la vie chère. L'impunité est toujours en bonne place et quant à la vie chère on n'y est pas seulement, on y plonge.

PROPOS RECUEILLIS PAR MICHEL BOLOUIVI

Reprendre de la main gauche ce qu'on a donné par la main droite

Maintenant, lorsqu'on dit qu'on a augmenté les salaires de 5%, c'est vrai, c'est une augmentation. Mais, une augmentation sur des salaires qui sont très faibles, c'est comme si on n'a pratiquement rien fait. Et, quelques mois après, on augmente le prix du carburant, comme pour reprendre de la main gauche ce qu'on a donné par la main droite. Tout le monde sait que l'augmentation du prix du carburant a un effet

Des gens ont été à l'école pour une formation pendant 2 ans, ils reviennent et ne sont pas reclassés. Et ce sont les seuls à se trouver dans cette situation. Pourquoi ? C'est pour dire que, s'il y a eu des points de satisfaction, il en reste un bon nombre sur la table.

Sanfo Véronique, présidente du Mouvement Burkinabé des Droits de l'Homme et des Peuples/région de l'Est (MBDHP/Est)



«La vie est très chère. Faut qu'on le dise. Pour tout cela, nous attendons toujours beaucoup de la part du gouvernement»

Parmi les causes de la crise qui est à l'origine de l'avènement du gouvernement Tiao, il y a tout d'abord la quête de justice. Les problèmes de justice ont principalement alimenté la crise chez les scolaires et les militaires et, on peut dire aujourd'hui, qu'à ce niveau, il y a une petite satisfaction, à partir du moment où l'affaire Justin Zongo a été jugée. On a arrêté des coupables qu'on a jugés et condamnés. Mais, ce n'est pas la seule affaire puisque les manifestations, liées au décès de l'élève, ont entraîné d'autres exactions restées sans suite. Sur cette question, la justice a donc été à moitié rendue. En ce qui concerne la vie chère, la nature n'a rien arrangé, la saison des pluies n'a pas

Si on ne peut pas, avec ce qu'on perçoit, s'acheter ce dont on a besoin, on ne peut pas dire que ça va.

été bonne partout et cela s'est ressentie sur les récoltes. Conséquence, ici à Fada, les denrées coûtent très chers sur la place du marché. Et encore, c'est quand il y'en a. Des denrées consommées régulièrement ne se trouvent pas en quantité suffisante et, celles qui existent, sont d'un prix très élevé. Maintenant, qu'est-ce que le gouvernement a fait comme proposition? Il a décidé de mettre à la disposition des populations, du riz qu'on trouve à l'ancien Ofnacer ; du riz «don du Japon» conditionné dans des sacs de 30 kilos et vendu à 10 400 F Cfa. C'est peut-être bien mais, d'une part, ce n'est pas du riz pour grande famille parce qu'il ne gonfle pas bien et, d'autre part, il n'est pas donné à tout le monde de disposer de cette somme. On retient qu'il y a la volonté de bien faire mais, les actions concrètes ne sont pas

toujours à la portée de la population. On s'attendait à beaucoup plus. Notamment, il avait promis des céréales locales qu'il allait acheter et revendre, cela n'a pas été fait où l'information n'est pas passée. On en était là, quand la situation s'est aggravée avec l'augmentation du prix du carburant. Il est vrai que les salaires ont été augmentés mais, cette hausse, comparée au coût actuel de la vie, nous fait dire que c'est insignifiant. Parce que le salaire doit permettre au travailleur de vivre décemment. Et, si on ne peut pas, avec ce qu'on perçoit, s'acheter ce dont on a besoin, on ne peut pas dire que ça va. Donc, les salaires ont été augmentés de manière infime et, ensuite, est intervenue la hausse du prix du carburant qui s'est

répercutee sur ce

lui des denrées. Le transport pour Ouaga est passé de 3 000 à 4 000 F et, chaque fois que vous faites le marché, on vous dit que tel produit coûte désormais 25 F ou 50 francs de plus que d'habitude. C'est une situation qui ne permet pas à la population de vivre décemment. La vie est très chère. Faut qu'on le dise. Pour tout cela, nous attendons toujours beaucoup de la part du gouvernement.

PROPOS RECUEILLIS PAR M.B.

Audience au siège du MBDHP, pour Dicko Adama et Maïga Hama, parents de deux détenus sans jugement, depuis 6 ans pour l'un et 15 mois pour l'autre.



«Beaucoup de choses ont été faites, mais beaucoup également reste à faire»

Rawouega Saidou, vice-président



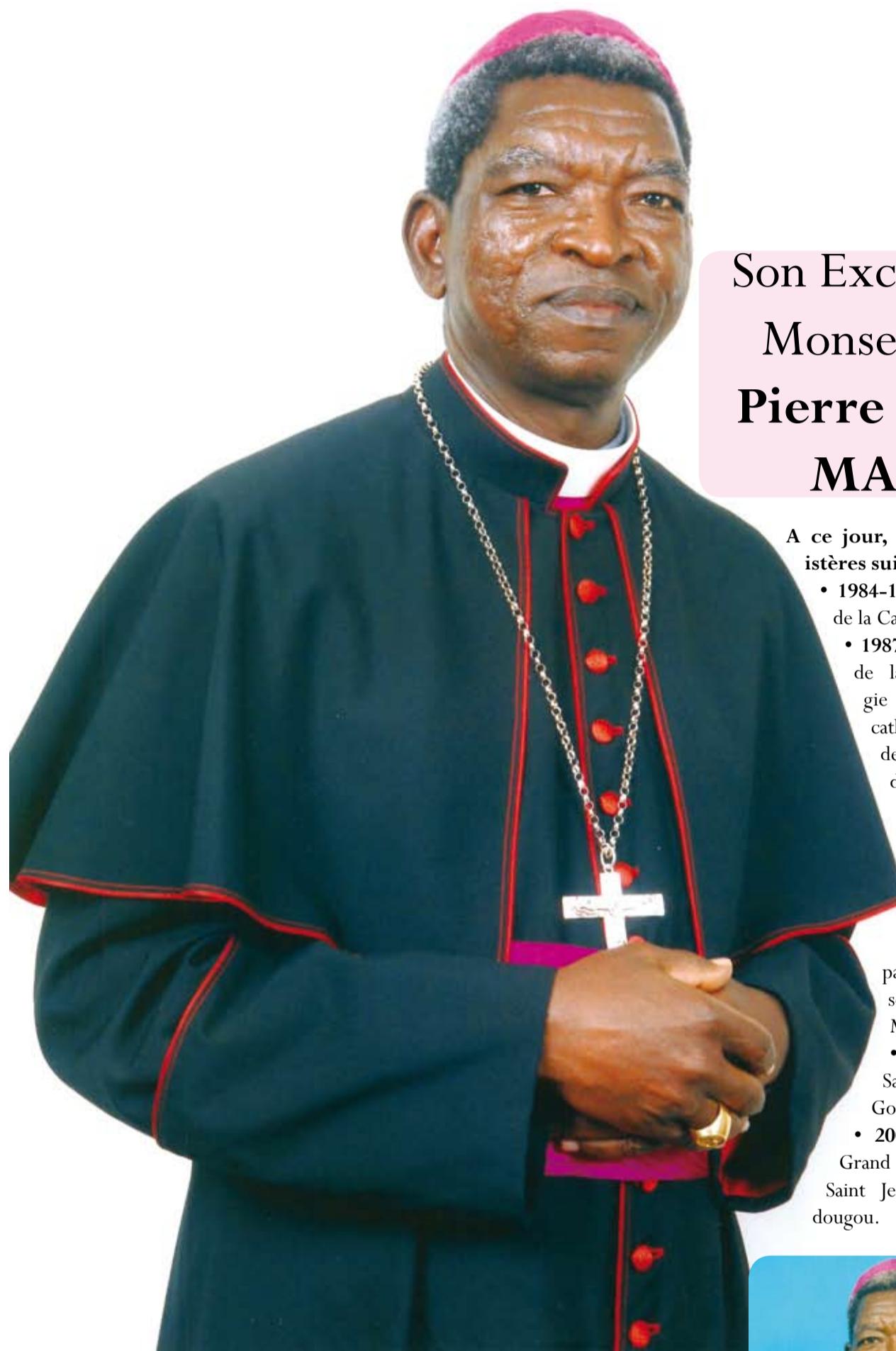
Au plan social, il ya toujours des insuffisances très visibles. Notamment, la question de la justice. Ainsi, aujourd'hui, qu'on le veuille ou pas et tout en reconnaissant l'augmentation des salaires, il y a une réduction du pouvoir d'achat avec la hausse du prix du carburant. En marge de cette situation, pour la région de l'Est, se pose un problème criard à l'hôpital de Fada. A partir de 18h, même pour une simple hernie, on est tenu de vous évacuer. Parce qu'il n'y a pas un groupe électrogène, à même de satisfaire les normes, pour qu'on vous prenne en charge au niveau du bloc opératoire. Avec un gouvernement dit de «dialogue», on est loin du top service. Prenez le cas de la jeunesse scolaire : lors de la dernière rencontre avec le gouverneur sur l'ensemble des préoccupations de la région de l'Est, on a posé par exemple le cas de Pama où, les élèves étaient en grève pour une tête de robinet. Ça pose un problème. Un problème de démission administrative d'un responsable et, partant, un manquement quelque part au niveau du gouvernement. Ainsi, s'il faut faire le bilan d'un an de règne du gouvernement Tiao, il faut aller en profondeur pour éviter ce qui a créé l'existence même de ce gouvernement. C'est un gouvernement de crise et il serait à son honneur que nous soyons dans une situation où il ne serait plus en place. Si ce gouvernement est toujours là, c'est que la crise également est toujours là et que nous la vivons toujours.

Sur le plan politique, il y a des insuffisances : l'article 37 est toujours en débat ; idem pour la question du Forum (CCRP) dont l'objet était de voir comment cimenter notre unité de vue sur la gouvernance. Il ne faut pas qu'on se chatouille. La question de la démocratie et de la bonne gouvernance passe par un engagement ferme de la société civile pour permettre une prise en compte des revendications. Il y a la question de l'autorité de l'Etat qui reconnaît que son autorité est bafouée. On ne peut respecter l'autorité de l'Etat que si, dans les normes républicaines, il observe un minimum des droits consignés dans les lois fondamentales : la Constitution, les Déclarations et Chartes signées et ratifiées par l'Etat et qui ont force de droits dans notre pays. Tant que cela n'est pas respecté, nous sommes sûrs et convaincus que l'autorité de l'Etat ne pourra pas être effective. L'autorité de l'Etat s'acquière par la bonne gouvernance, et donc la prise en compte des préoccupations des couches populaires les plus laborieuses. Beaucoup de choses ont été faites, mais beaucoup également reste à faire sur les plans social, économique, politique et surtout sur le plan juridique. En réalité, le gouvernement traîne les tares qui sont causes de la crise, telles la question de Norbert Zongo et compagnons, Dabo Boukary, ... qui ont été assassinés froide-ment. Tant que nous n'auront pas réglé toutes ses questions, il est sûr que nous allons trainer les conditions objectives qui nous ont conduits à ce niveau. Impunité et corruption. C'est sous le gouvernement Tiao que la question des 2 milliards est arrivée sur le tapis. La question de la corrup-tion a atteint un tel niveau qu'il nous faut plus de rigueur, plus d'engagement, plus de lucidité pour en venir à bout. Nous n'allons pas jeter des fleurs parce que le premier ministre et son gouvernement à pris le temps de faire le tour du Burkina. Ça ne règle pas le problème car, pour la population, ce qui est constant, c'est la lutte contre l'impunité, la lutte pour plus de paix et de liberté. Nous avons intérêt à resserrer les rangs pour interpeller le pou-voir public pour que la question des droits de l'homme dans notre pays en général et particulièrement au niveau de notre région, soit revue en tenant compte des aspirations de l'ensemble de la population. Les prob-lèmes ne sont donc pas résolus parce que leur fondement, c'est l'impunité. La ques-tion cruciale pour notre région est celle des exécutions extra judiciaires, les dis-paritions forcées de citoyens, ... des prob-lèmes réels qu'il faut résoudre. Vivement que le premier ministre, que nous félici-ton et encourageons, se donne les moyens d'atteindre les objectifs qui ont prévalu à l'installation de ce gouvernement. C'est un gouvernement de crise liée à des ques-tions d'atteinte aux droits de l'homme, et son devoir est de travailler à les minimiser, à les éradiquer. Et particulièremment dans la région de l'Est, qui est la plus délaissée sur les plans économique, politique et social. Au niveau de l'éducation par exemple, la région est celle qui est à la traîne. Vous allez à l'hôpital aujourd'hui, à cause de fil de suture, des gens ont été évacués à Ouaga. Il faut un partage équitable des biens du pays pour toute la population.

PROPOS RECUEILLIS PAR M.B.

Ordination épiscopale le 12 mai à Fada N'Gourma

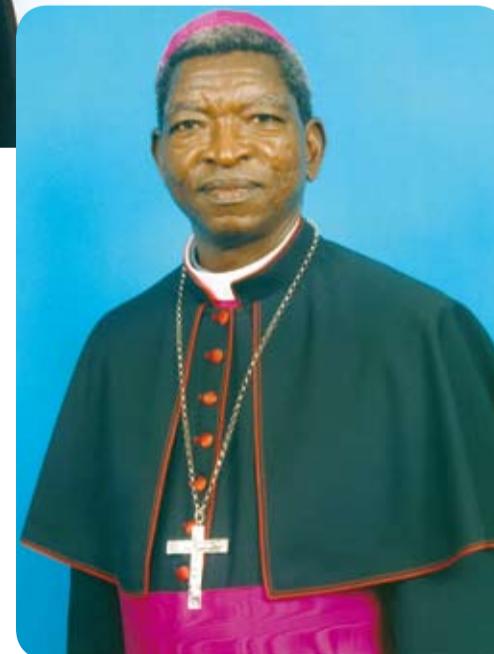
Un nouvel évêque pour le diocèse de Fada



Son Excellence,
Monseigneur
Pierre Claver
MALGO

A ce jour, il a exercé les ministères suivants :

- 1984-1987 : Vicaire paroissial de la Cathédrale de Koupéla.
- 1987-1991 : Etudes en vue de la Licence en Théologie biblique à l'Université catholique d'Afrique occidentale (UCAO) en Côte-d'Ivoire.
- 1991-1999 : Professeur au Grand Séminaire interdiocésain Saint Pierre Claver de Koumi.
- 1999-2000 : Vicaire paroissial à Ars-sur-Moselle, dans le Diocèse de Metz, en France.
- 2000-2005 : Curé de Saint Joseph Ouvrier à Goughin.
- 2005-2011 : Recteur du Grand Séminaire interdiocésain Saint Jean-Baptiste de Ouagadougou.



Finie la vacance du poste épiscopal à Fada qui attend un évêque depuis que le dernier patron du diocèse, Mgr Paul Yembuado Ouédraogo, a été affecté en novembre 2010 et promu Archevêque métropolite de l'archidiocèse de Bobo Dioulasso. C'était en remplacement de Mgr Anselme Sanon Titianma démissionnaire. L'administration du diocèse était alors assurée par l'abbé Séraphin Soubeiga, que beaucoup voyait confirmé au poste, du fait de son charisme. Le diocèse aurait alors rendu grâce pour la distinction d'un de ses fils. Il faudra encore attendre. Le diocèse accueille un fils de l'archidiocèse de Koupela. Il est vrai que le diocèse est hiérarchiquement sous la tutelle de Koupela. Dans le jargon ecclésiastique, on dit « suffragant ». Rien à voir cependant avec la décision, le samedi 11 février 2012, de Sa Sainteté le Pape Benoît XVI, de nommer évêque de Fada-N'Gourma, Mgr Pierre Claver Malgo. Ce dernier, dont l'ordination épiscopale est pour ce 12 mai, quitte son poste de recteur du séminaire interdiocésain Saint-Jean-Baptiste de Wayalguin à Ouagadougou et est remplacé par le Père Désiré Dabire du clergé diocésain de Diébougou. Né le 14 septembre 1954 à Dimistenga, paroisse de Gounghin, dans l'Archidiocèse de Koupela (province du Kourritenga), le désormais Mgr Pierre Claver Malgo, a été ordonné prêtre le 7 juillet 1984 et nommé vicaire à la cathédrale du diocèse de Koupela.

Le Diocèse de Fada, érigé à ce statut en 1964, a célébré ses 75 ans cette année. Cet un territoire d'une superficie de 47.618 Km² et pour une population d'environ 1.476.577 habitants dont quelque 85.768 catholiques. Il compte 13 Paroisses, 57 prêtres (46 diocésains et 11 religieux), 7 religieux non prêtres, 73 religieuses et 13 séminaristes.

Liste des évêques de Fada

Avant 1964, le diocèse était une préfecture apostolique depuis 12 février 1959, rattachée à celle de Niamey au Niger avec Alphonse Chantoux († décédé), comme Préfet apostolique du 29 mai 1959 au 16 juin 1964 date à laquelle elle est érigée en évêché. Depuis, le diocèse a été dirigé par les évêques suivants :

- 16 juin 1964 - 15 juin 1979 : Mgr **Marcel Chauvin** († décédé) ;
- 15 juin 1979 - 10 juin 1995 : Mgr **Jean-Marie Compaoré Untaani** passé Archevêque de Ouagadougou jusqu'en mai 2009 et son remplacement à son départ à la retraite, par Mgr Philippe Ouédraogo.
- 24 janvier 1997 - 13 novembre 2010 : Mgr **Paul Ouédraogo Yembuado**, qui remplace, en qualité d'archevêque de l'archidiocèse de Bobo Dioulasso, Mgr Anselme Sanon Titianma démissionnaire.
- 11 février 2012 : Mgr **Pierre Claver Malgo** dont l'ordination épiscopale est pour ce 12 mai 2012, devient le quatrième évêque de Fada. Le siège était vacant depuis le 13 novembre 2010.

Nouveau diocèse et nouvel évêque pour Tenkodogo

Ce même samedi 11 février 2012, Benoît XVI a créé un nouveau diocèse au Burkina Faso. Le diocèse de Tenkodogo, qui couvre deux départements, le Boulgou et le Koulpeolgo, est également suffragant de l'archidiocèse de Koupéla.

Son nouvel évêque, Mgr Prosper Kontiebo, religieux camillien, était jusqu'alors vice-provincial de cette congrégation pour le Burkina. Né le 25 septembre 1960, à Boassa, dans la paroisse de Gounghin, archidiocèse de Ouagadougou, il a prononcé ses vœux perpétuels chez les camilliens en 1988, puis ordonné prêtre le 7 juillet 1990. Après avoir suivi des études d'infirmier à Ouagadougou, il a été supérieur du scolasticat des camilliens et maître des novices, puis, de 2001 à 2010, curé de la paroisse Sainte-Camille, à la suite du père Celestino. Depuis mai 2010, il était, vice-provincial de la province romaine du Burkina. C'est donc le premier responsable des Camilliens au Burkina qui va diriger le nouveau diocèse de Tenkodogo.

L'Eglise-Famille de Dieu au Burkina Faso a trois provinces ecclésiastiques : Ouagadougou, Bobo-Dioulasso et Koupela. Cette Eglise forme avec l'Eglise-soeur du Niger, une même Conférence épiscopale. Avec la création du diocèse de Tenkodogo, le Burkina comptera désormais 14 diocèses (Ouagadougou, Bobo-Dioulasso, Koupela, Ouahigouya, Kaya, Koudougou, Diébougou, Fada, Banfora, Gaoua, Manga, Dori et Tenkodogo ; et au Niger on a 02 diocèses (Niamey et Maradi).

Médias

Nouveau DR de la Communication pour l'Est, nouvelle dynamique

Depuis le 15 février 2012, la région de l'Est à un nouveau Directeur de la Communication, en la personne de Yaya SOURA, Journaliste-Communicateur, Chevalier de l'Ordre du Mérite de l'Economie et des Finances, précédemment Directeur de la Documentation et de la Communication à la Direction Générale des Marchés Publics / Ministère

Ce n'est pas un poisson d'avril. Le 1er avril dernier, la Direction régionale de la Communication a abrité une réunion des responsables de radios et journaux de Fada. Une première pour les professionnels des médias. Une réunion inaugurale d'un cadre de concertation. Yaya Soura, le DR Communication de la région de l'Est, a semé la graine de l'organisation dans un milieu dont on a toujours beaucoup attendu alors qu'il n'avait même pas encore d'identité.

Le dimanche 1er avril 2012, s'est tenue dans la salle de réunion de la Direction régionale de la Communication, une réunion de concertation entre le Directeur régional de la Communication et les responsables des médias publics et privés de la Région de l'Est. Une réunion inédite, le jour anniversaire de Thiombiano Kadidia, directrice de la radio «Fada FM», pour un secteur qui, jusqu'ici, semblait évoluer sans référent administratif. Une initiative de Yaya Soura, le DR installé le 15 février dernier. Une première, autour principalement du projet de mise en place d'un cadre de concertation. A l'exception du directeur de la radio Taanba, empêché, tous les responsables des médias de Fada étaient présents. Notamment, les responsables des journaux «Laabaali», «Les Echos du Sahel» et le correspondant résident de «Sidwaya» au titre de la presse écrite ; les responsables des «Radios Tin Tua», «Fada FM», «Radio Evangile Développement / RED», «Radio Koamba Lankoandé» et le correspondant résident de la «RTB» au titre des radios. Cette initiative, devait indiquer le DR, était l'aboutissement des contacts qu'il avait eus avec chacune et chacun des responsables des médias présents à Fada. De fait, avant une tournée régionale pour un état des lieux complet de l'existant en matière de média dans la région de l'Est, le DR travaille à créer une locomotive pour concrétiser le besoin évident d'un cadre de rencontres périodiques qui pourrait donner naissance à une structure de réflexion et d'actions en réponse aux préoccupations des responsables des médias de la région. Le cadre de concertation a déjà un panier d'objectifs : favoriser et promouvoir les échanges entre les professionnels des médias de la Région ; assurer la veille informationnelle des professionnels des mé-

dias ; développer et réaliser des actions de formation interne au profit des acteurs ; promouvoir la culture de la confraternité ; développer et réaliser des actions visant la solidarité au sein des professionnels de la communication. Le DR a réaffirmé l'opportunité pour les acteurs de la communication, les professionnels des médias, d'avoir un cadre d'échanges, un cadre qui leur permet de se retrouver périodiquement pour réfléchir sur le fonctionnement de leur activité, s'informer sur les orientations du ministère de tutelle, s'organiser et organiser les professionnels du métier par rapport à la politique nationale de communication et par rapport aux contraintes de la profession. Yaya Soura a également rassuré sur l'indépendance du cadre de

de l'Economie et des Finances. Yaya Soura est un professionnel de la communication qui, dès son installation, a entrepris une reconnaissance du secteur des médias à Fada, avant une tournée régionale, afin de se définir un agenda d'activités.

De ce secteur de la communication à l'Est, tout comme on ne peut dire qu'elle se portait mal, on ne peut également affirmer qu'elle se portait bien. Ce qui est certain et admis de presque tous, est que la région a besoin de communiquer et que les professionnelles des médias sont tout aise d'avoir enfin un répondant administratif et qui plus est un confrère prédisposé à aider à l'organisation et à l'alimentation du secteur de l'information et de la communication à l'Est. Bienvenue au DR Yaya Soura.

concertation, malgré le caractère restrictif de la configuration des membres en deux pôles : la Direction régionale de la Communication face aux responsables des médias, pour ne pas dire ces derniers sous couvert de la Direction régionale. C'est juste une question de formulation «qui n'exclut pas celle d'une structure indépendante». Le cadre de concertation des responsables de médias, a de suite préconisé et pris les mesures pratiques pour la création d'un cadre plus élargi de réflexions, destiné à un large rassemblement des hommes de médias, tous profils confondus.

C'est le début d'une dynamisation du secteur de la communication dans la région de l'Est. Yaya Soura a été conforté par la caution du cadre de concertation pour la série

d'activités qu'il a au programme pour faire en sorte que, dans cette région parmi les plus dynamiques du pays, il y ait plus et mieux de communication. Après échanges et débats propres au milieu journalistique, le cadre de concertation a approuvé les initiatives du DR visant la sensibilisation des acteurs à une meilleure collaboration avec les médias afin d'assurer un meilleur fonctionnement de la communication au niveau de la Région. Après, près de trois heures d'échanges, le cadre de concertation a pris rendez-vous pour le mardi 8 mai prochain à 16 h 00 à la Direction Régionale de la Communication. L'organisation du secteur de la communication est en marche dans la région de l'Est.

JAPHET BENYIDOBIA



En décembre 2009, il est élevé au rang honorifique de Chevalier de l'Ordre du Mérite de l'Economie et des Finances, alors qu'il exerce la fonction de directeur de la documentation et de la communication à la Direction générale des Marchés publics, relevant du ministère de l'Economie et des Finances. Il est de ce fait également responsable de l'administration de la Revue des Marchés publics (quotidien et magazine mensuel), du Site Web de la DGMP et du logiciel Système d'information Intégrée des Marchés publics (SIMP). Fonctions qu'il remplit d'avril 2008 à janvier 2012, avant d'être nommé Directeur

Qui est Yaya Soura ?

- Directeur Régional de la Communication de l'Est
- Email : yayasoura@yahoo.fr
- Né le 04 février 1967 à Doua / Province de la Léraba.
- Marié : père de 03 enfants
- Chevalier de l'Ordre du Mérite de l'Economie et des Finances.

de la Communication de la Région de l'Est.

Cet homme affable et "communicateur" est

justement un communicateur de profession. Diplômé de

l'Institut des sciences et techniques de l'information et de la communication (ISTIC) qu'il a fréquenté de 2007 à 2009, pour l'obtention du diplôme de Conseiller en sciences et techniques de l'information et de la communication. Son passage dans cette institution est matérialisée par son mémoire de fin de

formation sur le thème : «Communication sur les marchés publics au Burkina : état des lieux et perspectives».

Auparavant, après le Baccalauréat série A4, qui a sanctionné son passage au lycée municipal de Banfora (1986-1988), il décroche la Licence ès Lettres, option Linguistique, à l'Université de Ouagadougou (1989-1993). Son entrée dans la profession de journaliste-communicateur est également rattaché à l'Université de Ouagadougou, lorsque, titulaire de la Licence en Lettres, il conquiert, en une année (2003-2004), le Diplôme d'Université de Communicateur Multimédia (DUCM).

Après un séjour fort responsable et apprécié à la direction de la documentation et de la communication à la Direction générale des Marchés publics, Yaya Soura prend ses quartiers à la radio Koamba Lankoandé qui abrite également la Direction régionale de la communication.

JAPHET BENYIDOBIA



Le nouveau DR lors de sa prise de fonction le 15 février 2012. En interview, ici, avec un confrère de la radio Koamba Lankoandé.

Les Échos du Sahel
vous connecte
à la région de l'Est.

En avant ! pour les municipales 2012

PAR JAPHET BENYIDOBA



La communalisation, c'était hier et c'est encore aujourd'hui. Tout comme l'échéance de décembre 2012, c'est aujourd'hui et non demain. C'est dès aujourd'hui qu'il faut marquer un arrêt, pour voir ce qui a été fait, par rapport à ce qui était prévu et, comment cela a été fait, sinon pourquoi cela n'a pas été fait. L'exercice est un devoir citoyen et de bonne gouvernance. Il devait être au moins annuel. Fin 2011 et courant 2012, certains maires ont eu l'occasion de passer au tableau, pour expliquer et recevoir la caution citoyenne pour boucler leur mandat. Certains maires de la province du Gourma, tels Salif Yada, maire de Diapangou et Henri Lombo, maire de Yamba, accompagnés par l'Ong Îles de Paix, ont fait face à leur journée de bilan et d'interpellation. Même discipline dans la Tapoa, pour les maires de Tarpaga et de Botou, soutenus par le PDDC pour leurs "Journées Portes ouvertes". Idem à Fada ? Non, malgré le soutien, ici également du PDDC, Moumouni Kocty, le maire de Fada a esquivé l'épreuve. Pourquoi ? Son devancier le regretté Idrissa Tandamba, Paix à son âme ! avait pourtant sacrifié à ce devoir de gouvernance, à une époque où cette discipline était encore d'avant garde. Pour cela, nous lui devons un devoir de mémoire. Parce qu'au moment de passer le témoin à son successeur Moumouni Kocty, il avait eu des mots justes et un comportement de pionnier. Devoir de mémoire pour la bonne gouvernance.

• Passage de témoin : «Nous cédonons le fauteuil à monsieur Moumouni Kocty, (...) pour présider aux destinés de la commune. (...) aux membres du nouveau conseil, je souhaite courage, bon vent dans leur franche et loyale collaboration pour bâtir à l'unisson, la cité de Yendabili.»

L'heure du bilan est arrivée. Le maire Moumouni Kocty a choisi de d'abord faire face aux ressortissants de la région de l'Est à Ouagadougou. Cela se passait le 15 avril dernier, comme pour jauger le terrain, à moins que ce soit pour le baliser. C'est pourtant face à l'électorat interne, celui qui vit avec lui dans le Gourma qu'il faut préparer les élections 2012. Et c'est aujourd'hui. Avant que le maire de Fada, ne se décide à souscrire à l'épreuve de bonne gouvernance, avant l'échéance déjà actuelle des municipales 2012, et a défaut d'avoir vécu une journée «portes ouvertes» de bilan et d'interpellation citoyenne, «Les Echos du Sahel» vous convie à un devoir de mémoire envers le devancier de Moumouni Kocty qui, au-delà d'un exposé, a laissé à son successeur, un fascicule où il avait consigné ses dix ans de gestion de la mairie de Fada. Il léguait du concret. Entre autres, le marché central, le marché à bétail, et l'hôtel de ville. Retour au Jeudi 15 juin 2006. Après 10 ans à la tête du conseil municipal, feu Idrissa Tandamba passait le témoin de l'Hôtel de ville de Fada à Moumouni Kocty. Les paroles, ce jour-là avaient valeur de profession de foi et de serment sous la présidence du Haut commissaire du Gourma, à l'époque, Laurent Lamine Traoré. Devoir de mémoire envers un pionnier. Retour au Jeudi 15 juin 2006, avec des extraits des paroles qui avaient marqué la cérémonie d'installation de Moumouni Kocty à la mairie de Fada.



Allocation du maire sortant, Idrissa Tandamba : extraits

- «1995-2000 puis 2000-2006, cela fait 10 ans et 6 mois que j'ai eu l'honneur de conduire ces deux mandats, grâce à la confiance et au soutien des collègues conseillers et de l'ensemble de la population qui nous ont élus. Aujourd'hui, c'est avec une légitime fierté que nous quittons, sans aucune contrainte, la mairie, avec à l'idée que la commune a enregistré des réalisations très positives ». (...) dix ans de gestion démocratique consignés dans un fascicule.
- «Ce bilan permettra de satisfaire non seulement

Il y a 6 ans, un 15 juin, le maire entrant Kocty Moumouni avait ces mots : • «(...)

permettez-moi de rendre un vibrant hommage à l'ancienne équipe pour les acquis enregistrés au cours de son mandat. En témoignent les résultats que son président a relevé tout à l'heure dans son allocution.

Avec vigueur et détermination, la nouvelle équipe s'activera à préserver ces acquis et à exécuter le programme d'action qui lui est confié. Ce programme s'appuiera sur les acquis mais aussi tiendra compte des insuffisances qui auraient existé au niveau des deux mandats des conseillers passés.»

- «(...) on ne peut remporter de victoire tout seul. Ce n'est que dans l'entente, la cohésion et l'acceptation de l'autre que l'on pourra atteindre les objectifs de développement et mériter la confiance de ceux qui nous ont élus.»

• «Mesdames et messieurs les conseillers municipaux, à partir de cet instant, nous devons constituer une famille et, moi, en tant que responsable de cette entité, je reste ouvert à tout dialogue et critique constructive. Bannissons de nos cœurs la haine, la rancune et le mépris». (...)

«C'est pourquoi, je vous invite à faire preuve d'une franche collaboration que j'appelle de tous mes vœux pour conduire à bien ce mandat (...).»

• «Je voudrais saisir cette occasion solennelle, pour demander au nom de la nouvelle équipe et de toute la population de Fada, à tous les acteurs au développement de notre commune, (...), de nous soutenir à travers des conseils, des appuis tous azimuts pour le développement harmonieux de notre cité».

- «Aux nouveaux conseillers, je dis, le travail nous attend, nous devons nous y atteler».

au souci commun de recherche d'une gestion démocratique et participative des affaires de la cité, mais aussi et surtout, servira pour le nouveau conseil municipal de tremplin dans la continuité de la réalisation des objectifs de développement de notre commune. Toutefois, permettez-moi de relever quelques réalisations parmi tant d'autres : le marché central, le marché à bétail, la maison des jeunes, la pharmacie communale, la construction de maternités et dispensaires, la construction d'écoles primaires, d'un lycée communal, de lotissements dans presque tous les secteurs de la ville et enfin le bâtiment abritant la mairie, conçues pour répondre dans le temps aux



Les maires (de gauche à droite) Lombo Pamba de Botou, Tankoano Diala Joseph de Partiaga, Lombo Henri de Yamba et Yada Salif de Diapangou ont fait face l'interpellation de leurs administrés.

Installation du maire par le Haut-Commissaire

«Monsieur Kocty Moumouni, conformément aux dispositions contenues dans le code général des collectivités et relatives à l'élection du maire et en vertu de la confiance que vous a accordé l'ensemble du conseil municipal, je vous déclare, installé dans vos fonctions de maire de la commune de Fada N'Gourma.»

Allocution du Haut-commissaire : Extraits

- «Il arrive qu'on puisse se féliciter soi-même si le travail a été effectivement bien accompli. La preuve, à l'issu des 10 ans de deux mandats, le maire sortant a produit un document-bilan qui montre ce qu'ils ont pu exécuter comme action au profit de la collectivité et ce bilan est visible.»



- «le ton est donné. (...) La tâche ne sera pas facile, on le sait. Les conditions ne sont pas les mêmes, on le sait, mais le travail reste le même. Pourquoi ? la façon de travailler des collectivités ne changeront pas.»

- Mieux «tous les villages du département de Fada ont maintenant chacun 2 conseillers. Cela donne 95 conseillers à peu près pour le seul département de Fada, au lieu de 33 conseillers auparavant. Disposant de plus de ressources humaines, on peut allègrement bien travailler si on sait exploiter la situation.»

- «Dans la concertation, le conseil pourra tirer son épingle du jeu.»

exigences de la communalisation intégrale. (...) Par ailleurs, nous sommes resté présent, tout au long de ces mandats, aux côtés des associations des jeunes, des femmes, des artistes, des sportifs, et des couches sociales défavorisées, à travers des opérations ponctuelles d'assistance et d'appui.» Rappelant les événements de mars 1997, il a invité «très singulièrement, les anciens et nouveaux conseillers municipaux, et de manière générale les populations, à bannir chaque jour de leurs habitudes, tout ce qui pourrait constituer des obstacles à leurs actions et à leur efficacité et qui pourrait compromettre le développement harmonieux de notre ville.»



A Partiaga, sa majesté fut le premier à interroger le maire sur sa gestion.

Le PDDC offre du matériel informatique à l'AMBF/Est

Le mercredi 4 avril a connu une entame de liesse au siège de l'antenne régionale de l'association des maires du Burkina Faso (AMBF/Est). Son partenaire, le PDDC (Programme décentralisation, développement communal), procéda à la remise d'un lot de matériel informatique. Encore un de ces petits gestes qui ont le mérite d'opérer de grands effets : un micro-ordinateur PC/HP 3130, une imprimante HP 2055, un onduleur, un pack Office 2010 professionnel et un antivirus Kaspersky. Un matériel de bureau d'un montant total de 1 225 000 F Cfa. Désormais, l'AMBF/Est est équipé pour coller à la réalité de notre monde numérique. Dans son partenariat avec le PDDC, combler le fossé numérique en acquérant une connexion WIFI (environ 200 000 F Cfa) est peu payer pour l'AMBF/Est, en termes de contribution à cette initiative en faveur notamment de plus de transparence dans la gestion de l'accès des collectivités aux marchés publics.

En effet, si le PDDC a de nouveau fait des courses pour les collectivités de l'Est, c'est pour «assurer l'information des collectivités locales de la Région sur les marchés publics, les publications, appels d'offres, ...». Démocratiser les chances est si capital pour le PDDC, que pour cette matinée, le programme allemand était présent à trois niveaux de responsabilité : le responsable PDDC de l'Est, Hady Coulibaly ; le spécialiste maison pour la passation de marchés, Sidi Coulibaly ; et Idrissa Ouédraogo, venu de Ouaga. Entre autres personnalités conviées par l'AMBF/Est, on comptait Jean-Louis Bayala, le Secrétaire général de Région et, des représentants du Ficod (Fonds (allemand) d'investissement pour les collectivités décentralisées), du Fpdc (Fonds permanent pour le développement des collectivités territoriales) et du Pngt (programme national de gestion des terroirs).

Côté récipiendaires, le maire de la commune de Pama, Aimé Maxime Onadia, avait fait le déplacement au nom de ses pairs des collectivités territoriales de l'Est. A ses côtés, le staff du bureau régional de l'AMBF, le secrétaire permanent, le spécialiste des passations de marchés, les agents techniques et d'appui.

Sans bruit, le PDDC venait à nouveau de marquer sa présence auprès des collectivités territoriales et, le Secrétaire général de Région, Jean-Louis Bayala, de noter, «sans se faire le chantre du PDDC», que «ce que le PDDC fait, en matière d'accompagnement de la décentralisation, force l'admiration». Et d'ajouter : «le PDDC ne fait pas une activité à moitié ; il fait toujours du concret.» Et, en temps opportun, laissera-t-il comprendre : «le MADS (ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la sécurité) vient de s'enquérir de l'état d'exécution des recettes transférées aux collectivités dans la Région ; c'est dire que ce matériel vient à point nommé.»

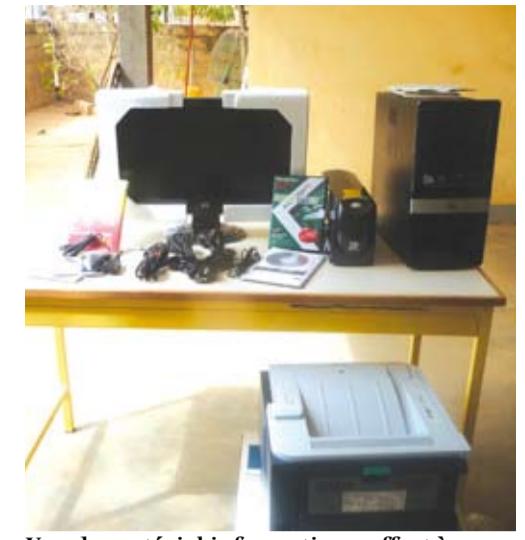


De gauche à droite, Aimé Maxime Onadia, Maire de Pama ; Jean-Louis Bayala, Secrétaire général de Région et Idrissa Ouédraogo et Sidi Coulibaly du PDDC.

Aimé Maxime Onadia, représentant les maires de la Région, a approuvé et salué, par une sorte de témoignage, la constance du PDDC dans son appui à la décentralisation : «ce n'est pas la première fois que le PDDC équipe les collectivités territoriales». En l'occurrence il apprécie : «nous sommes très conscients de ce que ce matériel va produire

comme impact dans l'accélération du processus de passation des marchés et, partant, l'exécution des dépenses». Le maire de Pama, n'était pas le seul impatient ce matin-là, quand il s'est dit «pressé de recevoir ce matériel et de commencer à l'utiliser pour le bénéfice des collectivités territoriales».

G.M.B.



Vue du matériel informatique offert à l'AMBF/Est



Tankoano Jean Pascal, le Secrétaire permanent de l'AMBF/Est et son staff éternuent leurs nouveaux outils de travail.

Il s'ont dit

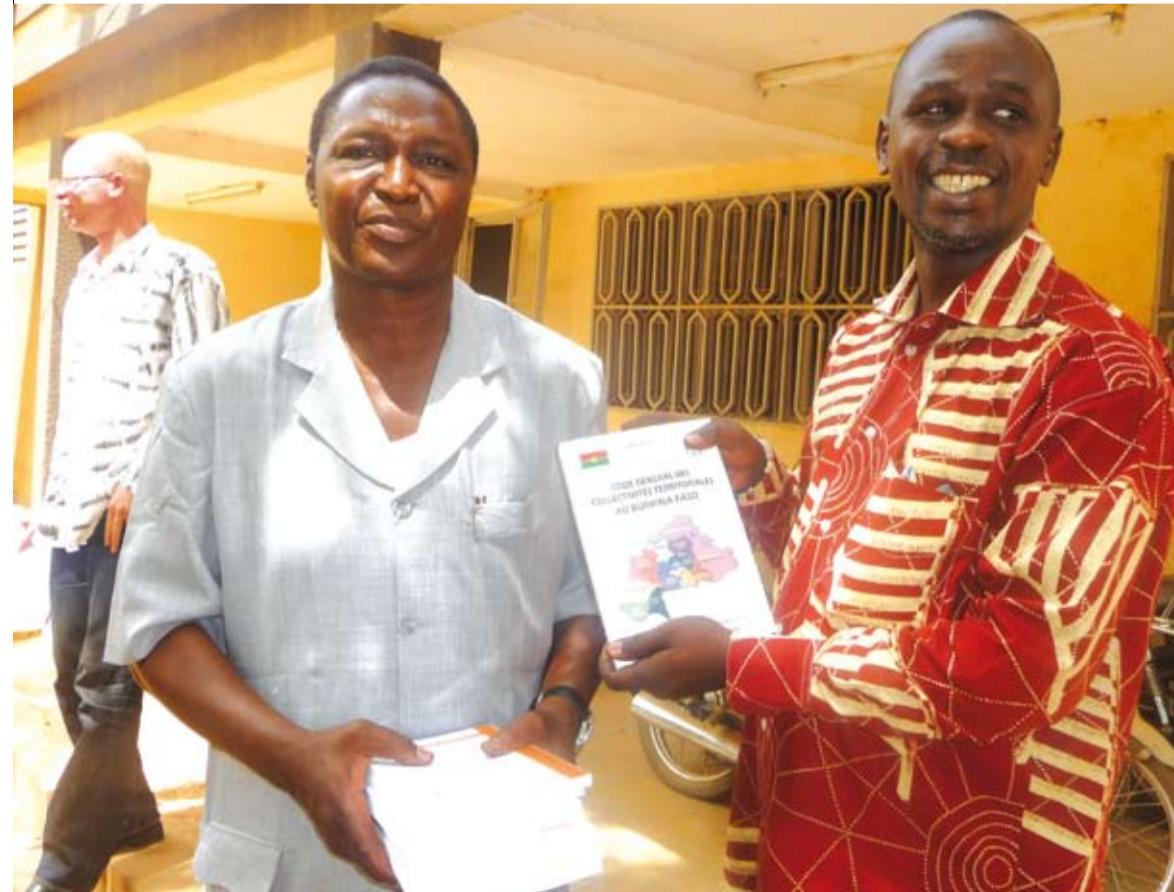
Aimé Maxime Onadia, maire de la commune de Pama, membre du bureau de l'association des municipalités du Burkina Faso, Région de l'Est.

«Nous avons été invité par le PDDC pour recevoir du matériel informatique dans le cadre de l'accompagnement des collectivités territoriales. De n'être pas au même niveau d'information que nos collègues de Ouaga, en ce qui concerne la passation des marchés, a toujours été une préoccupation pour nous les élus locaux de l'Est. Très souvent, c'est fortuitement que quelqu'un tombe sur un journal et vous dit : «Ah ! j'ai vu dans le journal des marchés publics que vous avez telle et telle activité en projet. On répond «Ah bon ! c'est publié ?» Vous voyez ? Aujourd'hui, le vide a été comblé. Par ailleurs, quand, par exemple, des communes très éloignées, notamment dans la Tapoa, viennent ici à l'AMBF, à Fada, et qu'il y a des reprises à faire sur leurs dossiers, ce sera fait, séance tenante, rapidement et sans les fatiguer, avec la logistique dont nous disposons maintenant. Je voudrais remercier le PDDC dont ce n'est pas la première action d'accompagnement en faveur des communes de l'Est et du Sud-ouest. En dotant notre association faîtière de ce matériel, ce n'est pas seulement la région de l'Est qui en bénéficie. Avec l'outil Internet, ce sont tous les maires et les collectivités du pays qui pourront être en contact.

Pour l'exploitation de ce matériel, nous avons, au niveau du siège de l'AMBF/Est, un personnel qualifié mais, aujourd'hui encore, le PDDC vient de nous rassurer sur un appui en matière de renforcement de leurs capacités et également ceux d'autres agents des collectivités».

Ouédraogo Lassané, spécialiste en passation des marchés de l'Est, assistant technique auprès des collectivités pour le suivi et le contrôle des dossiers de passation de marchés.

«Les communes étaient confrontées à d'énormes difficultés. Souvent des communes doivent parcourir plus de 200 Km pour me joindre ici à Fada, afin de pouvoir transmettre leurs dossiers. Lorsqu'il y a des révisions à apporter sur un dossier, il leur faut repartir la même distance pour aller corriger en tenant compte des observations et, revenir.



Aimé Maxime Onadia et Ouédraogo Lassané avec, en mains, le Code général des collectivités territoriales au Burkina Faso.

Ce matériel permet de soulager les communes. Désormais, les gens n'auront plus qu'à transmettre uniquement le fichier électronique de leurs dossiers. Les corrections seront portées sur place et cela va permettre d'accélérer le processus. La présence de ce matériel à Fada est un soulagement à plusieurs niveaux, un gain en temps et en coûts. Surtout que l'AMBF pour sa part, dans cette opération, doit prendre en charge l'installation de la connexion Internet (WIFI), afin de nous permettre de télécharger et transmettre des fichiers. C'est la contribution de l'AMBF, comme on dit, « si on te lave le dos, fais tout pour te laver la face ». La connexion Internet est indispensable et son absence réduit l'effet qualitatif du matériel de bureau. Le PDDC a fait son pas, à l'AMBF de faire le sien pour parfaire l'entreprise.»

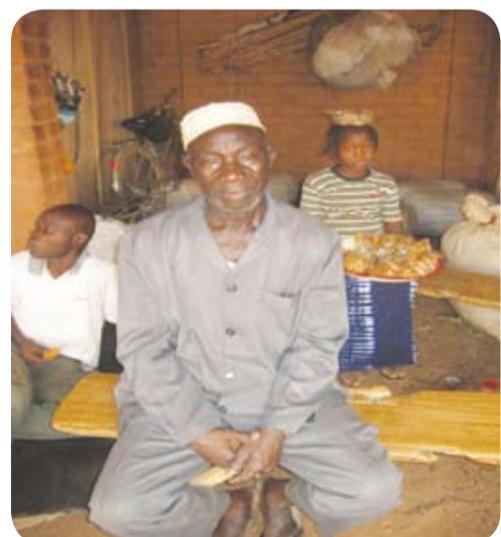
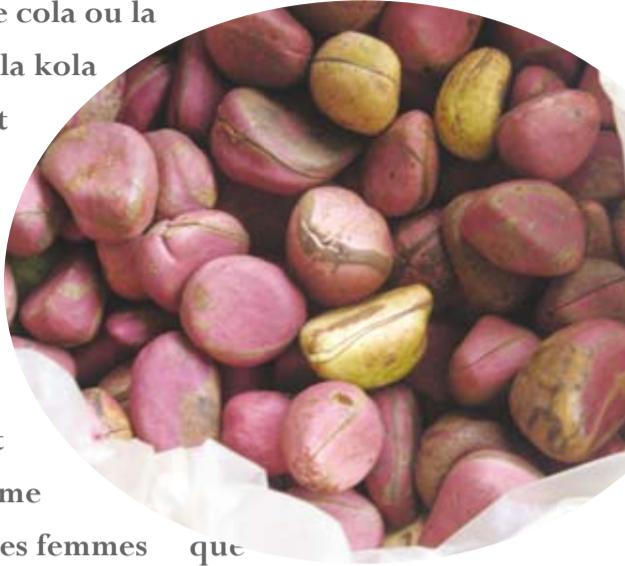
Dure, dure, la vie de négociant de cola à Fada

Petit cola ou grand kola, le cola ou la cola, ou encore le kola ou la kola

? Comme on mâche le fruit du colatier ou kolatier, on mâche ce terme dans tous les sens sans risque de trébucher sur la syntaxe.

Le nom « cola » n'a pas de genre, il est masculin et féminin à la fois. Tout comme il est apprécié autant par les femmes que les hommes, même si pour une raison ou d'autres ces derniers en sont plus friands.

Le Burkina Faso ne produit pas de la cola ? Qu'à cela ne tienne. Lors des cérémonies heureuses ou malheureuses, les noix de cola s'imposent en baromètre. Les différentes ethnies qui composent la région de l'Est réclament toutes une place pour la cola dans leur quotidien. Au marché central de Fada, les vendeurs de cola ont, comme qui dirait, leur département situé côté Est, face à une poissonnerie. Selon Issaka Sana, vendeur de cola, la cola «vient des pays voisins, notamment du Ghana, de la Côte d'Ivoire, du Togo et du Bénin». Le commerce de cola est une affaire de famille chez lui et c'est avec émotion qu'il en parle : «je suis commerçant de cola, depuis près de 40 ans. En vérité, j'ai hérité de ce travail, car mon père le pratiquait. Quand j'étais jeune, je pédalaïs jusqu'au Bénin pour aller chercher la cola. Ce parcours du combattant a duré environ 20 ans. C'était la belle



Issaka Sana, vendeur de cola au marché central de Fada

époque, car le commerce de cola nourrissait son homme». Les temps ont changé. Avec le modernisme et l'évolution du transport, il ne pédale plus des centaines de kilomètres mais, se lamente : «de nos jours, c'est juste une activité qui nous permet de survivre». Difficile de sortir la tête de l'eau et Issaka Sana est presqu'aussi amer que la cola qu'il vend et qu'il a toujours vendu pour la simple raison que c'est ce qu'il a appris de mieux. «La cola», raconte-t-il, «est devenue très chère. Le sac où le «payanré» coûte au minimum 50 000 F CFA. En ajoutant les frais de transport, c'est à peine si tu peux avoir un bénéfice de 1 500 F». Mais, il reste philosophe : «nous souffrons mais, seule la lutte libère. Nous sommes des pères

de famille et, quelles que soient les difficultés, il faut se battre pour sortir la tête de l'eau afin de donner une vie honorable à nos enfants». Sa conviction est cependant faite que «la cola est un produit à risques». Il explique : «Parfois, tu peux te retrouver avec un sac de colas à moitié brûlé par la chaleur ou simplement infecté par des vers». Pour lui, «ce sont les aléas du commerce et il faut l'admettre». Il faut également se montrer tenace et obstiné : «au regard de ces problèmes, si tu n'es pas déterminé, tu peux baisser les bras. Ce qu'un homme ne doit jamais faire car, la vie, c'est des hauts et des bas». Ce que les négociants de cola du marché central de Fada admettent moins bien, c'est leur commerce avec l'autorité municipale. «Nous vendons la cola depuis l'ouverture de ce marché et, nous avons toujours payé nos frais de location avec civisme, mais hélas ! Dès que nous accusons un léger retard de paiement, les autorités municipales viennent fermer nos boutiques. Sans se soucier de quoi nous allons vivre» dénonce Ousmane Segda, responsable des vendeurs de cola du marché central. Il garde de cette relation une certaine ameretume. «Il y'a plus de 10 ans, nous avons été victime d'une grande perte de nos produits du fait de la chaleur, et parce que nos magasins ne répondent pas aux normes idéales de conservation». Il fustige le manque de «système d'aération», et pourtant, prend-il ses collègues à témoign «vous savez que la cola ne résiste pas à la chaleur». Ce qui lui reste particulièrement en travers de la gorge, c'est qu'au moment des faits «les autorités nous avaient promis de nous soutenir financièrement



Le sac où le «payanré» coûte au minimum 50 000 F CFA. En ajoutant les frais de transport, c'est à peine si tu peux avoir un bénéfice de 1 500 F.

et les siens, face à un adversaire de cette envergure, «nous ne pouvons rien faire».

Hors des échoppes, la cola a une autre aura. «Lors de nos cérémonies coutumières, au Gulmu, la cola est présente pour la réussite des événements». Selon sa majesté Onadja Tindano,

l'usage de la cola lors des cérémonies est un héritage acquis depuis des générations. Il est catégorique : «vous ne verrez aucune cérémonie sans cola. Ce n'est pas possible ! Que ce soit du bon où du mauvais». Ainsi, la cola revêt toute une mystique, indique sa majesté Onadja Tindano. «Quand vous voyez de la cola rouge à un carrefour, cela signifie que l'on jette un sort à quelqu'un. Si, au contraire, elle est blanche, cela veut dire que l'intéressé souhaite retrouver la santé et la paix». A défaut de cola, indique-t-il encore : «on utilise les dattes ou le tabac. Si vous êtes dans une zone où il n'y'a pas de cola, elle est remplacée valablement par les dattes ou du tabac». Pour El Hadj Abdoulaye Maïga, l'islam fait du colatier «un arbre béni par Allah pour les hommes». La cola est alors «signe de regroupement. Le mariage, les fiançailles, le baptême, le doua et les funérailles, sont ainsi des occasions qui nécessitent du monde et, donc, la présence de la cola. Lorsqu'au cours d'une visite à vos grands parents vous leurs offrez de la cola, il la partage avec vous ou avec quelqu'un d'autre. Cet acte de partage est enseigné depuis des siècles dans nos familles africaines et, le saint Coran nous demande aussi de partager avec notre prochain». Selon El Hadj Abdoulaye Maïga «c'est la raison fondamentale de la bénédiction de la cola».



Ousmane Segda responsable des vendeurs de cola du marché central.

Le colatier ou Kolatier

On dénombre environ 140 espèces de colatiers dans le monde ; deux d'entre elles sont très précieuses en Afrique : le colatier «acuminata» et le colatier «nitida». L'espèce «acuminata» donne la noix «cola acuminata» ou «petit cola», de couleur brune, à un cotylédon et à noyau blanchâtre. Le colatier «nitida» produit le «cola nitida» ou «grand cola», ayant deux cotylédon ; sa couleur varie du blanc jaunâtre au rouge rosé ; à l'état frais, elle



Les vertus de la cola

Les graines du colatier, improprement appelées «noix» constituent la partie intéressante en phytothérapie. Traditionnellement, ont reconnait les propriétés de la noix de cola comme stimulant physique, sexuel et intellectuel, grâce à ses composants riches en alcaloïdes, la caféine (environ 2 %), et la théobromine. C'est un stimulant du système nerveux central, diurétique car la noix de

cola augmente l'élimination d'urine, vasoconstrictrice et broncho-dilatatrice. Recommandation : On peut mâcher doucement les noix (entre 3 et 8 par jour) ou les prendre en infusion (4 à 8g par jour, répartie si l'on veut en 1 ou plusieurs tasses). Attention cependant, la cola est formellement contre-indiquée en cas d'ulcère gastrique, de gastrite, d'arythmie cardiaque, d'anxiété, d'hypertension artérielle, chez les enfants, les femmes enceintes et en cas d'allaitement.

Les significations sociales de la noix de cola

Le rôle social que les Africains attribuent à la noix de cola est considérable et ses formes d'expression varient selon les zones géographiques, les ethnies et les besoins. Bien que cette noix soit un stimulant autorisé sur toute l'étendue de l'Afrique occidentale, son rôle social apparaît plus étendu autour du Golfe de Guinée (du Sénégal jusqu'au nord du Cameroun) que le long des côtes de l'Afrique centrale (du sud du Cameroun jusqu'au nord de l'Angola). Dans ce Golfe, l'usage de la noix de cola est accepté, même là où le christianisme et l'islam ont presque supplanté l'animisme d'autan. Les préceptes de l'islam, par exemple, interdisent les excitants tels que l'alcool et le tabac, mais ils ne censurent pas la noix de cola. La diffusion de cette noix était autrefois fondée sur l'idée qu'elle était la «noix du prophète Mahomet» et que sa consommation favorisait l'entrée au paradis. La population islamisée est ainsi devenue très friande de cette noix qu'on offre d'ailleurs aux Imams pendant les cérémonies de mariage ou autres.

La noix de cola est omniprésente dans la vie quotidienne ; elle accompagne presque tous les événements de la vie en société. Dans toutes les ethnies, aucune fête ou cérémonie n'est en effet concevable sans distribution de noix de cola aux invités et en quantité importante de préférence. Les cérémonies telles que les fiançailles, le mariage, la naissance, l'attribution du nom au nouveau-né, le baptême, la résolution de conflits, la réconciliation, les retrouvailles entre membre d'une même «famille», la visite aux aînés, les cérémonies de funérailles, le troisième ou le quarantième jour du deuil... impliquent l'utilisation impérative de noix de cola. On voit dans cet usage le symbole d'hospitalité, d'amitié, de partage, d'entente, de respect, de solidarité et de sociabilité. L'expression «briser la cola» signifie au Mali le partage et l'amitié. Au Bénin et au Cameroun, après avoir servi de l'eau à boire au visiteur, on lui offre des noix de cola en signe de bienvenue, d'acceptation. Lorsqu'un homme veut solliciter la main d'une fille en Côte-d'Ivoire (comme en Guinée et au Sénégal), il commence d'abord par envoyer une certaine quantité de noix de cola à la famille de l'élue (pour s'annoncer et dévoiler son intention) ; la réponse lui sera retournée au travers de la noix de cola également : elle est positive (le fiancé est le bienvenu) si la noix retournée est blanche, négative si la noix est de couleur rouge. A ce stade, la noix de cola sert surtout de langage, de

moyen de communication symbolique entre deux groupes ; d'autres quantités de noix de cola seront offertes par la suite. Au Niger, les invités se sentent insultés en prenant part à une fête où la distribution de noix de cola n'est pas importante ; de leur côté, ceux qui invitent vivent cela comme une forme de déchéance sociale. En Guinée, on ne rend pas visite à une personne digne de respect sans la noix de cola. Chez les Igbo du Nigeria, on n'accueille pas le visiteur les mains vides, mais avec la noix de cola pour témoigner le plaisir d'accueillir. Au Sénégal, le premier contact entre le nouveau-né et son entourage s'établit au moyen de la noix de cola, car celle-ci est distribuée aux invités au moment de proclamer le nom de l'enfant. Au Mali où le mois d'octobre a été décrété «mois de la solidarité», les dignitaires du pays rendent visite aux personnes âgées pour leur offrir des cadeaux : des noix de cola et de l'argent ; le but est de perpétuer la tradition du respect dû à l'âge ainsi que l'esprit de solidarité et du partage qui jouent un grand rôle dans l'équilibre social. Nul candidat à une élection ne peut ici se

bouche pour le mâcher ; puis, faisant semblant de serrer la main à son voisin, il lui passe le reste de la noix et à ce dernier de se servir à son tour furtivement... «*Interdit aux non initiés*», semble-t-on dire par ce jeu de «*dessous de table*» digne d'une caste. En fait, c'est l'aspect «aphrodisiaque» qui est ici privilégié et en même temps mythifié. Au Congo (RDC) trouver la noix de cola sur les étals du marché n'est d'ailleurs possible qu'en ville ; en milieu rural, le produit circule discrètement entre les producteurs et les consommateurs. La noix de cola est avant tout un aliment. Pas n'importe lequel, il est un aliment qui exige d'être «*mangé en partenariat*». Or, manger en groupe est dans toutes les sociétés une activité hautement sociale, un échange, un contrat social, un langage d'hospitalité et de partage. En Afrique, et depuis des siècles, la chair ferme et élastique de la noix de cola est partagée et consommée au quotidien ainsi que dans les grandes occasions par des millions de personnes. C'est pour tirer parti de ses propriétés stimulantes et pour socialiser. En effet, on reconnaît à cette noix la faculté de procurer des effets puissants et remarquables sur les muscles et sur le système nerveux. Croquée et mâchée, la noix fraîche aide à soutenir des efforts prolongés (endurance) et à apaiser la faim. Dans le Golfe de Guinée, les personnes âgées la croquent d'habitude dès qu'elles ont fini le repas, pour éliminer la nausée et faciliter la digestion. Les étudiants la mâchent beaucoup durant la période d'examens. Dans l'Ouest de l'Afrique Centrale par contre, la consommation du grand cola (cola nitida) comme aliment ou friandise est intermittente et une affaire d'adultes, d'hommes en priorité ; elle accompagne surtout et discrètement la consommation de boissons alcoolisées et les incantations magiques.

Cola et sexualité

Aux yeux de beaucoup d'Africains, la noix de cola évoque aussi la sexualité, dans la mesure où elle possède des vertus qui stimulent l'appétit sexuel, chez les hommes surtout. Les hommes estiment que la noix de cola est un aphrodisiaque et sont d'avis que cette propriété se concentre en particulier dans le petit cola, très amer et peu consommé. En maintenant éveillé et en accroissant l'endurance physique grâce à sa richesse en caféine et en théobromine, cette noix est censée tonifier la virilité et redonner de la vigueur aux hommes sur le déclin. Sa consommation constitue dès lors une préparation à l'acte sexuel ; il n'est pas rare que la femme avertie en offre à l'homme dans ce but.

Comme aphrodisiaque, la noix de cola introduit ainsi une différenciation entre les sexes. Car l'exceptionnel tonus qu'il procure dans ce contexte semble ne bénéficier directement qu'aux hommes. Il y a toutefois une circonstance où seules les femmes tirent parti des bienfaits de cette noix : dans la teinturerie, une activité accaparée par les femmes. Elles se servent de la noix de cola

comme matériau pour extraire un colorant jaune. Les Dioula de la Côte-d'Ivoire organisent à l'aide des noix de cola des rituels destinés à consolider les relations de couple : le jour du mariage, on enroule dans un pagne blanc deux tranches de cola (une rouge et une blanche) représentant les deux fiancés, on pose les mains dessus et on fait des incantations ; le mariage est ainsi rendu indissoluble, il ne pourra être rompu qu'avec l'accord des deux parties en présence.

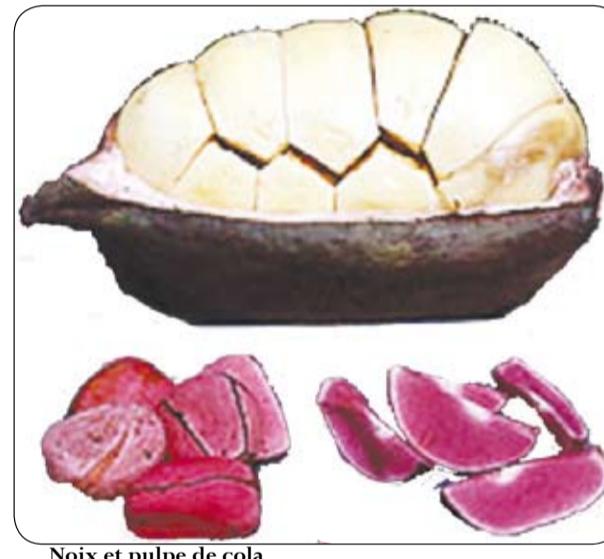
La cola dans la pharmacopée

La pharmacopée traditionnelle utilise la noix de cola comme médicament dans toute l'Afrique occidentale, tirant ainsi profit de ses vertus curatives et tonifiantes (confirmées par des études cliniques et pharmacologiques). La noix est croquée ou concassée et macérée dans une boisson. Le thérapeute fait parfois sur la peau du patient des incisions sur lesquelles il applique la poudre de la noix de cola. Les maladies soignées (en usage interne) sont nombreuses et variables selon les régions, les plus courantes sont : l'affection pulmonaire, la convalescence, la fatigue physique ou intellectuelle, la grippe, l'hémorroïde, l'hypotension, l'insuffisance cardiaque, le manque d'appétit sexuel, le rhume... Au Congo (RDC), le petit cola est utilisé par les Ding comme antiseptique et cicatrisant, par les Mbuza et les Pygmées en santé communautaire comme moyen de prévention contre les morsures de serpent : avant d'aller à la chasse, tous les participants sont conviés à en consommer ; le serpent ne pourra s'approcher des gens ainsi «vaccinés».

Cola et fétichisme

La présence de la noix de cola est aussi manifeste dans les pratiques fétichistes et dans les cultes animistes. Elle intervient comme objet cultuel et elle remplit dans ce contexte une fonction essentiellement médiatrice entre le féticheur et son client, entre la symbolisation et le langage, entre les vivants et les esprits. On a recours à elle pour nourrir les ancêtres totémiques, se protéger du mauvais sort, attirer la chance et la réussite... Dans la société Éwé du Sud-Togo, parler en mastiquant des noix de cola en association avec une autre substance végétale dans la bouche est censé conférer à la parole une force magique. Les Baka et les Nso du Cameroun utilisent ce même procédé dans certains rites expiatoires. Au Bénin, l'incantation ne devient réellement Bo (gris-gris) que si celui qui la prononce mange au préalable un peu de Nudida ou noix de cola imbibé de sang d'animal. Les prêtres du vaudou ont besoin de noix de cola pour nourrir le vaudou et lui demander des services. Dans leur rite religieux traditionnel tuuru, les Yoffois du Cap-Vert offrent des noix de cola comme aliments aux génies rab qui avaient assisté leurs ancêtres lors d'une bataille épique. Enfin, les marabouts recommandent souvent l'usage cultuel de cette noix à leurs clients.

Source : AFRIMEDIA



Noix et pulpe de cola

passer des offrandes en noix de cola ; elles symbolisent l'humilité et le respect envers les interlocuteurs. Dans tout le Golfe de Guinée, refuser d'offrir la noix de cola ou de la recevoir est signe de rancune ou de conflit ; cela est valable pour tous, sans distinction d'âge, de sexe ou de religion.

La noix de cola remplit également des fonctions sociales importantes dans les sociétés sises le long des côtes de l'Afrique centrale, mais avec moins d'intensité qu'au Golfe de Guinée. Elle a toujours été ici un produit quelque peu sournois, pas toujours à la portée de tous (surtout des enfants). Elle intervient souvent comme élément de la dot destiné aux anciens de la belle-famille. Chez les Mbuza du Congo (RDC) on ne peut aller sans noix de cola au deuil de quelqu'un qui en croquait souvent : c'est la meilleure façon de communiquer avec lui et de lui rendre hommage. La dimension «*partage et convivialité*» qui accompagne la noix de cola reste pleine de ferveur. Mais il s'agit du partage à une échelle restreinte, entre hommes adultes ayant l'habitude de se réunir autour d'un «*pot*» dans les débits de boissons. La noix est ici entourée d'une sorte de mystère et sa distribution «*entre amis*» est ritualisée : celui qui la détient la cache sous la paume de la main, il se débrouille pour arracher imperceptiblement un morceau qu'il jettera aussitôt dans la

3ÈME ÉDITION DES JOURNÉES PROMOTIONNELLES DES PRODUITS AGRO-SYLVOPASTORAUX ET HALIEUTIQUES DE LA RÉGION DE L'EST

«Valorisation du karité et de ses dérivés : état des lieux et perspectives pour les acteurs de la filière dans la région de l'Est»

Jean-Paul Thiombiano, est conseiller principal d'agriculture général de la Chambre régionale d'agriculture de l'Est bre du groupe des initiateurs des Journées Promotion-Agro-Sylvo-Pastorales et Halieutiques de la région de souvient : «lorsqu'il s'est agit pour nous d'organiser la étaient un peu sceptiques. Parce que des projets et pro-services techniques, en lien avec le Développement rural, malheureuses. Les gens se disaient que, si les techniciens producteurs qui vont réussir. C'était un défi qu'il nous fallait à nos partenaires de nous appuyer. Notre stratégie développement de la région de l'Est et, particulièrement ceux senti concerné, nous avons pu bénéficier de l'accompagnement d'agriculture est une structure qui regroupe l'ensemble des acteurs de la Alors que la 3ème édition baissait son rideau, nous avons rencontré Jean-Paul Thiombiano pour une revue critique de l'événement.

«Le karité sur lequel tout le monde s'agglutine, court un risque»

Si vous aviez l'opportunité de recommencer cette 3ème édition dans une poignée de jours, quelles retouches y apporteriez-vous ?

Comme vous l'avez constaté, pour cette 3ème édition, la satisfaction n'était pas totale au niveau de la mobilisation sociale. Pourtant, la 3ème édition était, pour nous, celle de la maturité et, nous nous disions que, ayant été habituée à ces journées, la population de Fada allait, sans hésiter, sortir massivement pour nous soutenir. Nous n'avons pas connu le niveau de mobilisation attendu. Il faut dire que la journée de la cérémonie d'ouverture coïncidait, au plan national, avec un événement important au niveau de Bagré, qui a drainé l'ensemble des ministères, vu que le Premier ministre y était. Nous n'avons donc pas pu avoir l'ensemble des invités officiels. Conséquence, au niveau de la tribune officielle, il y avait nombre de sièges vides. C'est le seul couac. Sinon, du point de vue de l'organisation technique, la 3ème édition a battu les précédentes dans la mobilisation des exposants. Ils sont venus nombreux et avec des produits de qualité. Et, quand bien même l'orientation était vers les produits forestiers non ligneux, nous avons connu une forte participation des acteurs. Il y avait suffisamment d'exposants et de produits de qualité, et le ministre de l'Environnement qui était le patron de la cérémonie, n'a pas manqué de le souligner.

Avez-vous pu chiffrer la participation des exposants ?

Pour ce qui concerne les exposants qui

étaient en compétition, ils étaient environ 85 et il faut compter 54 autres exposants, ce qui faisait un total de 139 participants. Mais, en réalité, ce chiffre a été largement dépassé, et nous nous sommes retrouvés avec quelque 200 exposants. Jusqu'au jour «J», nous avions des exposants qui arrivaient.

La saison agricole calamiteuse par endroits, n'a-t-elle pas affecté la qualité des produits ?

Je dirai, pas tant que cela. Non seulement, il y avait la section Karité et ses dérivés, les amandes, le beurre ; on avait du beurre très bien travaillé, du beurre sans odeur ; des pommades et tout ce qui est lié aux cosmétiques, etc ; les transformatrices sont parvenues à un niveau de technicité telle qu'aujourd'hui, elles peuvent, non seulement vous présenter du beurre de qualité, mais également compétitif. Au-delà, on avait les produits forestiers non ligneux ; toute une gamme de produits en lien avec la pharmacopée, des produits d'ornement. Ensuite, il y avait tout ce qui concerne les produits vivriers ; les produits maraîchers, avec de la pomme de terre à gogo, des bananes. Les céréales ; maïs, sorgho, etc. Tous les produits étaient représentés. Ainsi, quand bien même la saison a été dure et que nous n'avons pas eu les productions es-

de fonction et secrétaire (CRA) depuis 2007. Membres des Produits l'Est (JP/ASPH), il se première foire, les gens grammes y compris des avaient connu des tentatives ont échoué, ce ne sont pas les lait relever. Et, c'est pourquoi, nous n'avons pas hésité à était d'impliquer le maximum d'acteurs œuvrant dans le du développement rural. Sur cette base, tout le monde s'étant des acteurs essentiels. Notre avantage est que la Chambre régionale profession agricole : agriculteurs, éleveurs, exploitants forestiers, pêcheurs.»



Jean-Paul Thiombiano
Secrétaire général de la Chambre régionale d'agriculture



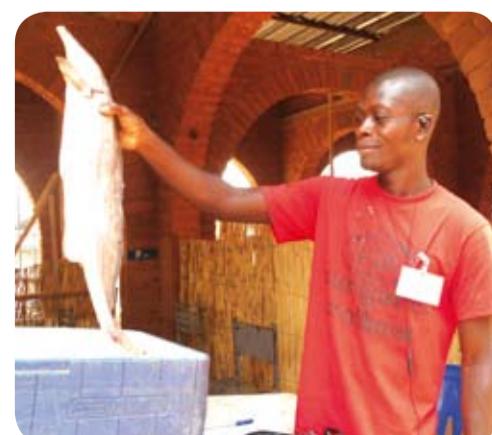
édition. D'autre part, au-delà de cette potentialité, autour du karité, il y a également l'inverse qui est en train de se produire : le parc à karité commence à connaître une certaine diminution, du fait de l'homme, de son utilisation de l'arbre. Il était donc important d'attirer l'attention des acteurs sur le fait que, si on n'y prend garde, ce karité sur lequel tout le monde s'agglutine, court un risque. Il se posera un problème de manque dans 10 à 20 ans, si d'ores et déjà des mesures ne sont pas prises pour la sauvegarde de l'arbre.

La menace serait-elle liée au problème de reproduction du karité ?

C'est là, en effet, toute la difficulté du karité. Le karité n'est pas comme les autres plantes qu'on retrouve dans les pépinières. Le karité ne donne son maximum qu'autour de 15 à 20 ans. Ceux qui ont expérimenté le karité dans les pépinières se retrouvent, après 5 ans, avec toujours un petit arbre de rien du tout. C'est un arbre dont la reproduction est particulièrement difficile. La recherche est là-dessus et elle a réussi à ramener le temps de séjour du karité dans les pépinières à 5 ans. Après ce délai, on peut transférer l'arbre sur la zone de reboisement. Malgré cela, ce qui est recommandé, c'est la régénération naturelle. Nous recommandons aux producteurs de les protéger et entretenir dès leur jeune âge dans les champs.

S'il a une si longue espérance de vie, qu'est-ce qui le menace tant dans les champs ?

Il y a qu'il est beaucoup prisé par la population pour son bois. Il donne le meilleur des charbons. Ainsi, tout autour du plateau mossi, le karité a été totalement décimé. A cause de la qualité de son bois et de son charbon, il y a un «génocide» de cet ar-



L'association FAUDEB était là avec ses spécialités à base de produits forestiers non ligneux

Vivez
les événements
avec
Les Echos du Sahel

bre. Mais on est vraiment en train d'attirer l'attention des uns et des autres parce qu'il ne faut pas tuer la poule aux œufs d'or.

Disposez-vous de références chiffrées sur l'importance économique du karité dans la région ?

Les statistiques, en lien avec le karité, montrent qu'au niveau national d'abord, le Burkina Faso dispose d'un parc végétal estimé à 195 000 arbres, soit un potentiel de production évalué à 780 000 tonnes d'amandes sèches. Le niveau de production en amandes et beurre représente la 3ème source de devises au plan national. Ce sont des statistiques de 2009-2010 et, même si aujourd'hui, l'or a pris de l'envol, le karité reste une référence. Il constitue une source de revenus particulièrement importante pour les femmes qui occupent une place stratégique dans certaines fonctions de la filière comme la collecte et la transformation. Les hommes occupent principalement les fonctions commerciales, même si, depuis peu, beaucoup s'investissent également dans la collecte des fruits et la production des amandes. Au niveau de la région de l'Est, la densité approximative du karité serait de 20 arbres par hectare. Ainsi, sur une superficie de 36 256 Km², soit 3 625 000 hectares, il y aurait donc approximativement 72 512 000 arbres de karité dans la seule région de l'Est. Et le potentiel de production de la région est estimé à environ 300 000 tonnes d'amandes. Au plan économique, il se dit que l'effectif total des ménages produisant des amandes de karité dans la région, s'élève à près de 52 000 selon la table de recensement des ménages. La production régionale d'amandes s'élèverait à environ 9 800 tonnes pour l'année 2005. Si on considère qu'en moyenne, 18% de la production nationale est destinée à l'exportation et que cette proportion est à peu près la même dans toutes les régions, la quantité d'amandes exportée venant de la région de l'Est serait d'environ 1 800 tonnes. Maintenant, il est bien beau d'égrener ces statistiques et potentialités mais, il ne faut pas oublier les alarmes.

Pouvez-vous être plus explicite ?

De l'analyse de la filière, il ressort qu'il y a un certain nombre de goulots d'étranglement qui sont essentiellement : l'absence quasi-totale de maîtrise de marché des amandes à l'exportation, du fait de l'éloignement du marché final et de la position dominante de quelques grandes compagnies internationales en aval de la filière export. Donc, une méconnaissance des caractéristiques



Le stand de Coris Bank, le sponsor officiel.

du marché et des normes de qualité. L'une des difficultés que nous avons au Burkina Faso, c'est au niveau des normes de qualité. Ce qui biaise un peu la compétitivité de nos produits. Ramené à la région de l'Est, c'est le même problème qui se pose. Il y a aussi la concurrence des autres matières grasses ; huile et margarine importées, et les autres produits manufacturés tels que les savons sur les marchés locaux. Alors qu'aujourd'hui, certains groupements ont atteint un niveau de technicité qui peut nous ôter le besoin d'aller vers certains produits d'importation. Evidemment, il y a la question de mentalité ; les gens croient que le meilleur est ce qui vient d'ailleurs. Un homme politique disait «produisons et consommons burkinabé !» Je crois que c'est un leitmotiv sur lequel il faut revenir. Ensuite, il y a le phénomène de la faible productivité et de la pénibilité du travail à différents stades de la filière : opérations de post-récolte et transformation. A ce niveau, il faut féliciter le ministère de l'Environnement et du Développement durable : aujourd'hui, il est mis au point des appareils, des machines qui peuvent aider les femmes en réduisant les efforts qu'elles produisent, notamment aux stades de la transformation. Le ministère est en train de vulgariser un certain nombre de technologies autour de la transformation du karité. Il y a également l'inquiétude sur la rareté grandissante de la ressource pour la femme rurale. Et puis la question organisationnelle : tant que les acteurs aux différents maillons ne s'organisent pas, ils ne peuvent pas aller vers une plus grande valeur de la vente de leurs produits. Ainsi, lors du forum des acteurs, Coris Bank, qui était le sponsor officiel, a donné son accord pour accompagner les acteurs, mais à la condition qu'ils soient mieux organisés.

Que gagne la CRA à organiser ces journées promotionnelles ?

Alors, qu'est-ce que les acteurs du monde rural gagnent en organisant ces journées ? Ces éditions permettent de révéler, à la face du monde, les potentialités dont regorge la région de l'Est, en termes de production végétale, animale, ressources halieutique, forestière, faunique. Ce sont vraiment des créneaux qui sont donnés aux acteurs pour montrer leurs produits afin qu'on sache effectivement ce que la région de l'Est offre dans les différents domaines. Deuxièmement, c'est une opportunité de marchés pour les acteurs. Ces journées mettent en relation, les producteurs et les transformateurs, mais aussi les commerçants, les exportateurs et les consommateurs. C'est un marché favorable aux échanges. Troisièmement, le forum que nous organisons en amont de ces journées, permet aux acteurs de se retrouver, de se regarder face à face et d'échanger autour de la problématique de leur filière. Vous avez d'un côté les acteurs directs de la filière ; producteurs, transformateurs et commerçants et, de l'autre, les acteurs indirects ; partenaires techniques et financiers, services techniques, qui sont là pour qu'ensemble ils arrivent à des solutions pour les problèmes de la filière. Cela permet, à court terme, une meilleure organisation de la filière et à long terme,

plus de compétitivité au plan national et pourquoi pas sous-régional. Si je prends par exemple la 2ème édition, qui portait sur la commercialisation du bétail, elle ne concernait pas uniquement les acteurs de la filière bétail de la région ; nous avions également invité les acteurs des pays voisins de la région de l'Est. Le Nigeria qui n'est pas un voisin direct était fortement représenté. C'est un grand pays de consommation de bétail. Le Bénin, le Niger, le Togo, tous étaient présents à cette tribune offerte aux acteurs de la filière pour traiter de leurs problèmes. A bout, il ya eu des contrats qui se sont établis entre les producteurs, les commerçants et les exportateurs que nous avons eu l'obligation de suivre au niveau de la Chambre afin de concrétiser les intentions et projets de contrats.

A l'organisation, il y a certainement un objectif d'impact et des dépenses en amont ; y'a-t-il un gain en aval ?

Il est vrai que certains partenaires nous avaient fait le reproche de ne voir aucun impact des foires que nous organisons et, ils étaient réticents à nous accompagner pour la 3ème édition. Nous nous sommes dits, ok ! puisque vous pensez qu'il n'y a aucun impact, nous allons organiser un forum autour justement de la problématique de l'organisation des foires au niveau de la région de l'Est. Ce forum a eu lieu à Mariani Juali, courant octobre-novembre 2011, avec la présence de tous les acteurs. Les questions étaient : faut-il continuer, oui ou non, d'organiser des foires dans la région de l'Est ? Qu'est-ce que les foires apportent comme avantage au niveau des acteurs ? Il est ressorti, des débats, que les foires ont un impact économique réel et visible chez les acteurs et qu'elles ont été délivrées à la Chambre pour continuer. Nous avons reçu beaucoup plus d'accompagnement de la part des partenaires mais, il a été recommandé de commencer à réfléchir sur la pérennité de ces foires. Ce n'est pas tous les jours que nous aurons des partenaires techniques et financiers prêts à mettre la main à la poche pour accompagner la Chambre.

Pour revenir à votre question, il faut dire que de la première à la présente édition, nous aurions été en difficulté, n'eût été l'accompagnement de nos partenaires, dont le Padab II, programme d'appui et de développement de l'agriculture au Burkina dans sa deuxième phase, notamment la composante DRD, pour plus de 80% du budget des foires. Cela veut dire qu'il faut suffisamment d'argent pour l'organisation. Mais il faut se dire que ces foires ne sont pas que des fêtes. Pour la 1ère édition, nous avons injecté près de 50 millions pour un chiffre d'affaires de 150 millions. A la 2ème édition, qui était sous-régionale, avec pour thème le bétail et les produits animaux, nous sommes allés à plus de 250 millions de chiffre d'affaires. Pour cette 3ème édition, la situation

n'est pas encore faite, mais nous pensons que le chiffre d'affaires sera vraiment très important.

Pour le transport des forains avec leurs produits et donc des camions à louer, la confection des stands, la publicité, la presse, etc, c'est pour tout ça qu'il faut vraiment disposer d'argent. Pour l'aire de la foire, même si nous avons procédé à quelques petites réparations, nous devons dire merci au maire de Fada et au comité de gestion du marché à bétail dont la contribution est de nous louer leur infrastructure.

Quels sont les critères qui déterminent le choix des lauréats ?

Il y a d'abord les grands critères : que votre produit fasse partie des filières à plan d'action. A savoir : Le poisson, le niébé, le karité et bétail-viande. Viennent ensuite les critères de qualité, d'homogénéité, de présentation, de conformation comme le gabarit et l'état sanitaire pour la filière bétail-viande.

Que nous proposerez-vous en 2014 lors de la 4ème édition ?

Disons que nous allons nous appuyer sur les insuffisances et les dysfonctionnements que nous avons pu observer lors de la 3ème édition, pour mieux organiser la 4ème. Nous devons mettre un accent particulier sur la mobilisation sociale. Nous allons engager bientôt la réflexion sur la pérennisation des Journées Promotionnelles des Produits Agro-Sylvo-Pastoraux et Halieutiques de la région de l'Est. Enfin, continuer de travailler à responsabiliser les acteurs eux-mêmes. Parce que, comme certains partenaires l'ont souligné dans leurs critiques, ils ont remarqué que la CRA prend totalement la foire en charge. Or, comme ils disent, voilà des gens qui viennent pour faire des affaires, vendre leurs produits ; vous les transportez, vous les logez et nourrissez et, ils font des affaires et repartent. Mais, que gagne la CRA ? Nous avons trouvé que la remarque était fondée et, cette année par exemple, nous n'avons pas pris en charge leur alimentation. Tu es venu pour faire des affaires, tu te prends en charge. Mais, outre le transport, nous leur avons trouvé des endroits où loger. Il était même question de ne pas prendre leur transport en charge mais, nous nous sommes dit qu'il ne faut pas sevrer brutalement les gens. Cela peut jouer sur leur participation. Mais, ils sont déjà sensibilisés pour les éditions à venir.



Le Gouverneur Bertin Somda a fait honneur aux lauréats

Qu'est-ce que le Karité ?



Le karité (*Vitellaria paradoxa*) est l'unique espèce connue du genre *Vitellaria* et de la famille des Sapotaceae. C'est un arbre poussant dans les savanes arborées de l'Afrique de l'Ouest (Mali, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Nigeria, Bénin, Sénégal) ainsi qu'au Cameroun, en République du Congo, RDC, Soudan et en Ouganda. La Côte d'Ivoire, le Mali et le Soudan sont les trois territoires africains produisant le meilleur karité, en raison de la constitution de leur sol. C'est un arbre considéré comme sacré et, à ce titre, les autochtones ne conçoivent ni de le couper, ni de le détruire de quelque manière que ce soit. L'espèce est sur la liste des espèces menacées de l'IUCN, principalement en raison des feux de brousse d'origine humaine.



Étymologie

Le nom «karité» signifie «arbre à beurre» en wolof. On l'appelle aussi «*si yiri*» (prononcer «*shi yiri*») en bambara, (d'où son nom anglais, «shea tree»). Au Bénin on l'appelle «*Tangue*» en Biali. L'arbre est mieux connu sous son ancien nom : *Butyrospermum parkii*, (*Butyrospermum* signifiant «graines de beurre» ; l'épithète «*parkii*» honorant Mungo Park, qui «découvert» l'arbre en explorant le Sénégal).

Description

Le karité peut atteindre une quinzaine de mètres de haut et le diamètre de son tronc peut faire plus d'un mètre. Il peut vivre de 2 à 3 siècles. Il faut attendre 15 ans pour qu'un arbre issu de semis donne ses premiers fruits. Le karité n'atteint l'âge adulte que vers 30 ans où, il pourra produire 20 kg de fruits, soit 5 kg d'amandes sèches pour obtenir moins d'1 kg de beurre de karité. L'arbre donne le maximum de fructification entre 50 et 100 ans, ce qui est un grand obstacle à sa culture. Le fruit, appelé également «karité», se présente sous la forme de grappes de fruits ovoïdes de couleur vert sombre à brun, mesurant entre quatre et huit centimètres de long. C'est une baie charnue, renfermant une, voire deux amandes dures (comparable à une graine d'avocat i.e. son noyau), d'une teinte blanchâtre entourée(s) d'une coque mince et de pulpe (55%). Chaque amande recèle une matière grasse pour environ la moitié de son poids. Les fruits de karité sont ramassés entre mi-juin et mi-septembre pour fabriquer le beurre de karité. Le

D'une foire à l'autre

1ère édition

Date : les 1er et 02 mars 2008, précédé le 29 février par le Forum des acteurs.

Thème : «Communalisation intégrale et développement à la base : état des lieux et perspectives pour les filières agro-sylvopastorales de la région de l'Est»

Repères

- 169 exposants, dont 140 individuels, 16 OPA, 10 ONG et 03 banques;
- Un chiffre d'affaires de plus de 24 500 000 FCfa selon les estimations à partir des chiffres d'évaluation ;
- 54 fournisseurs et 389 clients se sont concertés afin de nouer des relations d'affaires ;
- Pistes de relation d'affaires.

2ème édition

Date : les 3, 4, et 5 avril 2009, précédé le 02 avril par le Forum des acteurs.

Thème : «Commercialisation du bétail et des produits animaux dans la sous-région ouest-africaine : état des lieux et perspectives pour les acteurs de la région de l'Est du Burkina Faso.»

Repères

- Participation, au forum, de près de 150 acteurs de la région de l'Est et des environs, issus des différentes maillons de la filière bétail-viande ;
- Etablissement de relation d'affaires à la satisfaction de nombreux producteurs ;
- Négociation / signature de 84 contrats ;
- Réalisation d'un chiffre d'affaires de 68 060 400 FCfa par les exposants ;
- Présence d'importants partenaires du monde des finances et des affaires ;
- Participation de partenaires techniques et de développement.

L'importance de la tenue de ces journées promotionnelles n'étant plus à démontrer, au regard du fait qu'elle participe à la promotion des filières agro-sylvopastorales et halieutiques de la région, les acteurs des filières ont retenu de les organiser tous les deux (2) ans.

3ème édition

Date : les 5, 6, 7 avril 2012, précédé le 04 avril par le Forum des acteurs.

Thème «Valorisation du karité et de ses dérivés : état des lieux et perspectives pour les acteurs de la filière dans la région de l'Est».

Objectif général

L'objectif général de la troisième édition est, non seulement de révéler les potentialités, mais surtout de dynamiser la filière karité, en mettant sur le marché des produits répondant aux normes internationales.

bois de karité est utilisé pour la confection de divers objets dont le fameux bol des Dogons, le bandiagara. Le Nigeria est le premier producteur de karité, suivi du Mali et du Burkina Faso.

Utilisation

Dans les pays de l'Ouest de l'Afrique, le beurre de karité est utilisé pour l'alimentation, la santé et la beauté (soin de la peau et des cheveux contre les conditions climatiques), les rituels sacrés...

Lauréats des JP-ASPH 2012

LIBELLE	Nom et prénom ou Dénomination sociale	Village/Commune	Valeur du Prix	Observations
				Prix de l'excellence
Prix excellence filière Karité	GF Lagmtaabaa	Fada/secteur 5	1 000 000	2 charrettes 2 brouettes 2 pousse-pousse 2 grands fûts plastiques 1 charrette
Prix excellence Bétail viande/bœuf	KABORE NOSSE PHILIPPE	PAMA	550 000	5 sacs de tourteaux 4 blocs de pierre à lécher 1 charrette
Prix excellence Bétail viande/ovin	GVH-DILABOUYA	Bogandé	550 000	5 sacs de tourteaux 4 blocs de pierre à lécher "1 charre CH9
Prix excellence filière Niébé/semence	TANKOANO Diane	Gourma	400 000	2 brouettes Un appareil de traitement 2 paires de bottes"
Prix excellence filière Niébé/production	IDANI Adamou	Koaré/fada	400 000	1 charre CH9 2 brouettes Un appareil de traitement 2 paires de bottes"
Prix excellence filière Sésame/production	LANKOANDE Arouna	NIENDOUGA	400 000	2 brouettes Un appareil de traitement 2 paires de bottes"
Prix excellence filière Sésame/Semence	KANTAGBA Maïmouna	Gayéri	400 000	2 brouettes Un appareil de traitement 2 paires de bottes"
Prix excellence filière poisson	DAGARBA Oumou	Kompienbiga /Pama	300 000	1 charrette
Prix de l'innovation / créativité				
1 ^{er} Prix de l'innovation / créativité Karité	AFAUDEB	Fada secteur 11	300 000	1 brouette 1 pousse-pousse 2 fûts 2 marmites 1 brouette
2 ^{me} Prix de l'innovation / créativité Karité	Kari-Force	Fada secteur 7	300 000	1 pousse-pousse 2 fûts 2 marmites
Prix de l'innovation / créativité Bétail viande	KOROGO Assimi	Natiaboni	300 000	1 brouette 1 pousse-pousse 9 sacs aliment bétail
Prix de l'innovation / créativité Niébé	IDANI Adamou	Koaré	300 000	1 brouette 1 pousse-pousse 1 fût 1 appareil de traitement
Prix meilleurs Groupements				
1 ^{er} Prix meilleur groupement filière Karité	Groupement Féminin Yemboado	Fada secteur 7	300 000	1 charrette
2 ^{me} Prix meilleur groupement filière Karité	Groupement Banhanla	Diapaga secteur 5	300 000	1 charrette
Prix meilleur groupement filière Bétail-viande	Union Provinciale des Eleveurs de la Komondjari	Gayéri	300 000	1 charrette
Prix meilleur groupement filière	Groupement Benkadi de Kompienbiga	Kompienbiga / Pama	300 000	1 charrette
Prix Individuels				
Prix individuel (Sésame)	KERE Moïse	Kpadjari / Pama	100 000	Une brouette
Prix individuel (Niébé)	Mme MADIEGA/GUIBOUGOU Martine	Bogandé	100 000	Une brouette
Prix individuel	YONABA Issaka	Diabo	100 000	Une brouette
Prix individuel (Bétail-viande)	EI Hadj LIDO Mamoudou	Matiacoali	100 000	Une brouette
Prix individuel (Bétail-viande)	LANKOANDE Kiankiaou	Bogandé	100 000	Une brouette
Prix individuel (Bétail-viande)	KORG O Madi	Natiaboni	100 000	Une brouette
Prix individuel (Bétail-viande)	KIMA Abdou	Kompienbiga / Pama	100 000	Une brouette
Prix individuel (Bétail-viande)	OUOBA Wallyiougou	Naké / Gayéri	100 000	Une brouette
Prix individuel (Karité)	ONADJA Emmanuel	Bogandé secteur 1	100 000	Une brouette
Prix individuel (Karité)	OUOBA Larba	Bilanga	100 000	Une brouette
Prix individuel (Karité)	YANABA Assana	Pama	100 000	Une brouette
Prix individuel (Karité)	DAHANI Lamoudi	Pama	100 000	Une brouette
Prix d'encouragement				
Prix d'encouragement (BV)	DIAPA Alidou	Pama	80 000	Une brouette
Prix d'encouragement (BV)	THIOMBIAO Madelaine	Kompienga	80 000	Une brouette
Prix d'encouragement (BV)	KOULABIGA Diadari	Matiacoali	80 000	Une brouette
Prix d'encouragement (Karité)	Union communale des PFNL	Diapangou	80 000	Une brouette
Prix d'encouragement (Karité)	Groupement Cuonike-lhani	Bassiéri/Gayér	80 000	Une brouette
Prix d'encouragement (Karité)	Groupement Boyaba-Todima	Bogandé secteur 3	80 000	Une brouette
Prix d'encouragement (Sésame)	THIOMBIAO Clémentine	Fada	80 000	Une brouette
Prix d'encouragement (Niébé)	OUEDRAOGO Jérémie	Bilanga	80 000	Une brouette
Prix d'encouragement (Karité)	Groupement Lanhambi	Haba / Baribougou	80 000	Une brouette
Prix d'encouragement (BV)	BORE Mathieu	Fada	80 000	Une brouette
Prix d'encouragement (Poisson)	OUEDRAOGO Assana	Bogandé	80 000	-
Prix d'encouragement spéciaux				
Prix d'encouragement spécial	OUOBA Pagou	Namounou	150 000	
Prix d'encouragement spécial	BOURGOU Lamoussa	Pama	1 vélo	Prix en nature
Prix d'encouragement spécial	OUOBA Alima	Pama	1 vélo	Prix en nature

Dans les pays occidentaux, le karité bio est surtout utilisé dans les produits cosmétiques pour ses vertus revitalisantes et hydratantes.



Amandes de karité



Le génie constructeur était également présent à cette 3ème édition des JP/ASPH

Trop d'enfants ou peu de salles de classe ?

Il est plus facile de faire des enfants que de créer des écoles.

Trop d'enfants ou peu de salles de classe ? Telle était l'équation de cette année scolaire 2011-2012 et, certainement de celle à venir. La rentrée scolaire a révélé que l'industrie de la natalité roule plein gaz alors même que le circuit d'écoulement est étroit, très étroit. Nos écoles sont bondées et plus besoin de visiter une école de village pour découvrir des paillettes. A Fada ville même, on compte des classes sous paillettes. Faudrait-il prochainement, engager un plaidoyer pour une opération «50 naissances, 1 salle de classe» ?

Comment peut-on présenter la CEB Fada 1 ?

La circonscription d'éducation de base (Ceb) de Fada 1 regroupe 32 écoles de la commune urbaine. Des écoles situées en ville, parmi lesquelles 24 écoles publiques dont deux (2) écoles non formelles dites satellites, celle de Gomorré et le centre d'éducation de base du secteur 8 et, enfin, 8 écoles du privé. Pour l'année scolaire 2010-2011 nous avions un effectif de 11.815 élèves avec une parité presque complète de 1/1 puisqu'il ya une certaine tendance à l'équilibre des effectifs au niveau des deux sexes. Au niveau du personnel, un effectif assez large avec 219 enseignants pour le public et 23 pour le privé.

Est-il vrai que la Ceb a connu beaucoup de difficultés cette rentrée 2011-2012, avec les effectifs ?

La Ceb a connu beaucoup de difficultés. La première est d'ordre intra structurelle, parce que nous n'arrivons pas à faire face à la demande. L'offre éducative actuelle n'arrive pas à suivre la croissance exponentielle que nous imprime la démographie galopante au niveau de la commune et, nous sommes contraints d'ouvrir beaucoup de classes «sous paillettes». Cette rentrée scolaire 2011-2012, nous allons vers un nombre de plus d'une soixantaine de salles de classes «sous paillettes», avec son corollaire logique de problème d'insuffisance de mobilier. Il faut équiper ces paillettes en tables-bancs et ce n'est pas toujours évident. Pour cette année, nous sommes à la recherche de près de 1.150 tables-bancs.

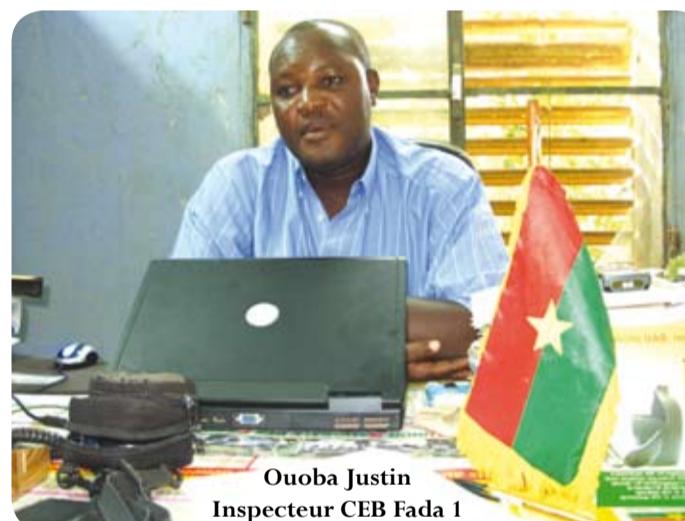
Il ya d'autre part, la grande faiblesse de la mobilisation sociale qui devait accompagner l'éducation. Il est difficile de trouver



À la rentrée 2011-2012, la ville de Fada, comptait jusqu'à 65 salles de classe sous paillettes : «Bahama, secteur 1A, secteur 1B, les écoles Tikonti, (...). Sarbangou "C" se présentait même entièrement sous paillettes». C'est vous dire, le «sous paillettes» n'est plus l'apanage des écoles de village. Ouoba Justin, l'inspecteur de la Ceb-Fada 1 se disait que «dans l'esprit de la décentralisation, le transfert des ressources devait donner plus de marge de manœuvre, aider les communes à répondre aux problèmes que nous vivons au quotidien».

Les classes manquent donc à Fada et les inspections sont pratiquement à la même enseigne. Pour ce qui est de l'Inspection Fada 1, ce n'est pas la paillette mais, ce n'est pas, non plus un endroit qui inspire au travail. Logique. Comment attendre d'une mairie incapable de donner un toit convenable aux enfants pour leur instruction, que les inspections soient mieux logées ? N'évoquez surtout pas la question des moyens de déplacement pour des agents appelés à aller vers les écoles ni de la logistique de bureau...

La Ceb-Fada 1 ? Un vrai bazar d'antiquaire. Il n'y a pas que le bâtiment qui soit antique, le mobilier également est une antiquité et, à force, l'atmosphère y est terne comme est morne l'environnement. Le cadre est si rustique que des abeilles l'on pris pour ruche depuis belle lurette. Bref, une ville comme Fada mérite mieux. La mairie peut et doit mieux loger les encadreurs pour espérer sortir maîtres et élèves de sous les paillettes. La Ceb-Fada 1, est un service oublié dans une bâtisse précoloniale apparemment réfractaire à toute réhabilitation. Conséquence, à la Ceb-Fada 1, on ne cohabite pas uniquement avec la précarité, on a des abeilles comme co-catastaires. Il ne manque que les combinaisons pour convertir nos inspecteurs et conseillers pédagogiques en apiculteurs. Soyons sérieux ! Comment peut-on prétendre à un encadrement pédagogique de qualité dans un tel contexte ? Tour d'inspection avec Ouoba Justin, l'inspecteur de la Ceb-Fada 1.



Ouoba Justin
Inspecteur CEB Fada 1

une école avec une association de parents d'élèves, une APE ou un Coges (comité de gestion) assez dynamique pour répondre de façon adéquate aux difficultés que vivent les écoles. La Ceb ploie donc mais ne rompt pas heureusement : elle arrive à tirer ses marrons du feu et a réalisé en fin d'année passée un taux de succès aux examens de 72,8% au CEP (certificat d'études primaire) et au-delà de 40% à l'entrée en classe de sixième.

Ceux qui parlent de baisse du niveau de l'enseignement ont donc tout faux ?

Je ne peux pas avoir le même regard que le profane en matière de niveau de l'enseignement. Je ne dirai pas que nous nous enfonçons. Je dirai plutôt qu'il y a un certain nombre de difficultés que notre système rencontre. Le système a besoin d'une réforme en profondeur. Nous pensons que c'est essentiellement pour cela que la réforme du système, qui est en cours, prend en compte un certain nombre d'éléments pour former des Burkinabés, comme on le

dit dans notre finalité, «des citoyens responsables, productifs et créatifs». Et cela ne se fera qu'avec l'apport de l'ensemble de la communauté. Par rapport à quoi on compare notre système ? On doit juger le système par rapport aux éléments actuels. De quoi notre société a aujourd'hui besoin pour son devenir ? Le système éducatif doit revoir sa copie pour répondre à

cette aspiration de citoyens actifs et productifs. Il ne s'agit plus de produire des gens qui savent lire et écrire, des gens qui font de belles dictées, très forts dans la rhétorique. Il s'agit de produire des hommes et des femmes aptes, productifs, qui s'insèrent harmonieusement dans le tissu économique et social. C'est pour cela que nous avons demandé une révision technique, que nous quittions la P.P.O, la méthode par objectif pour aller à l'A.P.C qui est l'approche par les compétences. Valoriser les compétences, parce que le cognitif a montré ses limites. Aller vers les aptitudes, le savoir-faire. Baisse de niveau ? Nous pensons qu'il faut une certaine adéquation entre les programmes d'enseignement et la réalité du terrain.

La surpopulation des classes est-elle due à la consigne contre le redoublement des élèves ?

Il y a un texte qui donne des orientations en matière de redoublement. A savoir que dans le cycle premier, 1/1 (CP1, CE1 et CM1), il n'est pas autorisé de faire redou-

bler un élève. En revanche, dans le cycle 2/2 (CP2, CE2, CM2), le redoublement est possible mais, pas au-delà de 10% de l'effectif total de la classe. On estime que le 2/2 est le prolongement du niveau 1/1 et que les difficultés du CP1 peuvent être résorbées au niveau du CP2 et ainsi de suite. Dire alors que les classes sont bondées en raison de l'application de cette mesure, c'est un peu perdre de vue le phénomène de la démographie galopante d'une part, et d'autre part l'inertie et incapacité de la communauté éducative à accompagner la demande par des infrastructures et un mobilier adéquats. Nous avons par exemple aujourd'hui, besoin de 10 écoles de 6 classes pour décongestionner la ville de Fada. Si on avait cela, vous verrez que dans certaines classes, on aurait des effectifs compris entre 30 et 50 élèves. Et la norme est de 30 à 60 élèves maximum par classe. Avec cet effectif, un enseignant peu donner son meilleur rendement. Mais, nous rencontrons aujourd'hui, des classes où les effectifs sont de l'ordre de 110 élèves et, avec l'insuffisance de tables-bancs, les enfants sont en promiscuité et, pour un devoir, il faut scinder la classe en deux et, cela prend énormément de temps. Pour un devoir de 30 mn, il faut 1h 30 mn, parce qu'il faut scinder la classe, organiser les enfants, leur remettre les cahiers, donner la consigne ; ils finissent ensuite ils se mettent dehors, on fait entrer la seconde vague pour le même rituel ... On perd du temps et, donc, en efficacité. L'enseignant est obligé de se surpasser. Il faut reconnaître que les effectifs constituent une véritable difficulté dans nos écoles.

De l'inspection, l'opinion retient surtout que l'enseignant «a peur» de l'inspecteur. En quoi consiste le rôle de votre service ?

Il faut dire que parmi les missions de l'inspecteur figurent l'appui conseil, le suivi et le contrôle des enseignants, en plus de la formation et du recyclage. C'est le contrôle qui effraie les gens. L'inspecteur effectue les visites d'écoles, essentiellement une visite administrative qui consiste à passer en revue l'ensemble des pièces administratives et le contrôle de la régularité dans la tenue de ces documents. Effectivement, c'est à ce niveau que l'inspecteur peut constater les absences répétées ou les lacunes dans l'exercice professionnel. Ce qui effraie, je crois, est qu'il nous est permis d'effectuer des sorties inopinées, sur demande d'un directeur d'école ou en conséquence de constats que nous avons faits lors d'une visite régulière. Mais, il faut dire que la nouvelle génération d'encadreurs n'est plus là pour jouer au gendarme et pour sévir. Non, notre mission première, c'est l'accompagnement, apporter ce qu'il faut à l'enseignant qui a des difficultés, afin qu'il puisse s'améliorer en classe et donner le meilleur de lui-même. Je ne pense pas que l'attitude autoritaire soit la plus productive, c'est plutôt l'effort librement consenti.

Nos enseignants sont des gens assez responsables, sont conscients de leurs devoirs et se donnent pleinement. Nous les félicitons car, sans leur engagement, nous ne parviendrions pas aux résultats jusqu'ici enregistrés.

Qu'en est-il des moyens de fonctionnement, étant entendu, entre autres, que pour bien faire leur travail, les inspecteurs doivent beaucoup se déplacer ?

C'est un sujet sensible, difficile à évoquer. Les dotations en moyens logistiques sont assez rares. Nos motos ne sont pas toujours en bon état, c'est des pannes à n'en pas finir. Des motos amorties, pour plagier les comptables. On essaye de faire avec, comme dans l'enseignement on ne finit pas de se sacrifier. Nos locaux ? C'est comme vous voyez, une bâtie précoloniale, colonisée par des essaims d'abeilles logés dans les plafonds. Nous nous sentons un peu délaissé. On se dit pourtant que, l'éducation est prioritaire à tout. Un pays pauvre comme le nôtre ne peut avoir d'autre priorité. Nous sommes les parents pauvres.

En tant que «contrôleur» de l'exécution de la transmission du savoir, participez-vous ou pour le moins êtes-vous consulté lors de l'élaboration des programmes académiques, y compris pour les écoles de formation d'enseignants ?

Je ne dirai pas que nous ne sommes pas associés mais, cela dépend du niveau de cette association. Il ya un certain niveau où, on est obligé de nous associer et, un autre où, on ne peut pas l'être. Toute éducation est éminemment politique. C'est le politique qui décline sa feuille de route, que les législateurs entérinent, avant que les techniciens interviennent à un autre échelon, et que nous soyons invités pour la valida-

tion et l'appropriation des différents documents et manuels.

Il n'existe pas de cadre permettant la remontée de vos observations sur le terrain ?

Il nous arrive de faire des recommandations et, notamment pour les Enep, par exemple, nous avons relevé pas mal d'insuffisances dans les modules et, nous avons fait remonter notre inquiétude afin

qu'il y ait des corrections. Au niveau de l'encadrement des stages pratiques, nous ne sommes pas associés dans le choix des écoles d'application, alors que nous pourrions améliorer certaines choses à ce niveau. Nous faisons donc remonter des suggestions mais, évidemment, leur prise en compte nous échappe.

INTERVIEW RÉALISÉE PAR PHILIBERT YENTANGOU



Jeunesse Etudiante Catholique, une mission, plusieurs objectifs

PAR MISSOM KOAMA

Introduite à Fada N'gourma, en 1962, par le Collège d'enseignement général, actuel lycée Diaba Lombo, la Jeunesse Etudiante Catholique «JEC», au fil du temps, s'est implantée dans le reste de la région. Après un demi-siècle de formation de jeunes scolaires, dans divers domaines, le résultat est jugé satisfaisant. Malgré les difficultés, la JEC a fait son chemin et a grandi. Cette persévérance a fait d'elle un



Accompagner la JEC, une fierté pour l'aumônier des jeunes l'abbé Jean-Louis Tindano

créneau idéal de formation. Les résultats obtenus sont en même temps des témoignages, d'où la satisfaction de l'abbé Jean-Louis Tindano. Selon l'aumônier des jeunes, la JEC du diocèse de Fada, en 50 ans de vie, a réalisé plusieurs actions et activités au profit des jécistes eux-mêmes, à l'église et, partant, à la société toute entière. Parmi ces actions, figure en bonne place, la formation des militants sur la vie chrétienne, à travers des modules de formation, mais également l'entraînement à une vie spirituelle. Outre cet enseignement spirituel, la JEC est restée soucieuse de la vie en société. Raison pour laquelle, elle a investi dans l'épanouissement humain, surtout juvénile, à travers des thèmes comme: la culture de l'excellence, indispensable pour tout succès ; comment réussir une bonne collaboration avec les autres ; le Sida, un problème de santé publique ; comment réussir dans sa vie d'élève... Ces séances de formation ont pour but d'inculquer aux jeunes un esprit compétitif et de les aguerrir contre les difficultés de la vie sociale et de les préparer pour une vie professionnelle épanouie. Nombre de personnalités, aujourd'hui de bonne renommée, sont passées par la JEC et cela constitue un acquis pour la société et un encouragement pour la JEC actuelle.

Histoire de la JEC au Gulmu



Elle s'implante d'abord au CEG de Fada, actuel lycée Diaba Lombo, en 1962. Par la suite, elle gagne le Centre de formation professionnelle de Fada. De 1962 à 1977, les archives sont peu loquaces sur la vie de la JEC. On retiendra néanmoins que, malgré les difficultés, la JEC comptait 92 militants dont 42 dynamiques. Il faut attendre 1978 pour voir la JEC atteindre Dori et Diapaga.

Les obstacles sont nombreux mais, il y a un idéal pour la jeunesse et le mouvement fait mieux que résister. A force d'actions qui mobilisent, la JEC touche Bogandé et Tambaga qui ouvrent leur section respectivement en 1986 et en 1988. Cette même année, le diocèse de Fada est retenu pour abriter les sessions annuelles des Assises nationales et du Conseil national. Cette distinction est une reconnaissance des progrès de la JEC du diocèse. Le nombre de ses jécistes ayant considérablement augmenté, passant de 92 à 300 militants. C'était surtout une tribune pour un hommage aux femmes et aux hommes qui, sans relâche, ont travaillé pour que l'implantation de la JEC devienne une réalité. La liste de ces encadreurs de la JEC est longue mais, on peut citer quelques aumôniers, sœurs et conseillers techniques tels le père Georges Arnoux, feu l'abbé Gérard Zoetyenga, l'abbé Jean Claude Fannien, feu l'abbé Félix Karsoma, les sœurs Louigin et Françoise, les laïcs François Xavier Ilboudo, Martin Sebgo, Joseph Kaboré... Ces 25 dernières années, la JEC a confirmé son assise en s'installant dans la plupart des communes de la région. Dans ce registre on peut citer Kantchari (1989), Piéla (1991), Gorom-Gorom (1992), Pama (1995), Diabo (1996), Loagoubou (1996), Coalla (1997). Au recensement de 1998, le diocèse comptait déjà environ 527 militants.

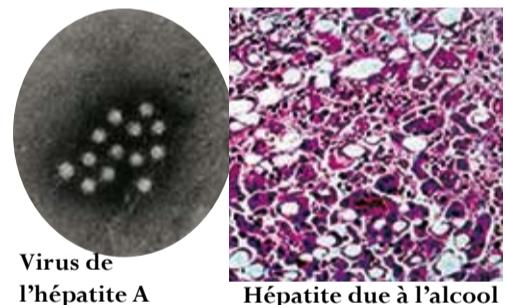


Paul Bertrand Ouédraogo, l'actuel président de la JEC.



50 ans de JEC au Gulmu, ça se danse !

L'hépatite ou les hépatites ?
 Beaucoup en parlent. Très peu savent vraiment à quoi s'en tenir. Le mal a connu de la notoriété avec l'apparition du Sida. Mais, comme le Palu au couteau encore plus assassin que le Sida par ici, elle ou elles ont toujours été là. Toujours perverses, sournoises, morbides et mortelles. L'hépatite ou les hépatites ? Pour en savoir un peu plus, dans le contexte qui est le nôtre, celui de la région de l'Est, nous avons la contribution d'un spécialiste du Centre hospitalier régional. Le Docteur Yerbanga Daniel. Il nous apprend que l'hépatite « désigne toute inflammation aiguë ou chronique du foie ». Qu'on en parle effectivement au pluriel et que les formes les plus connues sont « les formes virales » notées de A à G et alcoolique. Ils nous apprend même que « l'hépatite peut aussi être due à certains médicaments », un trouble du système immunitaire de l'organisme. L'hépatite qui évolue en cirrhose ou en cancer, celle qui peut mener à la destruction du foie et, sauf transplantation hépatique, à la mort. Mais encore et surtout, en nous informant sur le mal, le Dr Yerbanga fait de la prévention, et c'est bien cela le but final de la rubrique « Notre Santé ». Savoir, le premier pas vers la santé.



Qu'est ce que l'hépatite ?

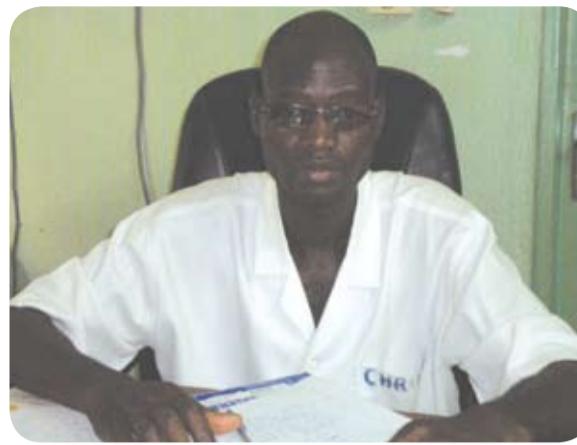
L'hépatite est une pathologie du foie, la plus en plus rencontrée dans nos pratiques quotidiennes. Dans notre structure, La majorité des sujets jeunes consultant pour un problème du foie sont diagnostiqués atteints d'une maladie du foie pouvant être aigüe ou déjà chronique, avec ou sans complications. On définit l'hépatite comme un état inflammatoire du foie, pouvant être diagnostiquée dans sa phase aigüe ou chronique.

Quelle est son étiologie (ensemble des causes) ?

L'inflammation du foie peut être d'étiologies diverses

- L'hépatite alcoolique : consommation excessive et chronique d'alcool.
- L'hépatite médicamenteuse ou toxique : effets délétères de certains médicaments ou toxiques sur le foie. En effet, le foie est un organe jouant un rôle important dans le métabolisme des médicaments. Cer-

Une hépatite ou des hépatites ?



Dr Yerbanga Daniel
Chef de service des Urgences médico-chirurgicales
CHR/Fada N'Gourma

tains métabolites toxiques résultant de ce processus altèrent la fonction hépatique (paracétamol consommé à forte dose).

- L'hépatite réactionnelle non spécifique : due à certains agents infectieux non spécifiques du foie (virus, bactéries, parasites) et se manifestant sous forme discrète et réversible après contrôle de ladite infection.

• L'hépatite virale : c'est la forme la plus rencontrée dans nos pratiques. Plusieurs types de virus sont responsables.

- **Hépatite virale A** : due au virus de l'hépatite A (HVA), touchant la quasi-totalité des enfants de moins de 10 ans et, pratiquement, toute la population en est exposée en Afrique. Cependant, elle est asymptomatique chez près de 90% des enfants de moins de 5 ans mais, ne présente pas de forme chronique et ne prédispose pas au cancer du foie. La transmission est par voie féco-orale (ingestion d'eau ou d'aliment souillés par les selles contaminées).

- **Hépatite virale B** : due au virus de l'hépatite B (HVB). C'est la forme la plus responsable d'hépatite aigüe évoluant vers la chronicité et prédisposant au cancer hépatique. On estime à environ 100 millions, le nombre de cirrhose hépatique due au virus H.B, occasionnant environ 2 millions de décès/an par cirrhose ou cancer. Elle sévit sous forme endémique en Afrique (au Sud du Sahara). La transmission se fait par :

- Voie sanguine : toxicomanie (intraveineuse), tatouages, piercing, acupuncture, transmission materno-foetale ;
- Voie sexuelle : sperme, sécrétions vaginales, salives, (homosexuels, travailleurs du sexe, multi-partenaires sexuels).
- Objets tels que : brosse à dents, objets de toilette utilisés en commun.

- **Hépatite virale C** : due au virus de l'hépatite C (VHC) dont 3 génotypes sont responsables de la forme chronique. Elle évolue à bas bruit et est souvent découverte dans sa phase chronique, avec des complications (cirrhose ou cancer hépatique) du fait qu'elle est asymptomatique dans 95% des cas. La transmission est quasi-identique à celle de l'hépatite B.

- **Hépatite virale D, E, G, TT** : sont aussi d'autres formes mais, moins rencontrées. Elles se transmettent aussi par voie san-guine et sexuelle ; sauf le virus E qui se transmet par voie féco-orale.

Quels sont les signes d'une hépatite virale ?

Les signes sont polymorphes, mais certains orientent le diagnostic :

Signes généraux

- Asthénie ; anorexie ; allergies diffuses ; amaigrissement ...
- Fébricule ; nausées-vomissement ; arthralgie (douleurs aux articulations). Puis s'installe à la phase icterique.
- Un ictere des muqueuses et des téguments ;
- Coloration jaune des urines, décoloration des selles parfois

Signes physiques

- Hépatomégalie : augmentation du volume du foie, sensible à la palpation, de consistance ferme, à surface lisse. Non traitée à ce stade, elle peut évoluer vers la chronicité en quelques années, donnant une hépatite chronique, puis une cirrhose du foie qui est une destruction quasi-totale des cellules hépatiques (hépatocytes) réalisant un tableau fait de :
 - Signes de l'hépatite aigue : ictere + signes généraux ; altération de l'état général (cachexie)
 - Hépatomégalie sensible à la palpation ;
 - Une ascite (épanchement liquide dans la cavité péritonéale réalisant un gros ventre) ;
 - Des œdèmes au niveau des pieds, mous, gardant l'empreinte du doigt à la pression;
 - Des troubles de la coagulation : hémorragie ++ ;
 - Des troubles de la conscience parfois (encéphalopathie hépatique) ;
- L'évolution peut se faire vers le cancer du foie et la mort en quelques mois.

Pourquoi on n'en parle pas comme pour le VIH ?

Au contraire, l'hépatite virale est une infection aussi préoccupante que le VIH, elle est même systématiquement recherchée chez un patient ayant une sérologie positive au VIH, car comme nous venons de le voir, les voies de transmissions de ces pathologies sont superposables.

Comment traiter l'hépatite virale ?

Le traitement de l'hépatite virale est médical (symptomatique et étiologique). Des mesures hygiéno-diététiques et comportementales sont indispensables pour limiter l'évolution de la maladie et rompre la chaîne de transmission.

• Mesures hygiéno-diététiques

- Régime alimentaire normal ;
- Riche en glucide pendant la phase d'anorexie ;
- Eviction des toxiques : alcool ; tabac ;
- Eviction des médicaments hépatotoxiques : paracétamol

• Mesure comportementale

- Rapports sexuels protégés, avec un seul partenaire ;
- Eviction des baisers (contamination par la salive) ;
- Eviction des objets de toilette partagés (brosse à dents, rasoir, etc.)

PAR LE DR YERBANGA DANIEL

• Médicament

A la phase aigüe, l'Interféron alpha 2b, débuté dans les deux (2) mois après la contamination et prise pendant 3 - 6 mois, permet souvent d'inactiver la réPLICATION virale et de bloquer l'évolution vers la forme chronique. On peut aussi faire recours aux antirétroviraux tels que l'Adefovir, Lamivudine, etc.

Comment prévenir cette infection ?

En matière d'hépatite virale, tout comme l'infection au VIH, la prévention reste toujours le moyen efficace pour lutter contre ces pathologies. Prévenir ces infections virales repose sur leur mode de contamination :

- Avoir toujours des rapports sexuels protégés.
- Eviter les rapports sexuels avec des partenaires multiples.
- Eviter les contacts (bouche) et des pratiques sexuelles bizarres.
- Faire régulièrement sa sérologie hépatique virale.
- Connaitre sa sérologie et celle du conjoint(e) avant le mariage ; dépistage systématique en prénatal.
- Proscrire les pratiques telles que le piercing, l'acupuncture, le tatouage, la toxicomanie par injection intraveineuse (Iv), etc.
- Proscrire le partage des objets de toilette, etc.
- Pratiquer correctement les mesures de prévention des infections dans les structures de santé.
- Vaccination +++

Groupe à risque hépatite virale

- Personnel de santé.
- Personnel de laboratoire médical.
- Travailleurs du sexe.
- Toxicomen/injection intraveineuse.
- Sujets infectés par le VIH.

Comment reconnaît-on la maladie ?

Le diagnostic est basé sur les signes cliniques précédemment cités. La confirmation se fait par un examen de sang, à la recherche des particules ou des stigmates sériques du virus.

On peut rechercher :

- Antigènes de l'hépatite virale.
- Anticorps dirigés contre les antigènes de l'hépatite virale ; ceci sera complété par les examens biologiques appréciant la fonction hépatique :

• Dosages des transaminases ;

• Aspartate aminotransfase (ASAT)

• Alanine aminotransfase (ALAT)

• Dosages de la bilirubine totale et conjuguée ;

• Dosages des marqueurs tumoraux : alphafoetoprotéine ;

• Dosage des facteurs de coagulation : taux de prothrombine, fibrinogène, etc.

DOCTEUR YERBANGA DANIEL
YERBANGADANIEL@YAHOO.FR

Les dangers du Net

Sur Internet circulent trop de choses, des bonnes et des mauvaises, des vraies et des fausses nouvelles, des informations à prendre souvent avec des pinces ou, pour le moins, à bien considérer suivant leur contexte. Face à la diffusion, par voie Internet, d'une liste de médicaments contre le paludisme, retirés du marché dans l'Union européenne, au motif qu'ils sont à l'origine d'insuffisance rénale mortelle,

L'avis de Dr Tompoudi Thierry, pharmacien, directeur de la Cameg.

«le risque est très réduit, voire nul»

Quand les gens ne sont pas avertis sur ce genre d'information mis en circulation, c'est inquiétant», réprouve le Dr Tompoudi Thierry, pharmacien. Disons-le, ça pose problème. Un problème de sécurité lié à la santé. Une information dont la dangerosité interpelle le pharmacien. Le Dr Tompoudi a accepté de quitter le langage ésotérique de la médecine, pour un parler plus commun, terre à terre, afin de lever toute équivoque. Ainsi, explique-t-il, «quand on dit, Camoquin, 200mg comprimé (amodiaquine) B/9 Pfizer ; ça correspond à un médicament. Et le principe actif est différent du médicament. Ce principe actif est la partie active du médicament, la substance qui agit. Donc, quand on prend l'amodiaquine, mille laboratoires peuvent la prendre pour fabriquer un médicament. C'est comme si on donnait de la farine de mil à 100 femmes dans les différentes régions du Burkina pour préparer du tô. Chaque région à sa spécificité et, parfois même, certaines femmes ont leur manière à elles de préparer le tô. Il y a celles qui mettent de l'huile, d'autres du tamarin, etc. On aboutit à plusieurs types de tô mais, tous à base de farine de mil. La farine de mil est, pour un pharmacien, la substance de base, celle qui agit et qu'on appelle le principe actif. Ce principe actif, en lui-même, peut ne pas être mauvais mais, ce sont les ingrédients, qu'on appelle excipients en pharmacie, qui font la différence. Ainsi, les différents tô à base de mil, mais préparés avec des ingrédients différents, sont du tô de mil mais pas les mêmes tô. Chaque tô est un produit final à base de mil mais chaque tô reste différent de l'autre. Si bien que lorsqu'on me dit qu'un médicament est à l'origine de problème de santé, ce n'est pas le principe actif qui est en cause ; autrement dit, ce n'est pas la farine de mil qui sera à l'origine du mauvais goût d'un tô. C'est peut-être le tô de telle région qui pose problème à cause des ingrédients utilisés pour sa préparation. Ainsi, l'amodiaquine est vendue chez nous, mais il ne s'agit pas de l'amodiaquine fabriqué par le laboratoire Pfizer. Donc, si Camoquin (l'amodiaquine) de Pfizer pose problème, cela ne veut pas dire que l'amodiaquine vendue partout à des problèmes. Par ailleurs, tous les produits de ce-



tte liste sont des spécialités. Le générique et la spécialité ont le même principe actif, soignent le même mal, mais n'ont pas la même démarche de fabrication. Les génériques sont appelés par leur nom générique. Par exemple l'Arinate est le nom de spécialité de l'Artésunate. En spécialité, le fabricant donne le nom qu'il veut. Ainsi, l'Efferalgan veut dire que c'est un médicament qui a des «effets» «anti» «algie (douleur)». C'est un sobriquet que le fabricant a choisi pour son médicament, mais le principe actif est le Paracétamol. C'est pourquoi tout médecin doit normalement prescrire son ordonnance avec le nom du générique. En prescrivant avec le nom de spécialités, c'est comme s'il faisait la publicité d'un fabricant. Pour conclure, il se peut que tous les produits de cette liste posent problème, mais c'est pour ceux qui consomment les produits de ces fabricants. Ce n'est pas le principe actif de leurs médicaments qui est en cause mais les ingrédients qu'ils utilisent pour leurs produits finis. Ainsi, l'Amiodiaquine en lui-même n'a pas de problème et est certifié par l'OMS. Mais il se peut que l'Amiodiaquine associée à certains produits, peut devenir un poison. Tout comme l'essence et le feu ne sont dangereux que dans leur association.» Cependant, si au Burkina et à Fada, la Cameg et les dépôts pharmaceutiques ne vendent que du générique, il y a bel et bien des pharmacies privées qui sont l'apanage des spécialités. Là encore, selon le Dr Tompoudi, «le risque est très réduit, voire nul», car il y a des gendarmes en la matière: en l'occurrence l'OMS (Organisation mondiale de la santé) au plan mondial et la DGPML, l'autorité nationale de régulation du secteur pharmaceutique, qui délivre les autorisations de mise sur le marché (AMM) moyennant un Certificat de produit pharmaceutique (CPP) de l'OMS. Ainsi, les molécules autorisées et enregistrées au Burkina sont ceux homologués par l'OMS

telle, «Les Echos du Sahel» ont demandé l'avis de spécialistes du secteur, en l'occurrence, des pharmaciens, afin de faire la part des choses. Selon les pharmaciens, il n'y a pas de quoi s'inquiéter chez nous. Pour la simple raison que ces produits ne sont même pas autorisés sur le marché burkinabé. La différence se trouve au niveau du fabricant. Plus que le produit de base, ce sont les composantes propres aux laboratoires incriminés qui font la différence. Ainsi, pas de panique ! Les médicaments contre le palu, vendus au Burkina, sont sains. Avis de spécialistes de la pharmacie.

qui est le guide de référence, l'instance qui délivre le CPP pour toute molécule, comme l'amodiaquine ou le paracétamol, avant son utilisation par les laboratoires. Avant de délivrer tout AMM, la DGPML, porte d'entrée de tout médicament sur le marché

burkinabé, s'assure donc tout d'abord que le produit a un CCP de l'OMS. L'AMM est valable pour 5 ans renouvelables et, encore, suivant des phases de contrôles de laboratoire et de pharmaco-vigilance.

L'avis de Dr Zong-Naba Grégoire, directeur de la Pharmacie Yendabili
«Que les clients se rassurent, l'organisation est telle qu'il n'y a pas de risque»

Vous savez, les trucs sur le Net, c'est devenu une pagaille. Sinon, il arrive qu'on retire certains médicaments du marché et pour plusieurs raisons.

En tant que praticiens, lorsqu'un produit est jugé soit toxique, soit incompatible à l'usage, le ministère de la Santé publique à travers la direction des services pharmaceutiques, fait sortir une note d'abord au niveau des grossistes pour stopper la vente, puis au niveau des pharmaciens officinaux qui retirent le produit et le renvoient aux grossistes, c'est-à-dire à son partenaire. Ce dernier annule le produit et le pharmacien ne perd pas. Il ne peut donc pas se dire, «moi, je perds, donc je vais grouiller vendre». Non ! à ce niveau, ça ne pose pas de problème. Maintenant, quand on retire un produit du marché, ce n'est pas forcément la molécule de base qui est en cause mais, c'est souvent du fait du laboratoire, le fabricant qui a dû ajouter des excipients, des additifs qui créent d'autres conséquences. S'il arrive que la molécule de base pose problème, là il est du ressort de l'OMS de revenir là-dessus. Mais, un laboratoire peut revenir sur un produit parce qu'il juge qu'il a des problèmes. Quant aux produits qu'on retire au niveau de l'Union européenne, eux, ils ont leurs réalités et leurs marges de sécurité. En Afrique, nous avons aussi nos réalités et nos marges. Donc, ce n'est pas forcément parce qu'un produit est retiré de l'Union européenne qu'il est retiré ici. Et, si vous remarquez, il y a des produits qu'on utilise au niveau de l'Union européenne et qu'on n'utilise pas chez nous. Même quand les Blancs nous amènent des échantillons, ils ont les mêmes molécules que nos produits mais pas la même forme. C'est pour dire que, si au niveau des pays de l'Union européenne, il y a des problèmes, il n'y a pas contagion. Souvent, les gens ne comprennent pas et c'est tout à fait normal qu'ils aient peur parce que ça relève de la santé. Dans la liste, je vois l'Arinate et, nous avons effectivement retiré ce produit parce qu'il y a beaucoup d'association de molécules qui accompagnent. Mais, là



encore, la molécule de base qui constitue l'Arinate ne pose pas problème. C'est le produit fini qui pose problème. Il faut que les gens comprennent cela. De même, on peut retirer un médicament par lot de fabrication. Sans compter que nous n'avons pas les mêmes partenaires que les Européens. Le problème par contre par ici, c'est la demande de produits qui ont été retirés. On retire un produit, mais les gens continuent à le demander parce que ça les arrange. Par exemple le Diantalvique ou le Propofan qui a été retiré parce que les gens l'utilisent comme produit de dopage. Les gens disent, «quand tu es malade et que tu en prends deux, ah ! ta journée est gagnée». Le médicament devient un toxique dans ce cas. Mais, que les clients se rassurent, si entre temps on dit qu'un médicament est sorti du circuit et qu'on le retrouve dans une pharmacie, il faut rapidement interroger ce pharmacien pour lui demander pourquoi ce produit est dans ses rayons alors que le ministère l'a retiré du marché. L'organisation est telle qu'il n'y a pas de risque. Dès que quelque chose ne va pas, on le signale. Il y a des sentinelles qui sont là pour ça, à tous les niveaux. Et, comme le pharmacien ne paye pas en cas de retrait d'un produit, le circuit est fait de sorte qu'il y a une sécurité. C'est dans le cas où le pharmacien perdrat qu'il y aurait des risques. Cette organisation aussi est essentielle pour la sécurité.

Une question fondamentale d'éducation et de comportement !

Percée immoderée du téléphone portable dans les mœurs, boum de la moto dans les campagnes à la faveur du coton et de l'orpailage, apparition de taxis-motos dans la ville, implantation fantaisiste par endroits de panneaux de signalisation, goût exagéré de la vitesse, divagation d'animaux, je-m'en-foutisme des charretiers et autres conducteurs de pousse-pousse... Les routes et les rues de la ville de Fada foisonnent d'ingrédients d'insécurité bien alimentés par un sacré manque d'éducation et de respect de l'autre. La sécurité routière est un véritable cas de santé publique à Fada. Le pire chez les conducteurs de "2 roues" est que lorsqu'ils ont un guidon entre les mains, c'est la lutte à outrance. Badini Ousmane, le Directeur régional des Transports, des Postes et de l'Economie numérique de l'Est, y voit une question fondamentale d'éducation.

Que doit comprendre le profane lorsque le responsable des Transports de l'Est, que vous êtes, parle de sécurité routière ?

Avant tout, il faut insister sur le fait qu'il s'agit d'un domaine pour lequel nous sommes tous responsables. Tous les citoyens sont responsables. Parce que la sécurité routière est l'ensemble des mesures visant à éviter les accidents de la route ou à atténuer leurs conséquences. Des mesures qui passent par l'éducation routière tout au long de la vie (école, collège, permis de conduire) ; l'amélioration des infrastructures routières qui est un axe important d'action pour la sécurité routière (déviation d'agglomération, mise en 2x2 voies, traversée d'agglomération sécurisée) ; l'amélioration de la qualité des véhicules que nous utilisons (direction, freinage, système de sécurité) ; l'amélioration du contrôle routier, etc. C'est une question donc, fondamentale, d'éducation et de comportement. Au niveau des véhicules, il y a des mesures à respecter, comme le contrôle technique, l'usage de la ceinture de sécurité avant, arrière et, en transport en commun, les sièges enfants. Ensuite, éviter l'alcool et les stupéfiants au volant et, d'une manière générale, les infractions aux règles de conduites. De toutes les mesures en place, en matière de sécurité routière, l'installation des radars automatiques au bord des routes est celle qui a permis de sauver le plus grand nombre de vies au cours des dernières années. Mais, nous ne sommes pas encore arrivés à ce stade de technologie et, il nous faut développer d'autres stratégies.

Il faut dire que l'administration est souvent mise sur le grill, lorsqu'elle permet à l'opinion de mettre en doute l'intégrité des opérations du contrôle technique ? Surtout quand cette opération est conduite au sprint comme c'est souvent le cas à Fada où l'équipe de techniciens vient de Ouaga pour un très bref séjour. Est-il vrai qu'on peut «acheter» sa visite technique ?

Je ne le crois pas. En réalité, il n'y a pas de pots de vin. Il ya qu'on fait avec ce qu'on a et, cette réalité est que, d'une manière générale, notre parc de véhicules est vétuste. Et c'est pour cela que le gouvernement a récemment mis 10 milliards de côté, en exonération du droit de douane et de la TVA, pour inciter les opérateurs économiques à une opération de renouvellement du parc. A Fada, nous avons tenue une journée d'information, le

19 mars dernier, pour susciter l'adhésion de la population. C'est, effectivement, une occasion à ne pas rater. Parce que, qu'est ce qui constitue les frais dans l'acquisition d'un véhicule ? C'est la douane, c'est la TVA. C'est une aubaine pour les opérateurs économiques de pouvoir renouveler leur parc.

Ne serait-il pas plus commode pour tous de décentraliser le service de la visite technique ?

L'objectif du ministère des Transport est de pouvoir décentraliser tous ses services techniques, afin d'améliorer la qualité des prestations et de nos véhicules. Effectivement, une chose est d'effectuer la visite technique et une autre est d'avoir le service technique sur place. Jusque-là, le CCVA (Centre de contrôle de véhicule automobile) vient périodiquement dans la région de l'Est, environ tous les 3 mois et, encore, les gens n'ont pas toujours l'information ou elle ne passe pas comme il se doit. On gagnerait, il est vrai, à décentraliser ce service, en appui à la Direction régionale des Transports afin que, de manière plus commode, nos usagers, nos transporteurs et opérateurs économiques puissent faire diagnostiquer leurs véhicules, surtout au plan sécuritaire.

Justement, en quels termes se pose ce plan sécuritaire sur les routes de la région de l'Est ?

Quand vous regardez nos véhicules circuler, le comportement de nos chauffeurs, celui des usagers, que ce soit en agglomération ou en rase campagne, je crois qu'il faut une structure juridique pour revoir les textes. J'entends, les revoir afin de les amender par rapport au contexte actuel.

Avant par exemple, on ne connaissait pas le téléphone portable. Aujourd'hui, cet outil est entré dans nos mœurs. Avec un corollaire de problèmes. Le ministère des Transport a créé l'Office nationale de sécurité routière (Onaser), chargé de sensibiliser les usagers. Les statistiques montrent que le problème de sécurité routière est devenu un problème de santé publique et tout le monde doit s'y mettre. Le plan sécuritaire sur nos routes à l'Est inclut le facteur humain, les véhicules et l'environnement routier.

Pouvez-vous être plus explicite sur ces facteurs ?

Concernant le facteur humain, tous les acteurs de transport ne sont pas, le plus sou-

vent, formés correctement ou du moins ne bénéficient pas d'une formation continue. La conséquence est qu'une fois qu'ils ont obtenu le permis de conduire, un diplôme administratif qui autorise à conduire une catégorie de véhicules donnés, ils se disent que tout leur est permis. Entrent en jeu la compétence, la qualité et le comportement de l'individu. Concernant le facteur véhicule, nous sommes face à un parc vétuste et il nous faut aller vers l'excellence. C'est-à-dire, limiter l'âge des véhicules et, je crois que le ministère des Transports s'en occupe avec la mise en place d'un cabinet ad hoc. Je ne reviens pas sur l'opération qui consent un investissement de 10 milliards pour accompagner l'effort de renouvellement du parc. Enfin, l'environnement routier. Nos grandes villes sont reliées à la capitale par des routes bitumées, certes, mais la signalisation reste à désirer, des panneaux ne sont pas à leur place et sont même à certains endroits volés. Par ailleurs, l'entretien de nos routes demande trop de moyens, et la conduite dans des nids de poule ne favorise pas la sécurité. L'environnement routier présente donc des failles et malgré cela, sur les routes à double sens de circulation, alors qu'on ne devrait pas rouler à plus de 90 Km/h, vous trouver des gens qui foncent à 100 voire 120 Km/h. sur ces mêmes routes à double sens de circulation, dès que votre visibilité ne porte pas à plus de 50 mètres, vous ne devez pas aller à plus de 50 Km/h, mais vous avez des gens qui, sans voir, vous font de la vitesse. Il faut donc, en plus de l'éducation des conducteurs, revoir la conception de nos routes, surtout leur marquage au sol.

Parlant de la signalisation, ne pensez-vous pas que la communalisation et le transfert de certaines prérogatives, ont ajouté à la cacophonie ? L'emplacement de nombre de panneaux de signalisation dans la ville de Fada en est un exemple. Comment concilier les responsabilités pour respecter les normes d'installation des panneaux ?

Effectivement, les agglomérations appartiennent à la commune et quand les routes nationales traversent une commune, on dit qu'on ne peut pas faire ci et ça. Moi, je dis que le maire peut prendre des décisions pour réglementer la circulation dans sa commune. La sécurité en zone urbaine relève de la responsabilité de nos maires. Dire par exemple que la vitesse maximale autorisée en agglomération est de 50 Km/h ne peut pas empêcher un maire de prendre

Chronique

PAR BADINI OUSMANE, DIRECTEUR RÉGIONAL DES TRANSPORTS, DES POSTES ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE DE L'EST.



Les enjeux de la sécurité routière et la signalisation : comment les différents acteurs appréhendent-ils la situation ?

La sécurité routière est, depuis l'existence de l'automobile, un problème d'actualité important, avec de nombreux morts sur les routes chaque année. Les statistiques sur le nombre d'accidentés, qui donnent toute sa dimension au problème, nous sont régulièrement communiquées par les institutions spécialisées et les médias. Les politiques ont bien compris l'importance de ce problème et en ont toujours parlé. En effet, abordée de manière ponctuelle par les pouvoirs publics, la sécurité routière est apparue comme une fatalité due au développement du secteur automobile, et a donc été banalisée. Sa responsabilité a été laissée aux cercles administratifs et techniques. Le fait qu'elle n'ait pas été prise en compte, à sa juste valeur, par les décideurs publics et, donc, qu'elle n'ait jamais été une priorité nationale, a été un frein indéniable à toute possibilité d'amélioration. Pourtant, les coûts humains sociaux économiques sont évidents! Toutefois, il faut noter que la sécurité routière, régie, en partie par la signalisation routière, évolue dans un environnement complexe et fait face à des enjeux qui sont à la fois sociaux culturels, et économiques. Des partenariats ont, certes, été établis entre des groupes d'acteurs : comme l'appareil gouvernemental, les industries automobiles et les partenaires associatifs, mais restaient, il ya peu de temps, très instables. Cependant, ces derniers temps, il semble y avoir une nouvelle prise de conscience et une montée en puissance de l'enjeu de la lutte contre les accidents de la circulation, par différents acteurs qui, pour certains, jouent désormais un rôle important.

Des mentalités semblent avoir évoluées et les moyens mis en œuvre aussi ! Après une vague de répression importante, l'heure semble désormais être à la prévention avec la sensibilisation des usagers. Le problème de la sécurité routière est donc posé mais, quel moyen de signalisation est-il le plus efficace et, quels sont surtout les enjeux de ce problème ? D'où la création de l'Office National de Sécurité Routière (ONASER) pour répondre à la question.

la décision de ramener cette limitation à 30 Km/h, ce qu'on appelle une «zone 30». Le maire peut dire: «moi, ma ville sera une zone 30». Tout simplement parce qu'il sait que, dans sa ville, les gens sont analphabètes en matière de sécurité routière et qu'il veut protéger les usagers vulnérables. Cela relève du rôle des collectivités. Elles peuvent même aller au-delà, en identifiant des zones accidentogènes pour corriger l'implantation des panneaux de signalisation et notamment les panneaux STOP qui sont couramment utilisés peuvent être exploités à fond pour réduire au maximum les risques et améliorer la sécurité de la circulation en ville. Ce n'est pas pour rien qu'il existe des panneaux «Attention, fin de route à caractère prioritaire» et «Entrée d'agglomération». C'est pour dire qu'à l'intérieur de cette agglomération il faut s'attendre à une réglementation spécifique, notamment avec feux tricolores et autres.

Que dire alors de l'implantation fantaisiste de certains panneaux de «Stop» dans la ville de Fada ?

Je dirai qu'il faut effectivement revoir l'implantation des panneaux et réorganiser les «ronds-points» et même sensibiliser les gens sur la manière d'aborder un «rond-point», une «intersection», comment «changer de direction».... Il y a tout un nombre de comportements à recommander aux usagers pour sensiblement réduire l'insécurité routière dans nos communes.

L'opération d'importation «subventionnée» de camions et taxis, milite pour une amélioration de la sécurité routière par la qualité du parc. Ce qu'on ne dit pas, c'est que la qualité implique un coût qui devient discriminatoire vu le pouvoir d'achat du commun des burkinabés ?

Effectivement, en allant vers la qualité, les prix vont augmenter. Mais, on ne peut pas vouloir une chose et son contraire. Ou on veut la qualité ou on ne le veut pas. Il y va de la sécurité de nos frères et sœurs. Aujourd'hui, vous voyez des véhicules en circulation, vous vous demandez si le propriétaire, le conducteur et les usagers de ce véhicule sont conscients. Un véhicule de plus de 2 mètres de large et plus de 7 mètres de longueur doit avoir des feux de gabarit pour marquer ses dimensions dans la nuit. Mais, la plupart de nos véhicules, ici, n'ont aucune signalisation de ce type pour matérialiser leur présence dans la nuit. C'est un problème. Ils n'ont pas de feu rouge, pas de feux de stop. Quand vous roulez derrière lui, brusquement il freine, vous ne savez pas qu'il a freiné. Alors que, quand on suit un véhicule, l'attention se porte sur ses changements de direction et sur ses feux de stop. Sans ces équipements, ces véhicules sont un danger public. Au-delà du problème de vétusté du parc, je parlerai même de volonté et de responsabilité devant la sécurité des usagers et donc, encore une fois, d'éducation.

Que peut faire la direction des transports sur l'infestation des routes par des animaux domestiques (ânes, bœufs,

chèvres, moutons, cochons, chiens, volailles, ...) et les charrettes et pousse-pousse ?

Ici, nous n'avons pas d'autoroutes. C'est sur les autoroutes que nous pouvons interdire ce genre d'usagers, si vous me permettez l'expression. Même un piéton qui traverse une autoroute est amendable. Mais ici, si nous voulons amender tous ces usagers, ce sera un problème. Je dois dire qu'il faut toujours et encore sensibiliser, éduquer. Quand on veut faire de l'élevage, il faut chercher les moyens pour le faire dans les normes indiquées par les textes. On ne peut pas permettre que nos routes et chaussées soient des lieux de gardienage ou divagation d'animaux. Il faut de la sensibilisation au niveau des abords de nos grands axes et, je crois que ce volet sera à l'ordre du jour de l'Onaser. On ne peut

pas traverser une route comme si on était dans sa chambre. Il est inconcevable que, comme le dit les statistiques, deux accidents sur trois ont lieu en ville.

Ne gagnerions-nous pas en faisant travailler ensemble les forces de sécurité routière et l'administration des Transports ?

Au sein de l'Onaser, nous avons effectivement des gendarmes, des policiers et des agents du ministère des Transports. Mais, c'est un service nouveau et il n'a pas encore pu se déployer sur toute l'étendue du territoire national. Les Directions régionales assurent leur relais tant bien que mal et, cette année même, pour ce qui est de la Direction régionale des Transports de l'Est, nous avons organisé et coordonné des séances de sensibilisation dans les

lycées et collèges. C'est pour vous dire que la question est d'actualité parce qu'il faut effectivement que les forces de l'ordre et de sécurité et les agents du ministère des Transports, s'aident au niveau déconcentré pour sensibiliser y compris penser le mode de répression. Vous voyez, nous revenons toujours à la case départ : le problème d'éducation. A ce titre, j'apprécie hautement le souci local du syndicat des transporteurs routiers pour la formation continue. Après un coup d'essai, l'année dernière, pour sensibiliser les transporteurs, le syndicat reconduit cette activité de formation cette année. Je les encourage car il n'y a rien de tel que la formation continue dans ce domaine.

PROPOS RECUEILLIS PAR JAPHET BENYIDOBIA,

Peau neuve et rafistolage sur les routes de l'Est

Faut-il clamer «à quelque chose, malheur est bon ?» Dès les premières pluies de l'hivernage 2011, le barrage à l'entrée de Bilanga avait cédé face à la montée des eaux, coupant Bilanga de Fada par la RN18. Pour une fois l'attente n'aura duré que le temps nécessaire à la reconstruction, mais encore, c'est tout le tronçon Fada-Bilanga qui est remis à neuf. Vu son état de dégradation, il a bénéficié d'un programme d'entretien périodique, autrement dit la grande toilette pour une route en terre.

La direction régionale des infrastructures et du désenclavement de l'Est (DRID) est en chantier depuis la sortie de l'hivernage 2011. Les travaux les plus visibles ont concerné deux tronçons de la RN18 qui va de Taparco à Koalou, à la frontière avec le Bénin et, répartie en sections : Taparco-Manni ; Manni-Bogandé ; Bogandé-Botou ; Botou-Fada et la section 5 Fada-frontière Bénin qui est bitumée.

Pourquoi avoir tant attendu ? Comme l'explique le DR des infrastructures et du désenclavement de l'Est, Sorgho Adama Luc, c'est une question de contexte qui fait que «d'une manière générale au Burkina, il n'est plus question d'entretien courant sur les routes en terre». L'entretien courant, c'est l'intervention ordinaire, par exemple à coups de «pièces à coller» pour boucher les trous, comme c'est le cas, au moins une fois l'an, sur le tronçon Fada-Koupela ou le curage et la réparation de certains ouvrages sur la chaussée, cas du pont à l'entrée de Fada, route de Ouaga. Pour les routes en terre, la mode est donc à l'entretien périodique, avec reprise intégrale de la couche de roulement. On dira que toutes les routes en terre de la région Est du Burkina ont besoin de cette attention «périodique» avec reprise de la couche de roulement. Certes, mais il y a la réalité. Sorgho Adama Luc : «il y a tellement de besoins en entretien et construction de routes, ... les gens demandent dans plusieurs régions et le budget national ne peut supporter que l'entretien périodique et en choisissant d'intervenir par région. On aurait voulu tout reprendre mais, hé, les moyens !» Ainsi par exemple, pour la deuxième sec-



Sorgho Adama Luc
DR Infrastructures et Désenclavement

tion, le tronçon Bilanga-Taparco, les études pour l'entretien périodique sont bouclées, mais, «hé, les moyens !» Estimons-nous donc heureux d'avoir déjà la reprise du tronçon Fada-Bilanga et, précisément, de la fin du tronçon bitumé à la sortie de la ville de Fada jusqu'à la sortie de Bilanga; soit sur une longueur de 78,933km. La furie des eaux avait fini par dompter le barrage et détruire la déviation de l'entreprise qui y travaillait bien avant la saison des pluies. Bilanga était ainsi coupé de Fada par la RN18. Cet entretien périodique arrive au bon moment. Surtout qu'il s'agit d'un «apport de latérite d'une épaisseur moyenne de 15 cm sur toute la longueur de la route et, de l'élargissement de la plate-forme au standard de 7m». Détails techniques avec le DR Sorgho, «On recharge la route, on l'élargie, on reprend même les ouvrages comme si on préparait le bitumage». Les ouvrages qui donnaient tant de sueurs froides aux usagers sont devenus plus abor-

dables, mieux négociables. Notamment les quatre grands ouvrages situés à Tanguiari, Sikaontu, au PK 69 à l'entrée de Bilanga et au PK 72 à la sortie de Bilanga. Sur cette voie où l'action conjuguée de la poussière, de la pluie, du vent et du temps avait rendu les panneaux de signalisation illisible. Le calvaire est derrière. La DRID a même pensé au service après travaux en faveur des populations par l'aménagement des sites où l'entreprise de travaux de construction de la route et des ouvrages s'était installée. Remise à niveau des sites avec création de 4 points d'eau pour les animaux, 2 forages, reboisement de 4 écoles.

Selon Balle Boureima, chef Service suivi réseau, en attendant la réception définitive dans le délai d'une année, les travaux de réhabilitation de la route Fada-Bilanga ont été provisoirement reçus le 13 décembre 2011. Suivant sa campagne de retouche des infrastructures routières, la DRID est présentement en chantier dans la ville de Fada. Pour des travaux spéciaux, principalement au niveau des ponts qui ont souffert avec les inondations de 2010. Après appel d'offres national, des entreprises ont été retenues pour l'exécution de 3 lots d'ouvrages, dont la Sonaf (société Naré et frères) attributaire pour la réparation des accès du pont du barrage vers l'Eglise SIM, et celui du pont de Diapangou et, enfin le pont au niveau de l'ENSP où il faut changer toute la dalle de roulement parce que la structure est très entamée. L'entreprise avait prévu une déviation mais, avec l'approche de la saison des pluies, ce n'est pas évident, et l'option est pour des dalles préfabriquées qu'il faudra transporter et installer. Le chantier, à ce niveau, est à l'étape du ferrailage. Le dernier ouvrage qui est carrément à construire est situé sur la nationale 24 du côté de Gayéri-Bassiri. Près de 11 entreprises

Suite p.23



Réparation des accès du pont du barrage vers l'Eglise SIM

16ÈME ÉDITION SEMAINE NATIONALE DE LA CULTURE / BOBO 2012

Depuis 2008, la région de l'Est n'avait pas autant engrangé à la Semaine nationale de la culture (SNC). Quatre prix pour la cuvée 2012. C'est beaucoup mais, à en croire Sinini Saïdou, le Directeur régional de la Culture et du Tourisme, la récolte peut être meilleure ; à la condition que la chose artistique trouve plus d'audience chez ceux qui ont les moyens de contribuer et devait le faire. Le DR est comblé et à la fois affamé. A cette 16e édition de la SNC, portée par le thème : « L'apport du patrimoine culturel et de la créativité artistique dans l'essor des collectivités territoriales », le DR déplore le comportement des élus de l'Est.

Suite de la p.22



Balle Boureima
chef Service suivi réseau

sont sur la brèche pour l'entretien de routine des routes de la région. Côté prévention, dans le souci d'une planification rigoureuse de l'entretien, la DRID a disséminé un certain nombre de postes de comptage du trafic routier pour se donner une estimation scientifique de la sollicitation des routes. Le grand chantier en perspective reste cependant l'intervention sur la nationale 4 (Ouaga-frontière Niger), dans le cadre d'un projet de l'Uemoa. «Une étude est déjà en cours pour le renforcement de cette route, avec élargissement de la voie au niveau de la ville de Fada» et, le risque de toucher certaines concessions. Avant les travaux, «des propriétaires de toutes les concessions qui seront touchées, seront dédommagés», indique Balle Boureima. Il est prévu un boulevard à double voies à la traversée de la ville déjà marquée par nombre d'accidents de circulation. «Il n'y aura pas de déguerpissement en tant que tel mais, un rétrécissement de certaines parcelles qui n'ont pas respecté les normes en matière de lotissement». Notamment la prévision d'une marge de 50 mètres le long des routes nationales. «A Fada, on se retrouve avec une marge de moins de 20 mètres, et cela pose problème». Question de prévision pour ne pas dire d'absence de vision à long terme en matière d'urbanisation.

JAPHET BENYIDOBIA

Le palmarès officiel de la 16ème édition a distingué des ambassadeurs de la région de l'Est. Les compétitions ont concerné 5 disciplines : arts plastiques, littérature, sport traditionnel, art culinaire et arts du spectacle. La région a seulement participé aux compétitions dans les trois dernières disciplines. Cette 16e édition

de la Semaine nationale de la culture (SNC), portée par le thème : « L'apport du patrimoine culturel et de la créativité artistique dans l'essor des collectivités territoriales », était placée sous le patronage du président du Faso, le coparrainage du Directeur général de l'OMPI, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, représentée à Bobo par son adjoint, Godefroy Onyama et, celui du président de l'Association des municipalités du Burkina Faso, Simon Compaoré, maire de Ouagadougou, coparrain empêché pour des raisons de santé et remplacé par son homologue de la ville de Sya, Salia Sanou qui a traduit toute son admiration au thème de cette 16e édition qui honore les collectivités locales. Pour la région de l'Est, qui n'y a jamais été pour faire de la figuration, cette SNC 2012 est de celle qui feront date. C'est dire ce qui pourrait être espéré en distinctions pour nos artistes quand la culture passera dans la priorité des priorités des patrons des collectivités territoriales de l'Est. Sinini Saïdou, Directeur régional de la Culture et du Tourisme de l'Est, plaide pour plus d'implication des maires de la région.



Sinini Saïdou
DR Culture et Tourisme

Comment préparez-vous votre participation à une édition de la SNC ?

La préparation commence au niveau des communes où chaque maire est tenu de sonner la mobilisation des artistes de sa localité. Puis, on passe au niveau provincial où chaque Haut commissaire travaille avec le Dpeba et un assistant culturel pour identifier les troupes aptes afin d'organiser les journées provinciales de sélection. Après les éliminatoires, les meilleurs par discipline sont retenus. Le gouvernement assure les moyens de l'organisation dans chaque province. En 2011, malheureusement, avec la crise sociopolitique, il y a eu une certaine restriction budgétaire qui n'a pas facilité la préparation des artistes. Toutefois, nous avons tenu notre journée régionale de sélection à Bogandé. Dans la pratique, il faut convoyer au lieu choisi, toutes les troupes qui ont passé l'étape de sélection provinciale, notamment en lutte traditionnelle, art culinaire et spectacle. Ensuite les moyens de la compétition : pour l'art culinaire, il faut entre autres, des récipients traditionnelles de cuisine et des tenues et, pour les artistes, des tenues et des instruments. Certains maires soutiennent matériellement leurs artistes jusqu'à ce niveau de sélection régionale. Après la régionale, il faut enfin mettre les artistes à niveau pour la compétition finale de Bobo. Faute de moyens conséquents, nous n'avons pu organiser cette mise à niveau que pour les artistes de la province du Gourma. D'où le résultat auquel nous sommes parvenus. A cette édition 2012, seul le Gourma a engrangé des prix. Le président du Conseil régional, en l'occurrence, a particulièrement

ment appuyé la préparation des artistes au niveau régional, à hauteur de 1 500 000 F Cfa. Il a de nouveau engagé la somme de 1 300 000 F Cfa pour l'étape décisive de Bobo. Ces sommes ont été, chaque fois, réparties équitablement entre les artistes. Cela a permis, à certains qui n'étaient pas encore totalement prêts, de faire des emplettes complémentaires, en tenues et instruments, au passage à Ouaga ou sur place à Bobo. Parce qu'au moment de la compétition, la présentation est un critère de distinction.

Faut-il comprendre que le soutien vous fait défaut ?

Parmi les soutiens, nous avons eu l'honneur de compter sur le Gouverneur de la région de l'Est, Bertin Somda, chez qui nous avons trouvé un responsable mordu de la chose culturelle. Il a été toujours avec nous, toujours aux côtés des artistes pour demander ce qui va, ce qui ne va pas, ce qu'on peut faire. Il nous a appuyés tout au long de la compétition. Ce que nous déplorons, c'est l'absence totale d'intérêt des députés de la région. Ailleurs, les députés sont les principaux acteurs de la culture. Aucun responsable ni artiste ne m'a dit avoir reçu une contribution d'un des députés de la région de l'Est. C'est l'occasion de rappeler également aux maires qu'ils doivent soutenir les Hauts commissaires dans la préparation des compétiteurs. Ce qu'ils donnent, ce n'est ni pour le Dpeba, ni pour le DR ou pour ses agents. De mon point de vue, je me dis que chaque maire devrait mettre la main à la poche pour soutenir les artistes. Certains maires disent même n'avoir pas l'information, alors que la SNC est un événement fortement médiatisé.

Avez-vous saisi personnellement les maires pour solliciter leur accompagnement ?

Je ramène la balle dans mon camp pour dire que nous devons accentuer la sensibilisation. Je pense cependant que l'engagement des Hauts commissaires et du Gouverneur

suffit déjà comme sensibilisation. Je me dis que lorsque mon premier responsable, le Gouverneur intervient déjà pour les informer, ça devrait être suffisant. A l'avenir, je ferai en sorte d'adresser une correspondance, à cet effet, au président de l'association des municipalités du Burkina de l'Est, en l'occurrence le maire Salif Yada de Diapangou, pour une large diffusion.

Qu'en est-il pour l'encadrement des artistes sur place à la SNC ?

Les Hauts commissaires nous accompagnent mais, ne peuvent rester longtemps ; ils passent 2 à 3 jours avec nous. Les Dpeba sont pris en charge une journée après les Directeurs régionaux et les assistants culturels. Cette année par exemple, ils ont eu 10 jours francs de prise en charge contre 11 jours pour les DR et les assistants culturels. Pour les assistants culturels, ils étaient au nombre de 8, soit les 5 représentant chacun une des provinces de l'Est et 3 autres, au titre de la direction régionale de la Culture. De retour de la SNC, j'ai tenu une réunion avec les assistants culturels parce qu'il y a des problèmes. A mi-parcours, il faut franchement que les Dpeba les libèrent pour travailler pleinement à la préparation de l'événement. Pour une fête qui n'est pas celle du DR ou du Gouverneur, mais une fête régionale et nationale, et parce que nous représentons des structures de l'Etat, je crois que pour une fête organisée par l'Etat, si des gens sont requis, il faut les laisser travailler librement. A écouter les assistants culturels et les responsables des troupes, il ressort qu'il n'y a pas de travail collectif. Les assistants culturels ne vont pas vers les responsables et encadreurs de troupes et, ces derniers se disent que les assistants sont là pour ça, ne vont pas aussi vers eux. Il y a comme un dialogue de sourds. Nous n'allons jeter la pierre sur personne, il faut reconnaître le fait et travailler à ce que désormais, lorsqu'il y a des troupes sélectionnées pour les régionales, que les Dpeba libèrent les assistants afin qu'ils s'organisent avec les



Nous avons du pain sur la planche, il faut travailler

Hauts commissaires pour l'encadrement des répétitions des troupes. Dans certaines provinces, les responsables de troupes disent n'avoir jamais vu d'assistant culturel. C'est une erreur, il faut la corriger. Parce qu'alors, quand arrive la honte, tout le monde la boit.

Quel jugement portez-vous sur la participation de vos troupes à cette SNC 2012 ?

La région de l'Est a été représentée dans trois disciplines. En art culinaire avec 7 concurrents, dont 3 candidates en boisson, une en plat léger, 2 en plat lourd et un en dessert. En sport traditionnel, nous alignions 9 lutteurs dont trois lutteuses et, enfin, 10 troupes ou ensembles artistiques dans la catégorie spectacle. Ces compétiteurs étaient accompagnés par 5 assistants culturels, un Dpeba, des Hauts commissaires, le Gouverneur et le DR de la Culture. Le problème à ce niveau est celui des moyens mis à notre disposition pour rallier Bobo. Le comité national d'organisation met à disposition des cars depuis Ouaga ou Bobo. Ils doivent passer dans les provinces pour le ramassage. Pour gagner en temps cette année, le Dpeba de la Tapoa a conduit l'ensemble de ses artistes à Fada, celui de la Kompienga en a fait autant, tout comme celui de Gayéri. Ça nous arrangeait. Ceux de Bogandé sont allés directement à Bobo en passant par Boulsa, Pouytenga. Le problème de rassemblement par ici, est en fait particulier. Nous sommes la région la plus éloignée de Bobo et, de surcroit, les provinces ne sont pas dans une situation géographique linéaire. Dans certaines régions, vous prenez une seule route, vous ramassez les artistes et vous continuez. Dans la région de l'Est, ce n'est pas possible. Les provinces sont éparses aux quatre points cardinaux et, il faut aller en province et repasser par le chef lieu de région. Aussi, comme nous le suggérons chaque fois, nous souhaitons qu'on nous envoie des grands cars et de bons cars. 2 grands cars feraient l'affaire. Bon, il est vrai que, souvent, quand on n'est pas dans l'organisation, on ne voit pas les difficultés. Il doit y avoir des difficultés mais, les organisateurs doivent en parler à qui de droit pour rectifier certaines choses. Franchement, à l'aller comme au retour, nous

avons eu des problèmes avec les cars mis à notre disposition. En plus, on vous donne le contact d'un chauffeur qui doit venir vous cherchez mais, quand vous lappelez parce qu'il est en retard, il vous dit être en partance pour une autre région.

Pour ce qui est de la gestion des troupes à Bobo, nous n'avons eu aucun problème de discipline comme c'est le cas pour d'autres régions. Les encadreurs et responsables étaient au four et au moulin, à la disposition de nos artistes. C'était là notre raison d'être, et la compétition se gagne d'abord dans l'esprit de groupe. Lorsque vous mettez en mal les uns et les autres, ils vont mal s'exprimer. A ce propos, seul un Dpeba a réellement été à nos côtés, nous assistant jusqu'à des heures tardives. Les autres ne faisaient que passer. Je crois que nous devons tous prendre nos responsabilités. Quand on est réquisitionné pour une activité, on doit le faire pleinement. Au niveau de l'hébergement et de la restauration, franchement, je tire mon chapeau au comité national de l'organisation de la SNC.

Quelle est votre appréciation des résultats obtenus par vos troupes ?

Je dois dire que je suis comblé. Pour cette édition 2012, nous avons remporté 4 prix. La troupe Zoodo de Tibga a gagné le 1er prix en musique traditionnelle instrumentale ; Ouoba Nindja a obtenu le 3ème prix en vedette de la chanson traditionnelle ; un 2ème prix en art culinaire dans la catégorie boisson avec Adiza Julie Georges et le 3ème prix dans la catégorie dessert avec Mme Maiga Aissatou. Et, vous le remarquez, ce ne sont pas des prix spéciaux. Nous avons trop engrangé cette année. Nous n'avions atteint un tel niveau qu'en 2008, quand j'ai pris les choses en main. Nous avions alors obtenus 5 prix dont un spécial. Dans l'ensemble, je crois que nous pouvons nous enorgueillir car, non seulement aucun concurrent ne va à la SNC pour faire de la figuration, mais encore, le niveau était très élevé. Et c'est sans compter que le nombre des participants par discipline semblait avoir été multiplié par 3. Maintenant, quand on sait que chaque zone met l'accent sur la formation, je dois dire que nous avons du pain sur la planche, il faut travailler.

Et au niveau de la lutte ?

Vous savez, la lutte n'entre pas dans nos traditions. En fait, on a découragé les gens de la région. Quelqu'un m'a fait savoir que sous la période coloniale, les Gourmantché participaient aux compétitions de lutte mais dès qu'ils terrassaient quelqu'un, cet adversaire se retrouvait soit avec la jambe ou la colonne vertébrale traumatisée. Donc, en son temps, le colonisateur les avait suspendus. Maintenant, ils reviennent mais ce n'est pas facile. Déjà à Bogandé, lors des sélections régionales, nous avons eu une fracture de bras. A Bobo, une de nos lutteuses a tellement voulu mouiller le maillot, qu'elle s'est retrouvée avec un traumatisme au niveau du bassin. Pour dire

qu'au niveau de la lutte traditionnelle, nous sommes revenus bredouilles mais ce n'est que partie remise.

Quelles sont les perspectives pour la prochaine édition ?

Nous sommes déjà en train de voir comment faire pour progresser dans la formation. Former nos assistants culturels et nos encadreurs de troupes, notamment en chorégraphie. Cela nous manque beaucoup. Les autres ont des chorégraphes alors que nous n'en avons pas et ne voulons pas en prendre. Quand nous nous classons 3ème, c'est que nous venons après Ouaga et Bobo auxquels nous ne pouvons pas nous comparer, y compris de Koudougou où il y a des chorégraphes. Cela veut dire que dans ces localités, la commune aide à la formation de ce type de technicien. Je lance un appel au président du Conseil régional et, au Gouverneur, le premier responsable qui a été inlassablement à nos côtés, de continuer de nous appuyer et d'entreprendre pour nous un plaidoyer vers les maires, afin que les collectivités s'impliquent davantage. Nous avons besoin d'un chorégraphe pour la formation de nos assistants et encadreurs. Par ailleurs nous demandons aux collectivités territoriales de l'Est d'appuyer l'organisation d'une tournée de nos quatre lauréats, afin de les faire connaître par les populations de la région. Cette requête s'adresse également aux députés et aux amis de la région. Nous demandons à tous de faire confiance aux acteurs de la Culture et du Tourisme de la région de l'Est. Si nous avons les moyens, je leur dis que nous pouvons concurrencer quiconque et ramener beaucoup plus de prix. Ensuite, je demande aux Dpeba et aux assistants de rester soudés car, tant qu'on mène une activité d'équipe, les frictions ne peuvent pas manquer. Il nous faut nous entendre sur l'essentiel et aller de l'avant.

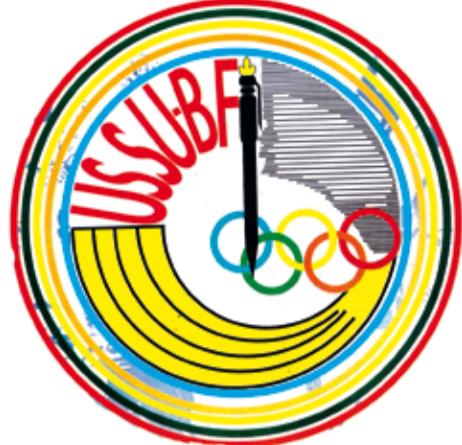
PROPOS RECUEILLIS PAR G.M. BOLOUVI

Palmarès des artistes et ensembles artistiques de la Région de l'Est à la Semaine Nationale de la Cultures (SNC) de 2006 à 2012

N°	Artiste/Ensemble artistique	Province	Année SNC	Prix obtenus	
01	Zoodo de Tibga	Gourma	2012	1 ^{er} prix musique traditionnelle instrumentale	
02	Nindja Ouoba			3 ^e prix vedette de la chanson traditionnelle	
03	Adiza Julie Georges			2 ^e prix catégorie boisson art culinaire.	
04	Mme Maiga Aissatou			3 ^e prix catégorie dessert art culinaire.	
05	3e Marie Gayérie	Gnagna	2010	3 prix vedette de la chanson traditionnelle	
06	Orchestre Tamayé	Gourma		3 ^e prix orchestre	
07	Batouré Noufè Afiroua			1 ^{er} prix spécial du maire de la commune de Bobo, art culinaire	
08	Couliadiaty Maria			Prix spéciale art culinaire	
09	Marie Gayérie	Gnagna	2008	1 ^{er} prix vedette de la chanson traditionnelle	
10	Orchestre Tamayé	Gourma		2 ^e prix orchestre	
				1 ^{er} prix spécial du président du Faso sur la Paix	
11	Natobda de Tibga			1 ^{er} prix art culinaire	
12	Batouré Noufè Afiroua	Gourma	2006	1 ^{er} prix art culinaire	
13	Thiombiano Arouna			1 ^{er} prix vedette de la chanson moderne	
14	Orchestre Tamayé			Orchestre	
15	Noufè Afiroua			Art culinaire	

Festival Nuutuoana 5^{ème} édition

Le FENUT, Festival Nuutuoana organisé par l'association NAFA des artisans de Nagré a vécu sa 5^{ème} édition du 27 au 29 avril 2012. Pour cette 5^{ème} édition, l'association NAFA des artisans a offert à la jeunesse de Nagré et environs une manifestation culturelle et commerciale animée par des groupements et associations et des apprenants (couturiers, mécaniciens et coiffeuses). Outre une exposition vente, Nagré a vibré d'admiration pour les défilés de mode en tenues traditionnelles et applaudie les compétiteurs en course cycliste, course à dos d'âne, lutte traditionnelle et une finale de football. La cérise sur le gâteau a été la prestation d'artistes locaux et la nuit culturelle de clôture. Altruiste, l'association a également mobilisé les participants pour un don de sang.



DOSSIER COORDONNÉ PAR MISSOM KOAMA

USSU-BF / DEMI FINALES / PHASES REGIONALES

Les 6 et 7 avril dernier, les scolaires et étudiants des régions du Plateau central, du Centre Est, du Centre et du Sahel, se sont retrouvés dans la cité de Yendabili, afin de disputer les demi-finales USSU-BF de cette saison 2012. Le volleyball, le handball, le football et le basketball ont été les disciplines dans lesquelles les équipes se sont mesurées. En sport de main, le Centre s'est taillé la part du lion en écartant sur son chemin tous ces adversaires.

BASKET/HAND/VOLLEY

Le Centre, grand vainqueur des ½ finales régionales

En basketball masculin, catégorie cadet, le PMK, sans forcer, a battu le lycée Rialé de Tenkodogo par 27 à 6. Avec un jeu fluide, rapide et juste, les jeunes du PMK ont émerveillé les supporteurs venus nombreux assister au match. L'écart de niveau entre les deux équipes s'est senti dès l'entame du jeu. Toujours dans cette discipline mais, option féminine et en catégorie junior, les filles du Lycée Philippe Zinda Kaboré ont frappé fort leurs soeurs du Marie Reine de Tenkodogo par 56 à 4 et sont passées haut les mains pour la finale. Le handball a été dominé également par les représentants du Centre. En handball, catégorie cadet, le lycée Vénégré de Ouagadougou a écrasé les filles du Marie Reine



Les Jaunes ont trouvé plus fortes qu'elles sur leur chemin, les Reines de Tenkodogo les ont assujetties

Il faudra très bientôt compter avec l'Est

Petit à petit grandira l'appétit. Sauf la bavure disciplinaire pour l'engagement de l'équipe de football du lycée privé Sabil El Nadja, un petit aurait croqué un grand. L'Est a engrangé et a réussi sa participation. La graine est donc de qualité et, certainement que le souffle nouveau attendu du nouveau patron des Sports et des Loisirs, Zinguim Hermann Yabré, il nous est promis des moissons meilleures. Vivement la prochaine édition !

de Tenkodogo par le score sans appel de 27 à 1. Le PMK, considéré comme favori dans cette discipline, a éliminé les jeunes du lycée Bassy de Ziniaré par le score de 25 à 5. Toujours dans cette discipline mais, en filles juniors, les handballeuses du lycée Vénégré ont écarté leurs soeurs du CEG de Soudougui par 24 à 11. Chez les garçons juniors, le PMK, sans aucune pitié, a donné une raclée de 52 à 6, au CEG de Dori. En volleyball, l'ordre est resté tel. En cadet garçons, le PMK a écarté le lycée Municipal Naaba Oubri par 2 sets à zéro. Le même PMK, en junior, est resté imperturbable devant le lycée Provincial de Dori, balayé par 3 sets à rien.

FOOT/GARÇONS

Fada a rêvé du titre national

L'espoir unique de toute la région de l'Est repose sur le football, avec l'équipe

but, a été annulé. On reprochait aux deux équipes le non respect de certaines dispositions des textes. Plutôt que de les disqualifier purement et simplement, la direction du l'Ussu-BF a privilégié la sauvegarde de l'esprit recherché par cette compétition, à savoir, créer un brassage entre les jeunes scolaires à travers le sport. Il aurait été effectivement dommage de ne pas donner une seconde chance aux jeunes acteurs de Dori et Fada, en les punissant sévèrement pour des manquements administratifs. C'est dans cet esprit que le match a été rejoué à Fada, la veille des ½ finales. Répétition et retournement des faveurs des dieux du foot. Cette deuxième confrontation a tourné en faveur du lycée privé Sabil El Nadja de Fada, vainqueur de son dur adversaire par le score serré de 2 buts à 1. D'où la colère des visiteurs de Dori. Selon ces derniers, dans ce cas de figure, il aurait été plus juste et indiqué de faire rejouer le match sur terrain neutre. Qu'à cela ne tienne, le match s'est joué dans un esprit de fair-play et en toute fraternité. Tout au long de la partie, des actions rondement menées ont soulevé les applaudissements du public. Certains affirmant que le niveau fut bien supérieur à celui de certains matches

de la première division burkinabè. Avec ce résultat positif, le lycée privé Sabil El Nadja s'est qualifié pour les demi-finales nationales. Match à jouer dès le lendemain. Sans un temps conséquent de récupération, l'unique représentant de Fada en football masculin doit puiser dans ses dernières énergies pour venir à bout du lycée Bambata de Ouagadougou. Les lycéens venus de la capitale sont présumés grand favori. Ils se rendront vite à l'évidence du contraire : le lycée privé Sabil El Nadja est un morceau retors. 24 heures après leur match contre le challenger de Dori, alors que tout le monde s'inquiétait de la lourdeur qu'accuseraient leurs jambes, les joueurs du Sabil El Nadja mettent d'accord leurs supporteurs et détracteurs. Avec la volonté propre aux battants et le soutien d'un public sorti nombreux, les Fadalais contestent la domination et font trembler, par deux fois, les filets des Ouagalais. Par ce score de 2 buts à zéro, le lycée Bambata est proprement balayé. Façon de parler car, la rencontre a connu des hauts et des bas pas

toujours recommandables en sport. Si l'on a souligné le fair-play qui a prévalu lors de l'opposition des quarts de finale, ce match des demi finales a montré un autre visage, avec des acteurs très souvent emportés par la passion et l'enjeu et offrant au public un jeu plus physique que technique. Des tacles réalisés davantage pour faire mal que pour récupérer la boule. Des arrêts intempestifs pour discourir et protester contre des décisions arbitrales. Il est vrai que les arbitres reçoivent rarement des fleurs, mais dans le cadre de l'Ussu-BF, même si l'arbitrage vient à faire désordre, il faut recadrer le débat dans son contexte éducatif et encourager les encadreurs à inculquer aux troupes l'esprit de tolérance et de fair-play. Dans le contexte d'une compétition scolaire, nos terrains doivent refuser certaines scènes, proscrire certains débordements. Aux dernières nouvelles, le lycée privé Sabil El Nadja malgré sa victoire sur le terrain est sorti de la compétition pour des raisons de fraudes sur la qualification d'un joueur. Cela met à rude épreuve notre système administratif traitant des documents de compétitions. En l'occurrence, le Sabil El Nadja a aligné un joueur qui n'avait pas d'inscription scolaire. Du moins dans ce dit lycée. Cet acte terni l'image de notre gestion des affaires sportives comme ce fut le cas au niveau international avec la qualification litigieuse dite «affaire Hervé Zingué».

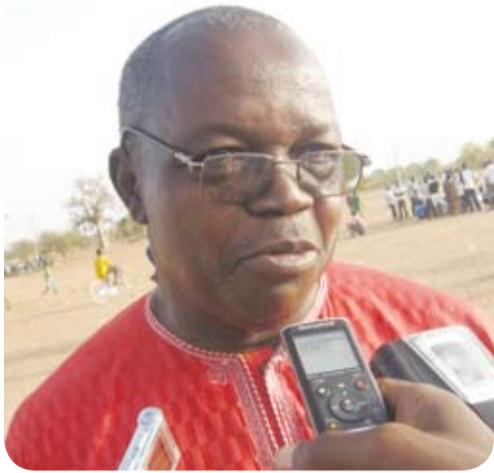
FOOT/FILLES

Les apostoliques domptent les communales

Toujours en football mais, conjugué au féminin, les filles ont charmé les autorités venues nombreuses témoigner leur intérêt au foot féminin qui prend plus de dimension au fil des années. A l'issue de la première période de jeu, les filles du Complex Apostolique de Ouagadougou avaient réussi à scorer suite à un coup-franc bien exécuté et mal repoussé par la défense de leurs soeurs du lycée Communal de Fada. Une attaquante en embuscade avait victorieusement repris la balle pour la pousser au fond des filets. A la reprise, dans un saut d'orgueil, les filles de Fada mettent les deux pieds sur l'accélérateur pour tenter d'égaliser. Manque de métier, elles sont de nouveau sonnées par leurs adversaires sur un contre collectif. A 2 à zéro, on disait les carottes cuites. C'était sans compter sur la volonté des Fadalaises. Dans le dernier quart d'heure, les communales poussent avec ce qui leur reste d'énergie, et parviennent à réduire le score. L'espoir renait mais, il est trop tard. Un match ne dure pas indéfiniment. Score final : 2 buts à 1, en faveur des apostoliques de Ouagadougou.

Le match de l'Ussu-BF

La cohésion entre élèves et étudiants est l'objectif recherché par l'Ussu-BF à travers la promotion des compétitions sportives inter établissements. C'est bien ! mais, comme pour toute œuvre humaine, les



Le président national de la ligue USSU-BF satisfait de l'organisation

imperfections ne manquent pas. Il faut entre autres que l'administration se montre plus intransigeante face aux cas de fraudes, notamment dans la qualification des compétiteurs. On se souvient, à une étape plus haute encore, de l'affaire Hervé Zingué qui a fait couler encre et salive dans le pays et même au-delà. Même si le tribunal arbitral, en l'occurrence, a eu à trancher en faveur du Burkina. Malgré ce blanchissement, il reste qu'il faut admettre qu'il n'y a pas de fumée sans flamme. Comme l'autre le disait, on ne peut pas tricher avec soi-même et attendre de meilleurs résultats. L'Ussu-BF aura tout son sens quand les règles de ses compétitions seront strictement respectées. S'il faut rejouer des matches, parce qu'un quelconque établissement a marché pour protester contre une décision juridique, nous sommes portés à croire que l'Ussu-BF met également sa crédibilité et son objectif en jeu. Le match de l'Ussu-BF doit être celui de la discipline.

ISADOT

DIAPANGOU / COUPE DU MAIRE**Finale Diapangou # Fonghin**

Le samedi 7 avril 2012, a eu lieu à Diapangou city, la grande finale du premier tournoi organisé par le maire Salif Yada. Huit (8) équipes provinciales figuraient au départ pour ce géant trophée tant convoité. A l'arrivée, l'équipe de Diapangou a défait celle de Fonghin : 3 buts à 1.

Toutes les autorités administratives de Fada se sont fait le devoir d'y être, accompagnant ainsi le Gouverneur de la Région de l'Est et le ministre délégué à l'Agriculture, Abdoulaye Combaré. La population est sortie très nombreuse pour accompagner son vaillant maire. Il faut le reconnaître, Diapangou se développe très rapidement depuis le 11 décembre 2009 célébré à Fada et, en marge de cette compétition, il y a eu la cérémonie de réception de la salle de spectacle, une infrastructure de belle facture. Les ressortissants ne se sont pas fait prier pour répondre présents à ladite fête, à la fois sportive et culturelle, voire civique. Ils n'ont pas également marchandé leur soutien multiforme : vin, ballons, enveloppes contenant de 1 000 à 150 000 F Cfa. Le parrain, Innocent Couldiaty, ex-

L'heure des fleurs

Les 27, 28 et 29 avril dernier, la saison sportive de l'Union des sports scolaires et universitaires du Burkina Faso a refermé ses portes à Ouagadougou. Comme ses pairs, la région de l'Est a participé aux différentes activités et mieux que d'y figurer, elle a même créé la surprise dans certaines disciplines. Le premier responsable des Sports et Loisirs de la région de l'Est, Zinguim Hermann



Zinguim Hermann Yabré
DR Sports & et Loisirs

Yabré, dédie ce mérite à tous les athlètes et acteurs. Le plus souvent, lors des phases finales, le Centre et les Hauts-bassins sont naturellement donnés favoris. La région de l'Est n'a pas été ridicule, même s'il demeure encore un écart avec ces ténors. La faute, parmi les principales, au manque d'infrastructures. Pour un bilan exhaustif, la région rentre avec une cagnotte de 2 165 000 F Cfa. Le premier prix, en senior garçon va au lycée privé Cœur vaillant : trophée au volleyball et 180 000 F. Le même lycée obtient le premier prix, en senior fille, avec le trophée du volleyball et la même somme de 180 000 F. Dans le même registre, le lycée privé Cœur vaillant prend le premier prix senior en handball et empoche 180 000 F; et, dans leur catégorie, les filles arrache le deuxième

QUI DES DEUX SUCCÉDERA AU FC BARCELONE ?

#



fond les erreurs défensives de l'adversaire. Cette tactique a donné ses fruits et a mis à mal le jeu catalan, axé sur la circulation de la balle et la surprise des passes dans le dos de la défense. Malgré leur domination, les hommes de Guardiola n'avaient pas trouvé la faille face à des Anglais expérimentés et déterminés.

Que ferait Di Matteo pour parvenir à ses fins ?

Pour battre le Bayern, Di Matteo doit aligner des latéraux expérimentés afin de bloquer les assauts du Français Ribéry et du Néerlandais Robben. Surtout ne pas trop jouer en retrait, au risque d'exposer leur gardien aux tirs des Allemands. L'absence de Ramires et surtout celle du capitaine John Terry va se sentir. Les anglais doivent être vigilants en défense et plus efficaces devant les buts et, à ce niveau, ils pourront sans doute compter sur l'Ivoirien Didier Yves Drogba. Di Matteo gagnerait à lui faire confiance car, il a fait ses preuves tant bien à l'attaque qu'en défense, lors des deux derniers matches contre le FC Barcelone.

Le Bayern n'a pas dit son dernier mot

Finalistes malheureux, en 2010, face à l'Inter de Milan, les Bavarois pensent que cette année est, plus que jamais la bonne, d'autant plus qu'ils jouent "à domicile"; la finale se jouant à l'Allianz Arena. Avant d'affronter le Real Madrid, Philipp Lahm disait, sur les antennes de Canal +, que jouer une finale sur sa pelouse arrive peut être une fois tous les quarts de siècle. C'est dire que l'enjeu est très important d'autant plus qu'aucun joueur actuel du Bayern n'a ce trophée dans son palmarès. Habituel aux grandes compétitions, Philipp Lahm et ses coéquipiers entendent décrocher ce trophée, pour sauver, eux aussi, une saison peu réussie. Mario Gomez, deuxième meilleur buteur de la compétition avec 13 réalisations, ne pense certainement pas s'arrêter en si bon chemin pour supplanter Messi hors course. Le trio bavarois, Robben-Ribéry-Gomez, donnera du fil à retordre à la défense anglaise. Il faut noter que les absences d'Alba, Gustavo et Bastuber vont obliger le coach allemand à modifier le système de jeu appliqué pour contrer la "Maison blanche". Ce qui est sûr, les deux équipes donneront le meilleur d'elles-mêmes. Quant à nous, nous souhaitons qu'elles arrivent le jour «J» en forme, pour nous produire un spectacle digne de ce niveau de la compétition. Pour cette finale, les chances sont équilibrées et chacun a son destin en main. Petit avantage cependant pour les Bavarois qui jouent à domicile. Rendez-vous samedi 19 mai 2012 à 18h 45mn T.U.

Les Échos du Sahel

76 42 65 10

Email: mboluvi@yahoo.fr

MISSOM KOAMA

Sans blague !!!!!!!!

UNE SÉLECTION DE KAWE JOS



PRIÈRE DU MATIN

*Notre père qui est au bureau,
Que le travail soit léger,
Que les patrons partent en vacances,
Que notre volonté soit faite
Au bureau comme à la maison.
Donne-nous aujourd'hui un jour de congé,
Une semaine de récupération,
Et un mois de réflexion.*



*Pardonne-nous nos absences,
Comme nous pardonnons aussi,
A ceux qui nous font travailler.
Ne nous soumet pas aux observations,
Aux baisses de salaire,
Aux embargos et aux heures supplémentaires.
Mais délivre-nous de cet enfer.
Car c'est à toi qu'appartient le pouvoir
D'augmenter notre salaire et nos jours de congé,
Tout en diminuant notre travail,
Amen.*

Un mari en mission pour l'ONU envoie ce message à sa femme : Ma chérie, ce mois-ci, je ne peux pas t'envoyer mon salaire, aussi je t'envoie 100 baisers. Tu es mon amour. Ton époux, Allan.

Voici la réponse de sa femme quelques jours plus tard : Mon amour, merci pour ces 100 baisers. Je t'envoie le détail des dépenses :

1. Le laitier a accepté 2 baisers pour le lait du mois.
2. L'électricien a seulement été d'accord après 7 baisers.
3. Le bailleur vient tous les jours et prend 2 ou 3 baisers en lieu et place du loyer.
4. l'épicier n'a pas été d'accord pour des baisers uniquement, alors, je lui ai donné plus que des baisers.
5. Les autres dépenses ont coûté 40 baisers.

S'il te plait, ne t'inquiète pas pour moi, il me reste encore 35 baisers et j'espère pouvoir les utiliser pour les autres dépenses du mois. Dois-je garder la même budgétisation pour le mois prochain ? J'attends tes conseils. Ton épouse, Ellen.

Un gars récemment marié à Thérèse se rend chez son docteur en se plaignant de problèmes suite aux très nombreux rapports demandés par sa femme.

- Abstenez-vous durant 2 semaines, lui dit le médecin... Le soir il porte, sur son pyjama, un ruban marqué : **TVA**.

- Qu'est ce que c'est, lui demande sa femme ?

- Testicules Vides Aujourd'hui ! Quelques jours plus tard, sa femme porte sur sa robe de nuit un ruban semblable, marqué aussi : **TVA**.

- Qu'est ce que c'est, lui demande le mari ?

- Thérèse Va Ailleurs !



PHARMACIES DE GARDE

MAI 2012

28/04/2012 au 05/05/2012 Nungu
05/05/2012 au 12/05/2012 Yendabili
12/05/2012 au 19/05/2012 Nungu
19/05/2012 au 26/05/2012 Yendabili
26/05/2012 au 02/06/2012 Nungu

JUIN 2012

02/06/2012 au 09/06/2012 Yendabili
09/06/2012 au 16/06/2012 Nungu
16/06/2012 au 23/06/2012 Yendabili
23/06/2012 au 30/06/2012 Nungu

JUILLET 2012

30/06/2012 au 07/07/2012 Yendabili
07/07/2012 au 14/07/2012 Nungu
14/07/2012 au 21/07/2012 Yendabili
21/07/2012 au 28/07/2012 Nungu

AOÛT 2012

28/07/2012 au 04/08/2012 Yendabili
04/08/2012 au 11/08/2012 Nungu
11/08/2012 au 18/08/2012 Yendabili
18/08/2012 au 25/08/2012 Nungu
25/08/2012 au 01/09/2012 Yendabili

SEPTEMBRE 2012

01/09/2012 au 08/09/2012 Nungu
08/09/2012 au 15/09/2012 Yendabili
15/09/2012 au 22/09/2012 Nungu
22/09/2012 au 29/09/2012 Yendabili

OCTOBRE 2012

29/09/2012 au 06/10/2012 Nungu
06/10/2012 au 13/10/2012 Yendabili
13/10/2012 au 20/10/2012 Nungu
20/10/2012 au 27/10/2012 Yendabili

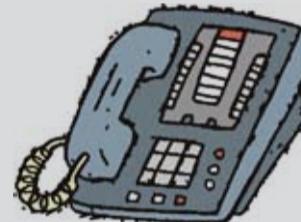
NOVEMBRE 2012

27/10/2012 au 03/11/2012 Nungu
03/11/2012 au 10/11/2012 Yendabili
10/11/2012 au 17/11/2012 Nungu
17/11/2012 au 24/11/2012 Yendabili
24/11/2012 au 01/12/2012 Nungu

DÉCEMBRE 2012

01/12/2012 au 08/12/2012 Yendabili
08/12/2012 au 15/12/2012 Nungu
15/12/2012 au 22/12/2012 Yendabili
22/12/2012 au 29/12/2012 Nungu

Numéros utiles



Les Echos du Sahel : 40 77 77 18 / 76 42 65 10

Action sociale : 40 77 07 69

Gendarmerie : 40 77 00 35

Police nationale : 40 77 00 70

Police municipale : 40 77 08 96

CRS : 40 77 10 19

Douane (Direction) : 40 77 00 37

Douane (Brigade mobile) : 40 77 01 12

MBDHP : 70 38 70 01 / 70 31 13 51

Sonabel : 40 77 01 31

Onatel : 40 77 00 75

Sonapost : 40 77 01 50

Onea : 40 77 01 79

Sodigaz : 40 77 04 60

Hôtel de ville : 40 77 01 88

Préfecture : 40 77 01 80

Haut-commissariat : 40 77 00 11

Gouvernorat : 40 77 11 44/45

O.S.T : 40 77 02 07

SERVICES ET CENTRES DE SANTÉ

Centre Hospitalier Régional (CHR) : 40 77 01 83

C.S.P.S n°1 : 40 77 00 43

C.S.P.S n°2 : 40 77 00 84

Centre Bethanie : 40 77 77 60

Clinique Oumteni : 40 77 17 94

Laafia du Gulmu : 40 77 17 59

Dogu Buama : 40 77 07 23

CENTRALE, PHARMACIES

ET DÉPÔTS PHARMACEUTIQUES

Cameg : 40 77 06 16

Pharmacie Nungu : 40 77 01 08

Pharmacie Yendabili : 40 77 10 32

Mission protestante : 40 77 02 02

Laafia : 40 77 02 89

CHR : 40 77 00 54

I.ANMA : 40 77 02 76

Pugumba : 40 77 03 06

Bon samaritain : 71 37 49 52 / 70 72 56 85

CSPS 1 : 40 77 00 43

CSPS 2 : 40 77 00 84

Alerte Excision

80 00 11 12 (numéro vert/gratuit)

BEST MUSIC

Prestation de services, Animation, Décoration, Fourniture du matériel de Sono, Electroménager

DVD
VCR

7023 42 50 / 78 11 20 72
face ONATEL

Association pour le secours des enfants en difficultés

TEL. +226 70 31 14 50
asedfada@yahoo.fr
S/C BP. 12 FADA N'GOURMA - BURKINA FASO

- Rendre les enfants en difficultés utiles à la société

- Eveiller la société sur l'impact du phénomène des enfants en difficultés

• Contribuer à la réinsertion socio-économique de l'enfance en difficultés au Gourma par des services d'intermédiation familiale et de prise en charge des enfants vivant dans la rue.

“POUR UN MONDE MEILLEUR”

CHEZ ADIZA

café, thé et repas chaud en toute heure
face palais de Justice de Fada

FILMAGE
TRANSFERT D'IMAGES
MONTAGE VIDEO

Votre partenaire d'images

BURMALI PRODUCTION

COPIE
D'ÉLÉMENTS
FILMÉS

PHOTOGRAPHIE
GRAVAGE
SUR CD
&
CDV

BP.81 FADA N' GOURMA BURKINA FASO
TEL. +226 40 77 04 18
70 24 01 82
bafranky@yahoo.fr

C.M. Béthanie

Depuis le 02 mai,
le Centre médical Béthanie,
sis route de Pama,
offre un nouveau service
d'examen en son laboratoire.
Un service
d'ÉCHOGRAPHIE.



Technologie Service Informatique
Maintenance-Dépannage-Réparation de Matériels, Bureautique & Electronique

BP : 158 Cél: (226) 70-13-76-02 / 78-32-08-08 Tel: 40 77 08 94 E-mail: sinini_sylvain@yahoo.fr
Fada N'Gourma N° RCCM BF FDG 2006 A 35 N°IFU 00007238R Burkina Faso